

Yvan Craipeau

La révolution qui vient

Les voies nouvelles du socialisme

1957

Sommaire

[AVANT-PROPOS](#)

[PREFACE](#)

[PREMIERE PARTIE - LES CONDITIONS NOUVELLES DES LUTTES SOCIALES](#)

[CHAPITRE I - AU BORD DE LA CRISE](#)

Les contradictions actuelles du capitalisme.

Nécessité du socialisme.

La société soviétique.

Retard de la révolution en Occident.

Nouveaux espoirs du socialisme.

[CHAPITRE II - L'ÉVOLUTION DU CAPITALISME](#)

La lutte des capitalistes pour le maintien du taux de profit.

L'État-Patron.

L'ère des directeurs.

Directeurs et capitalistes.

Le rôle de l'État dans la redistribution des revenus.

La généralisation de l'automatisation.

Conséquences politiques de l'automatisation en régime capitaliste.

La fusion du capital financier et de l'État en France.

[CHAPITRE III - LE SOCIALISME TRIOMPHERA-T-IL AU COURS](#)

[D'UNE TROISIÈME GUERRE MONDIALE ?](#)

Socialisme et bombe atomique.

Les chances de coexistence pacifique.

La paix est un combat.

Coexistence pacifique ne signifie pas stabilité sociale.

[CHAPITRE IV - LE SOCIALISME ET LES PROBLÈMES NATIONAUX](#)

Un socialisme qui devient national.

Un internationalisme qui cesse d'être socialiste.

Bases d'un nouvel internationalisme socialiste.

Le développement inégal de la planète.

L'exploitation des pays sous-développés.

Les résistances nationales.

CHAPITRE V - DES ÉTATS UNIS A LA FRANCE

Les États-Unis, pays capitaliste privilégié.

Limites de la prospérité américaine.

La France, pays capitaliste handicapé.

Le colonialisme maintient les structures archaïques.

CHAPITRE VI - LES SOLUTIONS CAPITALISTES EN FRANCE

Le « néo-capitalisme ».

Le mendésisme.

Impuissance du néo-capitalisme.

La solution fasciste

CHAPITRE VII - PROBLÈMES DE L'ÉVOLUTION SOCIALE

Existe-t-il une classe révolutionnaire ?

L'analyse marxiste traditionnelle.

Développement du secteur non-producteur.

La structure de l'emploi.

Marx et la paupérisation absolue.

Pourquoi le niveau de vie ne s'est pas détérioré.

Paupérisation absolue et paupérisation relative.

Caractère révolutionnaire de la paupérisation relative.

Réformisme et Révolution.,

Solidarité de tous les salariés.

La lutte de classe à l'échelle du pays.

CHAPITRE VIII - LES CLASSES SOCIALES EN FRANCE ET LE SOCIALISME

La classe ouvrière, élément avancé des luttes socialistes.

L'ensemble des travailleurs salariés : les classes moyennes des villes.

Structure de la paysannerie.

Les rapports de classe à la campagne.

SECONDE PARTIE - LA REVOLUTION SOCIALISTE DANS LES PAYS INDUSTRIELS

CHAPITRE IX - REPENSER LES PERSPECTIVES SOCIALISTES

Perspectives social-démocrates.

Perspectives staliniennes.

Il existe une perspective socialiste.

CHAPITRE X - REVOLUTION DANS LES PAYS SOUS-DÉVELOPPÉS ET RÉVOLUTION SOCIALISTE DANS LES PAYS INDUSTRIELS

Qu'est-ce que la Révolution ?

Première thèse : la révolution ne sera pas une explosion mais un dépassement.

Deuxième thèse : le niveau de vie commencera à s'élever dès le départ.

Troisième thèse : la société socialiste sera relativement bien armée contre la domination d'une bureaucratie.

Quatrième thèse : notre socialisme sera un socialisme démocratique.

CHAPITRE XI - LES VOIES D'ACCÈS AU SOCIALISME DANS LES PAYS INDUSTRIELS

Les voies du socialisme sont diverses.

Révolution et violence.

La révolution aura lieu dans le cadre d'une économie déjà partiellement intégrée à l'État.

La révolution prendra appui sur des structures « démocratiques ».

La révolution sera faite par les masses populaires.

Des organismes démocratiques spontanés.

Être prêts à opposer la violence à la violence réactionnaire.

Contrôler le pouvoir.

Une révolution de la majorité.

CHAPITRE XII - L'ÉCONOMIE SOCIALISTE

Une économie gérée par le peuple.

Nationalisation et socialisation.

Étatisation et socialisation.

La gestion des entreprises.

Le régime de propriété.

La planification.

CHAPITRE XIII - LA DEMOCRATIE SOCIALISTE

La démocratie, condition primordiale du socialisme.

Les « conseils » de travailleurs.

La dictature populaire.

Les libertés politiques.

Les principes constitutionnels.

Les garanties démocratiques.

CHAPITRE XIV - PAYSANNERIE ET CLASSES MOYENNES

La petite propriété dans la phase de transition.

La collectivisation forcée.

Le critère de rentabilité.

Les formules coopératives.

Le secteur privé de l'industrie.

TROISIEME PARTIE - PROBLEMES IMMÉDIATS

CHAPITRE XV - PROGRAMME MINIMUM ET PROGRAMME DE TRANSITION

Les routes de l'avenir.

La politique du « tout ou rien ».

Réformes élémentaires.

Programme d'action et « plan ».

Le « réformisme ».

Faire confiance à l'action des classes populaires.

CHAPITRE XVI - ESQUISSE D'UN PROGRAMME D'ACTION

UNE ÉCONOMIE AU SERVICE DU PEUPLE

Élever le niveau de vie.

Contrôler la gestion capitaliste.

Diminuer massivement les dépenses militaires.

Investir au service du peuple.

GARANTIR L'ALLIANCE DES TRAVAILLEURS DES VILLES ET DES CAMPAGNES

DÉFENDRE ET ÉLARGIR LA DÉMOCRATIE

Empêcher l'intervention de la police dans la vie politique.

Démocratiser les moyens de propagande.

Démocratiser l'enseignement.

Démocratiser l'armée.

Démocratiser les élections.

RAPPORTS AVEC LES PEUPLES D'OUTRE-MER

Contre les guerres coloniales.

Droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Relations futures.

POLITIQUE INTERNATIONALE

La petite Europe des trusts.

Nécessité de l'unité européenne.

La lutte à l'échelle de l'Europe.

Le nouvel internationalisme.

CHAPITRE XVII - L'UNITÉ D'ACTION

Socialistes, communistes et unité d'action.

Faillite des gouvernements de gauche.

Le Front Populaire.

Vigilance nécessaire.

CHAPITRE XVIII - VERS UN PARTI SOCIALISTE

RÉVOLUTIONNAIRE ET DEMOCRATIQUE

Peut-on réformer le parti socialiste ?

Peut-on réformer le parti *communiste* ?

Les socialistes de gauche et les communistes démocrates.

Les communistes d'opposition.

Les communistes internationalistes.

La Jeune République.

Le Mouvement de Libération du Peuple.

La Nouvelle Gauche.

Progression des socialistes révolutionnaires.

L'unification des socialistes démocrates et révolutionnaires.

Construire un parti socialiste démocratique et révolutionnaire.

APPENDICE

I. — NATURE ET BUTS DU PARTI

II. — PRINCIPES DU PARTI

1) Révolutionnaire.

2) Démocratique.

3) Laïque.

4) Indépendant.

5) Internationaliste.

III. — ACTION DU PARTI

1) Concrète.

2) Unitaire.

Notes

« ...Les dogmes staliniens n'ont fait qu'accumuler des antagonismes et ils ont fait le vide dans la tête des militants socialistes. Dans ce système bureaucratique, l'énorme masse des révolutionnaires sincères et des militants socialistes a été éduquée dans l'idée que le facteur subjectif (le parti socialiste) n'aura pas autre chose à faire après la révolution, qu'à bâtir des usines, à investir sans cesse, à assurer les livraisons obligatoires, à faire de la propagande en faveur des mesures prises par l'État, à prélever le plus possible pour réinvestir et réaliser les buts fixés par le plan. Dans un tel système, tout homme d'État et tout fonctionnaire du parti doit connaître par cœur tous les détails, même les plus insignifiants, sur l'état de l'économie. Mais personne n'est plus capable, personne ne se sent même le besoin de savoir ce qui se passe parmi les hommes, quels processus sociaux se déroulent, quelles forces sociales nouvelles se forment et lesquelles dépérissent, quels antagonismes se manifestent et sous quelles formes, où se manifestent les tendances à la dégénérescence, etc.... pour adopter ensuite, en conséquence, la politique économique et le reste. »

E. KARDELJ.

(Discours à l'Assemblée Nationale yougoslave, le 7 décembre 1956).

AVANT-PROPOS

L'étude qui suit est essentiellement un travail collectif rédigé avec la collaboration de Colette Audry, Claude Bourdet, Manuel Bridier et Pierre Stibbe, à partir d'un rapport présenté au deuxième congrès de la Nouvelle Gauche. De nombreux autres militants ont contribué à son élaboration. Nous avons également utilisé différentes recherches allant dans le même sens, notamment celles de nos amis du Mouvement de Libération du Peuple ; et cela, même en dehors des références expresses.

Nous avons abordé de front toutes les difficultés rencontrées dans des domaines mal défrichés. Mais nous nous sommes bornés à indiquer, en raccourci, les grandes lignes de notre pensée, réservant à des travaux ultérieurs, en préparations, les analyses plus poussées. Cela nous a conduit, par exemple, à renoncer, dans toute la mesure du possible, à l'arsenal des statistiques : nous avons, en général, renvoyé en note celles qui nous ont paru indispensables. Nous avons également dû condenser à l'extrême nos développements ou procéder par allusions. Nous avons ainsi couru un risque inévitable : certaines de nos affirmations apparaîtront schématiques, simplistes, gratuites ou mal étayées.

De toutes façons, nous n'avons pas la prétention de faire œuvre définitive. Notre seul but est d'engager la discussion. C'est pourquoi d'ailleurs, contrairement à la tradition du mouvement ouvrier, nous avons évité toute forme polémique. Il nous a semblé que l'essentiel n'était pas de marquer des points, mais d'essayer d'y voir plus clair et d'amener une confrontation loyale des idées pour la rénovation de la pensée socialiste.

Y. CRAIPEAU.

PREFACE

Un parti, un mouvement politique peuvent-ils se passer d'une théorie directrice ? Sans doute. La preuve en est qu'on serait en peine de définir avec précision la théorie qui inspire les partis de droite ou même un parti comme le parti radical. Mais les partis de conservation sociale s'inspirent tous d'un ensemble plus ou moins cohérent de thèses non écrites ou de simples convictions implicites sur lesquelles l'accord est fait depuis des générations. Si ces conceptions n'ont pas besoin d'être développées ou éprouvées dans la discussion, c'est qu'elles prennent précisément pour acquise la permanence du système social et politique. La droite, par nature, se méfie des idéologies presque autant que des « idéologues ». Il lui arrive, à la rigueur, de se décharger de la fonction de penser sur quelques rares écrivains venus d'autres horizons, tels M. Raymond Aron. Ceux-ci servent à la justifier à ses propres yeux et à lui donner l'illusion que l'intelligence n'est pas le monopole de la gauche. Encore ne les lit-elle pas et ne sont-ils pas sans lui inspirer parfois des inquiétudes.

Le propre des partis ouvriers est de s'affirmer au contraire comme des partis de transformation sociale. À ses origines, le socialisme a cherché à établir divers modèles de sociétés futures ; plus tard, avec l'école marxiste, il s'est attaché à éclairer les moteurs réels de l'évolution humaine afin de rassembler les forces de transformation sociale et de les utiliser avec le maximum d'efficacité.

Il est certes possible d'agir au jour le jour sans perspectives précises. Mais seule l'analyse du réel permet de prévoir et d'agir en connaissance de cause. Sans cette analyse, sans une théorie du devenir social, il ne peut exister de mouvement révolutionnaire conscient. L'étude théorique, la confrontation des idées, le heurt des systèmes sont aussi indispensables au socialisme que le sont aux hommes l'air et la nourriture.

Il est vrai que certaines organisations politiques de gauche dans le monde d'aujourd'hui n'ont pas une conception très définie de la société socialiste, ne se soucient guère d'interpréter l'évolution probable de la société actuelle et s'en passent assez bien. Nous pensons en particulier au Parti Travailleur britannique. Il s'agit là, sans doute, d'une attitude traditionnelle propre au monde anglo-saxon. On aurait tort d'en conclure pour autant que le Labour Party n'a aucune doctrine ; mais cette doctrine s'élabore graduellement selon des vues empiriques à partir de quelques options de base. Ainsi les travaillistes ont des convictions souvent plus fermes et plus sincères que beaucoup d'hommes de gauche continentaux, mais, ces convictions étant admises par tous, la majorité se refuse à regarder au-delà de l'étape prochaine.

Enfin, l'activité idéologique dont témoigne depuis quelques années la gauche du Labour, dont l'autorité grandit dans le parti, dans le pays et à l'étranger, semble prouver que les Britanniques eux aussi commencent à découvrir qu'aucun parti politique ne saurait se passer complètement d'un arsenal théorique.

Il est d'autant plus frappant de constater que, dans notre pays, depuis un certain nombre d'années, aucun travail sérieux en provenance des partis ouvriers n'a été entrepris pour étudier l'évolution de la société dans laquelle nous vivons ni ses perspectives, ni les formes concrètes que revêtira la révolution socialiste. Les raisons de cette carence se discernent aisément.

Sur ce point comme sur bien d'autres, le Parti Communiste a été paralysé par sa dépendance à l'égard du régime stalinien. Les historiens, économistes et sociologues soviétiques se sont chargés d'établir, pour l'ensemble des partis communistes, des thèses complètes sur le destin du monde capitaliste et l'avenir de la société soviétique. Thèses fluctuantes, du reste : il suffit de citer celles de l'économiste Varga et les variations

staliniennes sur le thème de la coexistence. Alors que le jdanovisme sévissait jusqu'en peinture, on ne pouvait s'attendre à ce que, sur des questions décisives pour la politique intérieure et étrangère de l'U.R.S.S., liberté soit laissée aux communistes étrangers de formuler un avis différent des opinions en vigueur pendant la période considérée.

En ce qui concerne l'étude de perspectives et des structures de la société socialiste dans les pays industriels avancés, il était difficile aux communistes français de prôner d'autres modèles de société que les régimes en vigueur en U.R. S.S. et dans les démocraties populaires ; surtout, il leur était interdit de critiquer les modèles existants. Or, les communistes savaient parfaitement que ces formes de société ne pouvaient satisfaire les travailleurs. Ils se voyaient donc contraints de laisser dans l'ombre ces formes d'avenir, se bornant à des déclarations générales sur les voies particulières que prendra le socialisme en France, sans jamais s'engager plus avant. Autant dire que toute recherche théorique se trouvait d'avance stérilisée. C'est ainsi que les communistes sont amenés à considérer les œuvres théoriques marxistes du passé comme des monuments dogmatiques, bons tout au plus à fournir des citations pour les besoins de la politique immédiate. Leur attitude pratique est en fait assez proche de l'empirisme des « labouristes », sauf que la référence à la dialectique leur permet de répondre aux exigences de la politique internationale par une suite de positions tactiques contradictoires sous le signe des mêmes immuables principes. La « théorie », chez eux, est l'humble servante des orientations fixées par la direction.

Même stérilité du côté de la social-démocratie, bien que ses dirigeants se réclament toujours du marxisme. Paralysés par leur intégration au régime parlementaire bourgeois, raidis par leur horreur panique du parti communiste, les chefs de la S.F.I.O. ont renoncé depuis longtemps à tout effort de réflexion politique. Les perspectives d'évolution de la société actuelle qui permettraient de prévoir la possibilité d'ébranler le capitalisme et de le renverser à un moment donné ne sont plus étudiées depuis des années. C'est que les dirigeants socialistes français sont installés dans le système actuel et croient fermement à sa pérennité. Tout au plus se permettent-ils parfois quelque vision messianique, si lointaine qu'elle ne saurait en aucune façon affecter leur comportement immédiat.

Si une crise profonde du capitalisme s'annonçait dans notre pays, la plupart d'entre eux ne songeraient qu'à défendre et à rétablir le régime, trop peu confiants en leurs propres forces pour imaginer qu'un tel bouleversement puisse introduire autre chose qu'un régime du type stalinien. Et parce qu'elle n'envisage ni ne souhaite sérieusement l'avènement de la société socialiste, la S.F.I.O. n'a jamais mis non plus sérieusement à l'étude les formes qu'elle pourra prendre chez nous. La phraséologie révolutionnaire du passé pourvoit à tout : qu'on se rappelle, par exemple, la plate-forme de Guy Mollet au Congrès de 1947. Ces formules vagues permettent d'entretenir l'espoir des dirigeants et des militants les plus optimistes, tandis qu'elles servent d'alibi aux « réalistes ».

Mais nous nous trouvons aujourd'hui devant un phénomène nouveau : la désaffection augmente à l'égard des vieilles formations qui se révèlent chaque jour un peu plus au-dessous de leur tâche. Parallèlement à cette désaffection, dans les rangs communistes, au sein des partis socialistes et, en France tout particulièrement, dans cette masse d'hommes qui ont quitté ou qui ne veulent plus rejoindre ni le communisme d'obédience soviétique ni la social-démocratie enlisée, on voit se développer un courant puissant pour le renouveau du socialisme. L'idée socialiste résiste à toutes les défigurations qu'elle a pu subir et continue à apparaître comme l'ultime solution — la seule rationnelle — aux désordres du monde actuel.

Un tel renouveau suppose d'abord, naturellement, une prise de conscience des problèmes immédiats et un effort corrélatif pour découvrir les moyens de les résoudre.

Mais il va bien au-delà de ces exigences élémentaires. Car le choix des moyens, l'orientation que l'on adopte dans les luttes actuelles sont fonction à la fois des conceptions que l'on se fait du développement général de la société et des perspectives que l'on se propose à partir d'une analyse des conditions actuelles.

Or le présent est d'une telle complexité que l'élaboration d'une politique juste réclame un examen de la situation sans cesse repris, sans cesse remis en question et réajusté. La limite qui sépare l'étape actuelle de la suivante, le présent de l'avenir peut varier à chaque instant. C'est demain, par exemple, qu'une crise financière peut amener brusquement le pays devant un carrefour et que les solutions de routine se révéleront inopérantes. Les délais ne seront plus permis. Il faudra choisir et inventer immédiatement, car les occasions perdues se paient toujours très cher. La fraction consciente des masses populaires se doit donc d'étudier sérieusement tous les problèmes posés par les perspectives et le devenir du socialisme, sous peine de voir l'emporter un fascisme ou un franquisme d'une nouvelle espèce.

C'est à ce travail d'analyse qu'un certain nombre de militants de la Nouvelle Gauche, du Mouvement de Libération du Peuple et de la Jeune République se sont attachés depuis plusieurs mois ; ils n'y emploient aucun outil miraculeux, aucune méthode nouvelle. Ils ont simplement essayé d'appliquer à la réalité française et mondiale des outils d'analyse économique et historique qui ont fait leurs preuves.

Il existe parmi nous des hommes qui se réclament du marxisme et des hommes qui, tout en admettant la valeur de l'analyse de Marx, pensent que cette analyse ne représente qu'un moment du développement des sciences sociales, comme les théories de Newton et d'Ampère n'ont représenté qu'un moment de la physique. Mais les uns et les autres sont d'accord pour penser que l'analyse du réel doit se faire de la manière la plus scientifique possible, sans dogmatisme, sans préjugés et sans tabous, en utilisant l'expérience du mouvement ouvrier et les travaux de ses penseurs.

Ce n'est donc pas un bréviaire ou une doctrine définitive de la gauche nouvelle que nous avons voulu établir. Précisément parce que le travail théorique véritable a été trop longtemps arrêté, il faudra tâtonner longtemps encore avant d'adapter analyses et prévisions à la réalité nouvelle du monde d'après la deuxième guerre mondiale. Ce travail, nous pensons qu'il doit être l'œuvre de l'ensemble du mouvement ouvrier, à la base comme au sommet.

C'est dire que l'ambition de cette étude est modeste. Nous la présentons comme un ensemble de suggestions destinées d'abord à susciter la réflexion, voire la contradiction, chez tous les socialistes de gauche, les communistes démocrates et d'abord, bien entendu, au sein de la gauche nouvelle.

La rédaction d'un travail véritablement collectif eut exigé des discussions bien trop longues ; nous avons donc demandé à Yvan Craipeau, à partir d'un texte initial préparé par lui-même et Claude Bourdet, de rédiger la présente analyse. Nous l'avons discutée en cours d'élaboration et, dans ses lignes essentielles, nous apportons notre complet accord à sa rédaction définitive.

Aussi bien était-il préférable, puisqu'il s'agit d'une ébauche et d'un ensemble de suggestions, que ce livre portât l'empreinte d'une personne. Nous sommes certains que l'ouvrage d'Yvan Craipeau comblera une lacune en reliant les uns aux autres les différents thèmes politiques et idéologiques qui caractérisent l'action de nos mouvements. Nous souhaitons qu'il ouvre la voie à de nombreux efforts du même ordre.

Les « Voies nouvelles du socialisme » que cet ouvrage vise à définir sont celles d'un socialisme démocratique autant que révolutionnaire. La gauche, en effet, ne peut plus, surtout en Occident, mettre son espoir dans une prise de pouvoir par une minorité avertie qui imposerait à la majorité réticente ou indifférente une nouvelle société capable de faire le bonheur de tous. La tâche de l'heure consiste à définir les conditions permettant de mobiliser une très grande partie du peuple pour amener le changement de régime — et donc, d'abord, de l'intéresser à ce changement. C'est cette idée d'un socialisme répondant aux vœux de la grande majorité des citoyens qui a été au centre de nos préoccupations et qui représente notre premier apport à la nécessaire rénovation du mouvement socialiste.

Louis ALVERGNAT, Colette AUDRY,
Pierre BELLEVILLE, Claude BOURDET,
Manuel BRIDIER, Yves DECHEZELLES,
Louis GUÉRY, Gilles MARTINET,
Jacques NANTET, Pierre STIBBE, Jacques VIARD.

PREMIERE PARTIE

LES CONDITIONS NOUVELLES DES LUTTES SOCIALES

CHAPITRE I

AU BORD DE LA CRISE

« Il est nécessaire de partir de l'examen du développement des forces productives, qui poussent objectivement vers le socialisme. Cette poussée se manifeste d'une certaine manière dans les pays à économie hautement développée et d'une autre dans les pays insuffisamment développés. »

Palmiro TOGLIATTI,
Secrétaire général
du Parti Communiste Italien
(après le rapport Khrouchtchev)

Les contradictions actuelles du capitalisme.

Notre époque est celle des plus grands bouleversements de l'histoire. La machine à vapeur, à la fin du XVIII^e siècle, l'électricité et le moteur à explosion il y a un demi-siècle, ont révolutionné les conditions de l'existence de l'homme. L'énergie dont il dispose s'est trouvée plusieurs fois centuplée.

Aujourd'hui apparaissent de nouvelles formes d'énergie, comme l'énergie nucléaire. Leur utilisation industrielle commence à peine, mais déjà l'on sait qu'elles vont mettre à la disposition de l'homme des forces encore multipliées.

Cette évolution technique n'a été rendue possible que par l'éclatement des structures féodales et artisanales et par l'apparition, voici deux siècles, de nouvelles structures du type capitaliste. Elle se poursuit aujourd'hui dans le cadre du capitalisme. Mais ce cadre lui est déjà trop étroit. Elle se trouve freinée par le système des monopoles, qui tendent à ralentir l'expansion de la production pour maintenir les prix et les taux de profit. Les découvertes ne sont vraiment poussées que dans la fabrication d'engins de guerre. Ceux-ci ne risquent pas, en effet, d'envahir le marché : ils risquent seulement, un jour, de faire disparaître définitivement l'humanité.

Certes, les structures capitalistes ont dû elles-mêmes évoluer, et tenter de s'adapter aux conditions nouvelles. Mais ces efforts n'ont pu résorber tous les problèmes. Les contradictions sociales revêtent des formes nouvelles dans les pays économiquement les plus avancés, mais elles n'y apparaissent pas moins irréductibles.

A ces contradictions internes se superpose l'opposition entre les pays économiquement avancés et les pays sous-développés. Le capitalisme a unifié le monde dont il avait besoin comme marché. Il a rendu étroitement solidaires tous ses pays et ses régions. Mais, du même coup, il a mis en lumière l'inégalité de leur développement et de leur niveau de vie. Exploitant à outrance les pays sous-développés, il a encore accru cette inégalité et en fait

une des principales forces explosives de notre temps¹. Ces contradictions, le régime capitaliste peut arriver à les camoufler pendant un certain temps. Il ne peut pas les surmonter.

Nécessité du socialisme.

C'est pourquoi notre époque, qui est une époque de transition, se débat de révolutions sociales en soulèvements nationaux, de guerres locales en guerres internationales. Elle ne pourra retrouver son équilibre que lorsque, à l'échelle de la planète, les hommes seront réellement maîtres des forces productives qu'ils ont créées ; lorsque ces forces productives seront socialisées, c'est-à-dire contrôlées, gérées, planifiées par et pour l'ensemble des producteurs et des consommateurs.

Seule, en effet, la socialisation des moyens de production et de crédit permettra finalement l'organisation de la production à l'échelle internationale, selon un plan conscient mis au service de l'homme. Seule, elle permettra la disparition de l'exploitation de l'homme par l'homme, la fin des crises et des contradictions de plus en plus insupportables qui découlent de cette exploitation et de la poursuite chaotique du profit à l'échelle de la planète. Seule, elle rendra possible l'utilisation complète des nouvelles sources d'énergie, l'extension à tous des libertés démocratiques, politiques et économiques, l'extinction progressive des formes étatiques de contrainte contre les individus et l'établissement de rapports pacifiques entre tous les peuples.

La société soviétique.

Sous cette forme très générale, ces idées n'ont rien de nouveau. Marx et Engels les avaient déjà développées voilà plus d'un siècle, sur la base d'une analyse scientifique de la société capitaliste, alors dans la pleine vigueur de sa jeunesse.

Mais, aujourd'hui, il ne s'agit plus seulement de vues de l'esprit. D'importantes mutations s'effectuent dans la structure économique et sociale du monde entier. La transformation révolutionnaire de la société est commencée dans de vastes pays qui groupent le tiers de la population du globe. Nous sommes entrés depuis quarante ans dans une ère de convulsions qui préparent l'accouchement de la société nouvelle.

Toutefois, le processus révolutionnaire n'a pas suivi la voie qu'imaginaient les penseurs socialistes. Il n'a pas commencé par les pays les plus avancés économiquement et les plus mûrs pour le socialisme, qui auraient pu prendre en charge l'évolution socialiste des pays arriérés. Il a commencé précisément dans ces derniers. Leur situation ne les préparait pourtant pas au socialisme. Mais l'immixtion brusque du capitalisme sous sa forme impérialiste est venue brusquement y détruire l'équilibre social antérieur ; elle a fait ressurgir les contradictions contenues depuis des siècles, en même temps qu'apparaissaient les contradictions inhérentes au régime capitaliste lui-même. Elle a ainsi provoqué l'explosion de la vieille société. La révolution anti-capitaliste et anti-impérialiste dut franchir d'un seul coup toutes les étapes, dans des conditions d'autant plus difficiles que les pays révolutionnaires étaient entourés d'un monde capitaliste hostile et qu'ils ne pouvaient compter que sur eux-mêmes pour procéder à l'« accumulation primitive » sur quoi baser leur développement économique futur.

Cette situation détermina un type de société éminemment contradictoire, où les traits barbares voisinent souvent avec les anticipations sociales. A la faveur des conditions économiques et culturelles primitives des pays où la révolution s'était faite, on vit se

cristalliser une bureaucratie, bientôt toute-puissante, qui se considéra comme fondée de pouvoir, comme tutrice de la classe ouvrière et, en général, de la société. Cette bureaucratie, monopolisant le pouvoir politique et l'appareil de production, ne pouvait manquer d'utiliser l'un et l'autre dans son propre intérêt, au mépris des intérêts et des libertés des producteurs réels.

Elle confisqua progressivement à son profit la gestion collectivisée des entreprises. Elle prit seule les décisions concernant le développement et l'orientation de la production, le rythme de l'accumulation, le choix des branches qui bénéficient des investissements, la répartition du produit social entre les diverses catégories et couches sociales — et, bien entendu, toutes les décisions politiques, à tous les niveaux. Sous couvert d'une « dictature du prolétariat » se développa une nouvelle forme de domination de l'homme par l'homme.

Dans les conditions particulièrement difficiles que connaissait l'U.R.S.S., cette domination de la bureaucratie s'est transformée en une dictature policière brutale avec Staline, dont le rapport Khrouchtchev est venu récemment rappeler quelques-uns des crimes : terreur généralisée jusque dans les rangs supérieurs du parti et de l'administration, écrasement des peuples plus faibles, suppression de toute critique, même au sommet de la hiérarchie, déportations de populations entières — communistes compris —, stérilisation de la culture et divinisation du chef.

Nous ne rappelons point ces faits pour la satisfaction de juger un homme ou une évolution historique. Nous laissons ce passe-temps moral aux précepteurs de vertu qui oublient aisément en revanche les victimes du capitalisme, en particulier celles du colonialisme français : les 30.000 Algériens tués dans le Constantinois en 1945, ou les 80.000 Malgaches massacrés en 1948, sans parler des guerres coloniales en cours. Quant à nous, nous devons chercher à comprendre les raisons qui ont rendu possible l'évolution vers le stalinisme dans des pays économiquement arriérés. Non pour le justifier ; encore moins pour y voir l'achèvement du socialisme ou une étape normale vers le socialisme ; mais, justement, pour éviter aux travailleurs cette évolution.

Retard de la révolution en Occident.

Remarquons d'ailleurs qu'une telle évolution n'a été possible que par suite du retard de la révolution socialiste dans les pays avancés. Ces derniers disposaient d'une avance dans l'industrialisation. Ils ont accentué cette avance grâce à l'exploitation des pays sous-développés, directement, par la domination coloniale ou, plus subtilement, par le mécanisme du marché et des investissements. De là, une apparente prospérité et un écart croissant avec les pays économiquement arriérés. L'appât de ce bien-être relatif a permis à la bourgeoisie de s'assurer l'appui de larges couches de la population, y compris de couches privilégiées de la classe ouvrière. De leur côté, les sociaux-démocrates se sont faits — pour reprendre l'expression de Léon Blum — les « gérants loyaux du capitalisme », voire, en France, des fractions les plus réactionnaires et colonialistes de ce capitalisme. En contre-partie, ces tendances chauvines et réactionnaires du mouvement social-démocrate ont été consolidées par l'existence même d'un stalinisme qui jouait le rôle d'un repoussoir pour les ouvriers des pays avancés.

Nouveaux espoirs du socialisme.

C'est ainsi qu'il y a quelques années encore la voie du socialisme apparaissait sans issue : d'un côté la barbarie stalinienne, de l'autre l'enlisement dans un capitalisme

croupissant qui fait planer sur le monde la menace quasi-permanente d'une nouvelle guerre mondiale infiniment plus dévastatrice que les précédentes.

Mais il n'y a pas, à long terme, de situation sans issue. L'histoire se fraye son chemin d'une manière ou d'une autre. Ou plutôt les hommes — qui font l'histoire —, quand ils se trouvent devant une impasse, finissent presque toujours par trouver le chemin de la vie et de la liberté.

Depuis moins de dix ans, des événements d'une grande portée sont venus donner un nouveau coup de barre à l'histoire. Le signal en a été donné par les communistes yougoslaves ; certes, leur pays économiquement arriéré ne pouvait tracer la marche à suivre aux socialistes des pays avancés ; mais leur révolte contre Moscou ouvrait une voie vers la recherche de nouvelles formes de société, où l'économie pourrait être gérée et la bureaucratie contrôlée par les travailleurs.

Aussitôt après, la victoire de la révolution chinoise venait modifier les rapports de forces au sein du « bloc soviétique ». Six cents millions d'hommes allaient désormais contrebalancer la domination jusqu'ici exclusive de la bureaucratie russe.

Depuis lors, les événements se sont précipités : des couches de plus en plus nombreuses de la société russe ne peuvent plus supporter le joug de la domination bureaucratique, au moins les formes brutales — staliniennes — de la dictature, qui entravent le développement économique et culturel. Les peuples de Pologne et de Hongrie à leur tour sont entrés en mouvement, cherchant leur voie vers un socialisme au service des travailleurs et géré par eux.

En même temps commencent d'apparaître les signes annonciateurs de la désintégration du système capitaliste. La révolte des peuples coloniaux et des peuples économiquement dépendants réduit les possibilités d'exploiter brutalement les pays sous-développés. Sur le plan de la politique internationale, la conférence de Bandoeng symbolise l'apparition d'une nouvelle puissance, celle des anciens peuples asservis, qui s'oppose à celle des impérialismes. En revanche, les récents développements de la technique, comme l'« automation » et l'utilisation industrielle qui s'ébauche de l'énergie nucléaire, semblent ouvrir de nouvelles perspectives au capitalisme. Mais, s'ils fournissent effectivement des débouchés à l'industrie et annoncent une nouvelle ère d'investissements, ils accélèrent en même temps l'évolution des contradictions du régime.

CHAPITRE II

L'ÉVOLUTION DU CAPITALISME

*« Nous avons conscience, comme
jamais dans le passé, de la possibilité
qui s'offre d'assurer la réalisation
et la consolidation du socialisme
avec l'accord profond de
la majorité du peuple. »*

Pietro NENNI,
Secrétaire général du Parti Socialiste
Italien (*Mondo Operario*)

La lutte des capitalistes pour le maintien du taux de profit.

Si la contradiction fondamentale entre le caractère social de la production et le caractère privé de l'appropriation des moyens de production ne s'est pas exprimée comme on pouvait le prévoir dès le XIX^e siècle, elle se manifeste de nos jours avec une force particulière.

Le progrès technique permet d'accroître la productivité, mais il a aussi pour conséquence d'immobiliser des sommes toujours plus grandes pour des périodes d'amortissement toujours plus longues. La machine moderne produit plus vite et meilleur marché, mais elle coûte cher. Dans les secteurs où la composition organique du capital s'élève — c'est-à-dire où l'immobilisation des capitaux investis en matériel et en stocks croît beaucoup plus vite que la part des salaires dans les coûts de production —, le profit a tendance à baisser. À la limite, dans la mesure où cette tendance n'est pas compensée, il devient plus rentable pour un capitaliste de placer par exemple son argent à court ou à moyen terme dans une chaîne de distribution — où le profit sera plus rapide pour un investissement minimum —, que de l'investir à long terme pour financer l'infrastructure d'une industrie atomique.

Bien entendu, ce n'est là qu'une tendance. En fait, les profits et le taux d'accumulation se maintiennent ou s'accroissent. C'est que les capitalistes disposent de puissants moyens pour enrayer cette « baisse tendancielle du taux de profit ». La concentration du capital, la fusion du capital industriel et du capital bancaire et l'établissement de monopoles à la fin du XIX^e siècle et au XX^e siècle leur ont permis de paralyser pratiquement le jeu de la concurrence en contrôlant les prix et le marché des capitaux. Grâce à leur puissance financière, les monopoles peuvent, de plus, s'approprier la majeure partie des innovations techniques et limiter leur application. Par-là, le capitalisme des monopoles et du capital financier présentait de fortes tendances malthusiennes. Beaucoup de marxistes ont trop vite conclu que cette politique allait déterminer une stagnation ou même une régression des forces productives. En réalité, les avantages d'une plus haute productivité l'emportent généralement sur ceux du malthusianisme.

De nos jours, nous voyons se poursuivre cette concentration du pouvoir économique², encore qu'elle ne s'accompagne plus d'une concentration dans des entreprises de plus en plus géantes ni même nécessairement d'une concentration des capitaux. Mais de nouveaux moyens sont mis en œuvre. Après la grande crise de 1929, les structures capitalistes se sont modifiées. Si la précédente période était caractérisée par la fusion du capital industriel et du capital bancaire, et la prédominance du capital financier ainsi constitué³, la nouvelle période a pour trait fondamental l'intégration croissante du capital financier et de l'État pour assurer le maintien du taux de profit.

L'État-Patron.

Depuis la dernière guerre, cette évolution s'est accélérée. Le capitalisme n'a pu surmonter ses contradictions qu'en sacrifiant de plus en plus délibérément, dans la pratique, le principe de la « libre entreprise ». Les trusts géants ont dû resserrer leurs liaisons avec l'appareil d'État pour l'aménagement des débouchés, le financement d'un large secteur improductif d'industries travaillant pour la guerre, le contrôle de certaines fluctuations de l'offre et de la demande, la mobilisation des ressources matérielles et humaines. Il appartient désormais à l'État d'intervenir dans la régulation du mécanisme économique, la prévision et la prévention des crises. On a recours à lui pour les recherches scientifiques et les investissements d'infrastructure. Il mobilise, au profit de trusts, sa puissance militaire et son appareil diplomatique. Si le patriotisme s'identifie toujours avec la raison d'État, celle-ci, du fait que les forces productives étouffent de plus en plus dans le cadre national, tend elle-même à devenir supra-nationale.

Au sein de la classe capitaliste, les couches dirigeantes de l'industrie et de l'État s'interpénètrent étroitement, et les organisateurs, les *managers*, prennent le pas sur les détenteurs du capital. L'État est ainsi amené à jouer le rôle d'une sorte de super-trust — les fonctions économiques et politiques se trouvant fusionnées au profit de la classe dirigeante. Nous voici loin du capitalisme libéral dont les admirateurs vantaient le mécanisme harmonieux. Le maintien du taux de profit exige aujourd'hui la mise en œuvre de toutes les forces de la société, mobilisées par l'État, non pour la satisfaction des besoins de tous, mais dans le seul intérêt d'une infime minorité. Et l'État lui-même ne peut assurer le maintien du profit pour cette minorité qu'en préparant la guerre, c'est-à-dire en menaçant l'existence même de l'humanité.

Contrairement à ce que prétendent certains thuriféraires sociaux-démocrates du régime, la fusion à laquelle nous assistons des fonctions économiques et politiques au service des classes dirigeantes n'est nullement socialiste. Mais, en un sens, elle joue pourtant un rôle progressif : elle met en lumière le caractère parasitaire du régime et l'absurdité d'une situation où la société doit s'employer toute entière à sauvegarder les profits d'une infime minorité contre les intérêts de la majorité.

L'ère des directeurs.

Il nous faut revenir sur les modifications de structure que cette évolution du capitalisme entraîne dans ces classes dirigeantes. D'abord parce qu'elles ont pour conséquences de profond bouleversement dans l'orientation de ces classes dirigeantes, dans les rapports sociaux et même économiques qui dominent la nouvelle phase du capitalisme. Ensuite parce que toute une propagande veut y voir un changement en

qualité des rapports sociaux, qui cesseraient d'être capitalistes, ou au moins amorceraient une telle transformation.

Nous baserons notre analyse sur les États-Unis, qui constituent l'élément avancé de cette évolution. On y développe d'abord le mythe de la « démocratisation » de l'actionnariat : « Aux U.S.A. les ouvriers eux-mêmes sont capitalistes ». Il est vrai que, pour reprendre les statistiques de 1952, six millions et demi de personnes y possédaient des actions — ce qui ne représente d'ailleurs pas 7 % de la population adulte totale. Mais les diverses couches de la population sont loin d'être placées sur un pied d'égalité. Si 45 % des *managers*, si 26 % des membres des professions libérales, 19 % du personnel de contrôle et de surveillance possèdent des actions, la proportion tombe à 4,4 % pour les contremaîtres et les ouvriers hautement qualifiés, à 1,4 % pour l'ensemble des ouvriers industriels, à 0,2 % pour les ouvriers non qualifiés. D'autre part, l'essentiel des actions « solides » est aux mains de 0,2 à 0,3 % de la population adulte. En 1937, 1 % des actionnaires touchait 40 à 50 % des dividendes.

La concentration du pouvoir est encore bien plus grande. Celui-ci se trouve pratiquement entre les mains d'une catégorie qui prend de plus en plus d'importance : celle des directeurs, des *managers*. On connaît l'impression profonde faite aux États-Unis par la parution d'un livre de l'ancien marxiste Burnham : « L'Ère des Directeurs », dont Léon Blum a préfacé l'édition française. La thèse de Burnham est la suivante : la révolution qui vient ne sera pas celle du socialisme, mais celle d'une nouvelle classe sociale, celle des directeurs, qui a déjà triomphé en U.R.S.S. (ce qui est, dit l'auteur, très regrettable) et est en train de triompher aux U.S.A. (ce qui est la voie du progrès et de la civilisation). L'analyse de Burnham n'a rien à voir avec une méthode scientifique. Mais le succès même de sa thèse révèle qu'elle se réfère à certains aspects réels de l'évolution sociale, au moins aux U.S.A. et une importante littérature a été consacrée, depuis lors, à l'étude de ce problème.

Au stade où nous sommes de la société industrielle, l'armature de l'économie ne peut plus reposer sur l'entreprise industrielle isolée, ni même sur le capital financier. La gestion de l'économie ne peut être que celle de grands ensembles économiques, nationaux ou internationaux, en symbiose permanente avec les appareils d'État. De là, la puissance nouvelle de ceux qui occupent les fauteuils directoriaux de ces ensembles, et auxquels les techniques électroniques donnent aujourd'hui les moyens d'une centralisation très poussée, même si les unités de production sont elles-mêmes décentralisées.

Directeurs et capitalistes.

Ce sont là des tendances générales de la production moderne. C'est pourquoi l'importance des « directeurs » est considérable, quelle que soit la structure de la propriété — aussi bien en U.R.S.S. qu'aux U.S.A. Mais ici s'arrête l'analogie. Pas plus que l'usage des mêmes techniques, ou l'évolution parallèle de la concentration industrielle, elle ne permet d'identifier les régimes sociaux et leur avenir.

Aux U.S.A. et dans les pays capitalistes en général, les « directeurs » sont partie intégrante des classes dirigeantes capitalistes. Ils le sont par leur origine sociale⁴, par leurs intérêts, par les liens étroits d'interdépendance entre eux et les autres couches de la bourgeoisie. Les *chief executives*, c'est-à-dire ceux qui occupent deux ou trois postes de commande dans la centaine des sociétés américaines qui dominent le marché⁵, sont les mandataires et les porte-parole de la haute bourgeoisie financière. « Les *chief executives* et les très riches ne sont pas deux groupes distincts et clairement séparés », montre C.

Wright Mills dans « L'Elite du Pouvoir ». « Ils sont intimement mêlés les uns aux autres dans le monde de la propriété et du privilège. »

Leur supériorité sur les chefs d'industrie de la phase antérieure du capitalisme réside en ceci que leur horizon dépasse le cadre d'une firme particulière pour embrasser les intérêts d'une branche entière et ceux de la grande propriété sociétaire dans son ensemble.

Ils ne sont donc nullement les porte-parole de la société en général, de la masse des producteurs et des consommateurs, mais ils permettent aux capitalistes privés de dépasser dans une certaine mesure leurs intérêts antagonistes pour assurer la survie de leurs privilèges.

Leur prééminence est le signe que la société industrielle étouffe dans le cadre d'une structure sociale dominée par la recherche du profit. Mais, loin de ruiner cette structure, elle en permet la survivance. La liaison étroite qu'elle assure avec l'appareil politique n'a pas pour conséquence de traduire dans l'économie les intérêts de la collectivité, mais au contraire d'asservir plus étroitement l'État aux intérêts privés des privilégiés. Par-là s'éclaire l'évolution du rôle de l'État.

Le rôle de l'État dans la redistribution des revenus.

Les économistes bourgeois font grand cas du rôle de l'État dans la redistribution des revenus. A les en croire, ce rôle aboutirait à une péréquation en faveur des revenus les plus faibles.

L'accélération du phénomène d'intégration entre les trusts et l'État tend au contraire à donner à ce dernier un rôle de redistribution dans le sens inverse.

En effet, les avantages sociaux distribués par l'État ne proviennent nullement d'une ponction sur les bénéfices des entreprises, mais d'une accumulation du salaire différé. Au contraire, l'ensemble de la fiscalité est mise au service des trusts par le jeu des dégrèvements, des subventions, des concours à long terme, des fournitures à bas prix et des commandes d'État. Cette intervention, qui tend à substituer la puissance publique au capital privé pour les dépenses (non rentables) d'infrastructure, est payée par la masse des consommateurs-contribuables, sous forme d'impôts directs, d'impôts indirects et de majoration des prix — surtout en ce qui concerne les marchandises importées.

La lutte de classe ne se situe donc plus seulement à l'intérieur de l'usine, mais dans les rapports entre l'État et les citoyens. Le travailleur n'est pas seulement exploité en tant que salarié mais aussi en tant que consommateur et contribuable.

Il en résulte que l'État bourgeois n'est plus seulement une force de police au service de la classe exploitante, mais l'une des voies de l'exploitation elle-même. De là, l'identité de la revendication sociale et de l'action politique, sur laquelle nous reviendrons.

La généralisation de l'automation.

Extension de monopoles, protection des marchés, centralisation des systèmes de communication, intégration des fonctions économiques et politiques, passage des responsabilités essentielles aux mains des *managers*, ces nouvelles structures économiques et politiques, au moins autant que les découvertes scientifiques récentes, ont permis l'automatisation sur une grande échelle des processus de production. Peu importe la fraction de l'industrie qui est susceptible d'« automation », et qu'on évalue aux

États-Unis à une proportion variant entre 8 % et 25 % des travailleurs occupés. De toutes façons, comme écrit Pierre Naville, « les productions automatiques de masse dicteront leur loi aux autres formes de production comme un système nerveux très évolué se soumet une physiologie plus rudimentaire, sans la remplacer »⁶.

Plus encore que l'utilisation des nouvelles formes d'énergie, la généralisation de l'automatisation, en tant que principe opératoire, est le point de départ d'une nouvelle révolution économique dans les pays industriels les plus avancés et dans les branches les plus modernisées.

L'automatisation permet un prodigieux accroissement de la productivité⁷. Quelles en seront les conséquences économiques et sociales ? Dans une économie planifiée sous le contrôle des masses, elles seraient relativement aisées à prévoir : l'évolution du standard de vie, l'extension des loisirs, l'augmentation du niveau culturel et, parallèlement, un pas en avant vers la solution des contradictions et tensions sociales encore existantes.

Dans le cadre des structures capitalistes, les conséquences de l'automatisation seront évidemment tout autres. Il n'est pas possible de les prévoir aujourd'hui dans toute leur complexité. Elles varieront en fonction du degré de généralisation de l'automatisation, en fonction aussi du complexe politique et social où elle s'intégrera. Elles se développeront de manière contradictoire. Pour prendre un exemple, la main-d'œuvre non qualifiée tendra fondamentalement à disparaître au profit des techniciens et des ingénieurs ; pourtant elle subsistera aux stades qui demeureront provisoirement non automatisés au sein du secteur automatisé et l'automatisation amènera même le développement d'autres structures non automatisées.

S'il est impossible de conjecturer toutes les conséquences de l'automatisation en régime capitaliste, quelques-unes d'entre elles semblent toutefois à peu près certaines.

Dans le secteur-clé automatisé, l'immense majorité des producteurs sera rejetée hors de l'entreprise. À la limite, il n'y restera plus que quelques hommes — ingénieurs, techniciens — qui risquent fort de perdre de vue leur propre signification dans le processus général de production et d'exploitation : à ce niveau, la conscience de la solidarité de classe tend à se dissocier.

La masse des travailleurs « libérée » — comme disent les économistes bourgeois — se trouvera renvoyée aux activités moins qualifiées et non-automatisables (subordonnées aux premières), ou au secteur « tertiaire » non producteur — voire au chômage.

Le prodigieux essor de la productivité du travail humain permettra aux trusts d'entretenir une masse énorme de non-producteurs nécessaire à la consommation des produits lancés par eux sur le marché. Mais cette masse ne jouira plus d'aucune indépendance économique. La fixation de l'équilibre entre la production et la consommation dépendra en dernier ressort des trusts seuls — c'est-à-dire de leurs états-majors, de leurs *chief executives*. La machine économique continuera à travailler, mais pour un tout autre but que la satisfaction des besoins des populations, utilisant seulement ces besoins comme un facteur économique, partiellement soumis à l'arbitraire des *managers* pour le maintien de leur domination. La planification de toute l'économie deviendra vite nécessaire et réalisable dans une aire donnée — la plus vaste possible —, hors du contrôle des masses populaires et dans le seul intérêt des classes dirigeantes.

Dès maintenant une partie des économistes bourgeois dépassent les théories libérales, y compris celles des Keynes, et s'engagent sur cette voie. La nouvelle idéologie capitaliste insère les notions de profit, de coût marginal, d'équilibre entre l'offre et la demande dans un système économique guidé et contrôlé par l'entreprise : « prévisibilité devient programmation, auto-contrôle devient intervention, intégration signifie direction »⁸.

Conséquences politiques de l'automatisation en régime capitaliste.

Si l'évolution devait se poursuivre sans opposition dans la même direction, selon la même logique théorique, elle aurait probablement comme conséquence un nouveau type de société « comparable par sa structure à celle d'une hiérarchie militaire et autoritaire »⁹. Frederick Pollock en définit ainsi le type : « Au sommet de la pyramide sociale, nous trouverons un état-major économique, le vrai commandant de la matière des hommes. Ce groupe, relativement restreint, et son « corps d'officiers » sera capable de contrôler et de dominer entièrement les processus techniques et économiques ; il prendra les décisions pour tous les problèmes de politique économique ». Les calculateurs électroniques le tiendront exactement au courant de tous les processus économiques : en un laps de temps très court, ils lui fourniront des informations exactes sur la possibilité de réalisation et sur le cours d'un plan complexe. Ainsi s'accroîtraient les traits d'une classe dirigeante qui regarderait « avec un grand dédain la foule incapable de juger, facilement influencée par les moyens modernes de propagande et entraînée à consommer un choix de marchandises toujours plus étendu »¹⁰.

Ce nouveau type de société n'aura plus aucun besoin de voir les diverses classes de la société participer aux décisions politiques. Au contraire, la démocratie, même apparente, serait incompatible avec son fonctionnement. Une fois achevée l'intégration de l'économie et de l'État, les décisions seront nécessairement prises par une étroite oligarchie économique-politique. La société sera vraisemblablement compartimentée en castes que l'État maintiendra dans leurs limites grâce à un énorme appareil totalitaire de coercition et surtout de conditionnement psychologique.

Telles étaient pour l'essentiel les prévisions de Hilferding. Nous devons ajouter que, si cette évolution aboutissait, elle n'amènerait nullement, comme le pensait Hilferding, la domination pacifique d'un super-impérialisme mondial. Elle se heurterait aux inégalités de développement. Elle conduirait à de violents conflits entre les grandes unités économique-politiques et notamment entre les sociétés de capitalisme d'État que nous venons de définir et les sociétés « soviétiques », apparemment semblables mais obéissant à des lois économiques toutes différentes parce que basées sur la disparition de la propriété et du profit privés. La menace de destruction de la société toute entière ne cesserait pas de planer sur le monde.

Il ne faut pas oublier non plus que cette évolution vers un capitalisme d'État n'est qu'une des tendances possibles — et la plus catastrophique. Elle rencontrera d'autres tendances contradictoires. Elle se heurtera principalement aux résistances des masses populaires. En dépit des apparences, en dépit de la situation subjective dans les entreprises automatisées (les entreprises encore rares où le processus d'automatisation est achevé), la lutte des classes ne tendra pas à s'atténuer, mais au contraire à s'accroître. Son centre de gravité tendra de plus en plus à se déplacer de l'entreprise à la branche industrielle, de la branche industrielle à l'appareil d'État. Le phénomène peut déjà être observé pour les syndicats américains : en dépit de leur intégration au système capitaliste, ils commencent à mobiliser leurs forces pour la contre-offensive, et ils imposent par exemple le salaire annuel garanti qui entrave déjà la liberté de manœuvre des *managers*.

En fait, l'enjeu de la lutte sera le contrôle sur l'appareil d'État lui-même : le problème du pouvoir. Les classes dirigeantes s'efforcent de camoufler la réalité. Elles veulent faire croire que l'État est l'expression de la volonté générale et des intérêts communs de la société, alors qu'il n'est que leur instrument. Elles veulent faire croire qu'il est

l'incarnation de la démocratie, alors qu'il préfigure virtuellement l'État totalitaire vers lequel le conduit la logique de son développement.

Les transformations sociales vers lesquelles mène l'automatisation connaîtront, nous venons de le voir, des crises, notamment par suite des difficultés de réadaptation de la main-d'œuvre. C'est peut-être à cette occasion que s'effectuera la prise de conscience des masses populaires.

La fusion du capital financier et de l'État en France.

La fusion du capital financier et de l'État revêt un caractère particulièrement net, mais quelque peu différent, dans les pays qui se trouvent aussi handicapés économiquement que la France.

Aux U.S.A., où la puissance des trusts est considérable, le recours direct aux investissements d'État reste, malgré tout, occasionnel. En France, il est permanent et fondamental. On a recours à l'État pour financer des investissements massifs dans de nombreux domaines, pour prospector le pétrole ou l'uranium, pour renflouer les branches en difficulté par des subventions directes ou par des tarifs de faveur accordés par les entreprises nationalisées des transports, du gaz, ou de l'électricité¹¹ — voire pour prendre en charge, en utilisant les nationalisations, les branches où le taux de profit moyen ne pourrait plus être atteint sans l'intervention étatique. La société finance les secteurs-clés de la production, en réservant les profits de l'opération à une poignée de privilégiés.

Les travailleurs font triplement les frais de cette situation paradoxale :

- En tant que producteurs n'ayant pas voix au chapitre, leur salaire réel reste stationnaire, ou même se détériore, alors que la production augmente. On calcule qu'en 1954 les profits ont dépassé en France 6.000 milliards, dont 1.300 pour les profits de spéculation, contre 5.300 milliards pour la masse des salaires directs¹².
- En tant que consommateurs, ils doivent payer des prix maintenus artificiellement hauts par le malthusianisme économique.
- En tant que contribuables, ils subventionnent les branches déficitaires, règlent les notes de fournisseurs d'armement et financent les guerres coloniales¹³.

Qu'on ne pense pas du reste que la sollicitude de l'État s'étende indifféremment à tous les secteurs de la production. Paysans et artisans ne doivent compter que sur eux-mêmes pour améliorer leur équipement et leur outillage. En outre, les investissements d'infrastructure au village — comme l'électrification et l'adduction d'eau — suivent un rythme très ralenti. Ce retard n'est d'ailleurs pas le fait des seules campagnes. Tandis que certaines branches industrielles et certaines régions connaissent une cadence d'accumulation impressionnante, des régions entières au sud de la Loire subissent une stagnation, voire une régression des investissements : en France comme en Italie, le divorce s'accroît entre une région du Nord, de plus en plus industrialisée, et une région du Sud sous-développée¹⁴.

Ainsi nous apparaît la nécessité d'une révolution sociale qui permettrait à la société d'être réellement maîtresse de l'appareil de production et de l'utiliser au profit de la collectivité. Bien entendu, cette nécessité n'est saisie dans sa logique d'ensemble que par une minorité socialiste consciente. La masse de la population ne se détermine pas selon les données de l'économie politique. Mais elle réagit aux conséquences sociales et politiques de cet état de fait. Or, en raison de l'intégration croissante de l'État et de l'appareil économique, l'économique et la politique s'interpénètrent de plus en plus. Les luttes politiques mènent de plus en plus directement au contrôle de l'appareil de

production. Les mouvements sociaux les plus élémentaires, dès qu'ils s'élargissent, tendent à passer sur le plan politique. Le temps n'est pas éloigné où seront mises en question les bases économiques et sociales du régime.

CHAPITRE III

LE SOCIALISME TRIOMPHERA-T-IL AU COURS D'UNE TROISIÈME GUERRE MONDIALE ?

« Les États-Unis sont maintenant en possession d'armes nucléaires capables de détruire complètement l'U.R.S.S., mais la Russie soviétique est ou sera incessamment capable de nous faire subir le même sort. Le résultat de cet état de choses peut être une sorte d'équilibre précaire, chacun hésitant à déclencher une guerre qui pourrait amener la destruction de l'hémisphère nord. D

Rapport du chef d'état-major
de la Marine américaine
(février 1956)

Socialisme et bombe atomique.

La première question qui se pose est celle-ci : la transformation révolutionnaire s'effectuera-t-elle par le fer et le sang au cours d'une troisième guerre mondiale, ou au contraire se poursuivra-t-elle au cours d'une période de « coexistence » pacifique ?

A-t-on seulement le droit d'envisager une révolution sociale en cas de guerre ? Les savants atomistes sont en général persuadés qu'une troisième guerre mondiale, — nécessairement atomique — signifierait probablement l'extermination du genre humain. Toutefois, un organe communiste exprimant la même opinion, en 1954, se fit vigoureusement rappeler à l'ordre par Maurice Thorez : « La guerre mondiale entraînerait, affirmait celui-ci, non la disparition de l'humanité, mais celle du capitalisme ».

Que le capitalisme doive disparaître même si l'humanité subsiste, c'est en effet très probable ; non pas en raison de la supériorité du bloc soviétique, mais parce que les structures capitalistes ne pourraient vraisemblablement pas survivre à la poursuite d'une guerre longue et mille fois plus dévastatrice que les précédentes. Seulement, Maurice Thorez ne se soucie pas de prévoir comment le capitalisme disparaîtrait ni quel régime lui succéderait.

Or, la réponse à ces deux questions s'impose. Dans une telle guerre, les masses interviendraient encore bien moins qu'au cours de la seconde guerre mondiale. Les seuls facteurs révolutionnaires seraient les armées antagonistes et la pression même de la

situation de guerre sur les appareils économiques. D'autre part, la guerre réduirait le standard de vie de tous les peuples au niveau le plus bas des pays arriérés actuels. Dans ces conditions, il y a de grandes chances pour que la seule société centralisée qui puisse succéder au capitalisme soit un collectivisme bureaucratique auprès duquel le stalinisme semblerait libéral.

Sans même parler de son coût exorbitant en vies humaines et en richesses, une troisième guerre mondiale n'ouvrirait donc pas la voie au socialisme. On ne peut envisager de politique à long terme que dans le cadre d'une situation de paix — ou, comme on dit beaucoup plus modestement, de « coexistence pacifique » entre les blocs mondiaux.

Mais il ne suffit pas que nous *désirions* éviter la troisième guerre mondiale pour que nous *puissions* l'éviter. Dans la mesure de nos forces, nous agissons dans ce sens ; nous combattons la politique des blocs, et tout ce qui conduit de la coexistence pacifique à la guerre froide, de la guerre froide à la guerre chaude. Mais nous connaissons la portée limitée de notre intervention. Il nous reste donc à faire l'analyse de la situation internationale pour savoir si nous pouvons fonder notre stratégie sur une perspective pacifique.

Les chances de coexistence pacifique.

Bien entendu, ces perspectives de paix ne peuvent être entendues dans l'absolu. Elles sont relatives dans l'espace et dans le temps.

Dans l'espace, d'abord. Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, les guerres locales n'ont pas cessé. Sans même parler de la guerre de Corée, qui risquait fort d'être le prélude d'une troisième guerre mondiale, nous avons assisté à une série ininterrompue de guerres coloniales (Madagascar, Indonésie, Indochine, Malaisie, Afrique Noire anglaise, Chypre, Afrique du Nord...), d'interventions étrangères (Grèce, Chine, Guatemala), de conflits locaux (dont le plus grave reste celui du Moyen-Orient, où se nouent les intrigues des grandes puissances). Ces conflits locaux sont possibles également dans la partie du monde de structure non capitaliste : le conflit russo-yougoslave a été évité de justesse ; de même l'intervention russe en Pologne ; et l'écrasement de la révolution hongroise par les Russes n'est en somme rien d'autre qu'une guerre russo-hongroise d'une semaine. Pas plus à l'Est qu'à l'Ouest, les puissances dominantes ne reculent devant l'emploi de la force pour imposer leur domination. Seul un haut développement économique et culturel dans le cadre du socialisme — et non point seulement le changement de l'infrastructure — pourra amener la disparition des conflits internationaux.

Dans le temps, ensuite. La paix étant ainsi définie de manière restrictive comme l'absence de guerre mondiale, pouvons-nous compter sur une longue période de paix ? La coexistence pacifique représente une situation d'équilibre entre deux systèmes économiques et sociaux qui tendent tous les deux à une expansion planétaire¹⁵. Comme toute situation d'équilibre, celle-ci ne durera pas éternellement. Reste à savoir dans quelle mesure les modifications profondes des rapports de forces entraîneront les grandes puissances dans une guerre. Chaque fois que ce rapport de forces se modifie profondément, la tension tend à passer sur le plan militaire. C'est ce qui s'est produit lorsque la Chine a rompu avec le camp capitaliste, quand la Yougoslavie s'est séparée politiquement de Moscou et que la Hongrie a menacé de quitter le pacte de Varsovie. Toutefois divers facteurs interviennent pour empêcher la généralisation de la guerre :

— La possession dans les deux camps des mêmes moyens atomiques de destruction massive, qui menacent les classes dirigeantes elles-mêmes de disparition.

- L'incertaine fidélité des partenaires quand il s'agit d'aller jusqu'au bout d'une telle aventure et les contradictions de chacun des deux systèmes qui la rendent d'autant plus risquée.
- L'existence d'une troisième force, considérable non seulement par sa population et ses ressources propres, mais par la puissance d'attraction qu'elle exerce sur l'ensemble des pays sous-développés.

D'autre part, l'opposition des deux systèmes économiques et sociaux joue un rôle de frein pour empêcher le règlement par la voie militaire des conflits majeurs qui se déclarent au sein de chacun des systèmes. En 1939, un tel type de conflit a pu encore se régler par les armes entre les impérialismes montants (Allemagne, Japon) et les impérialismes anciens, solidement pourvus de marchés (Angleterre, France, U.S. A.). Désormais, contrairement à ce que pensait Staline à la fin de sa vie, un conflit de cette nature est peu probable en raison même de l'équilibre entre les deux systèmes antagonistes. En effet, il amènerait une rupture décisive de l'équilibre au profit d'un des systèmes adverses, ce qui entraînerait d'ailleurs une généralisation de la guerre et son changement de caractère. Ni d'un côté ni de l'autre, les grandes puissances ne peuvent se lancer *délibérément* dans une telle aventure ; elles peuvent tout au plus se permettre une guerre locale suffisamment restreinte pour ne pas dépasser le cadre d'une opération de police éclair.

L'extension de la guerre à l'échelle mondiale et par là même l'utilisation des armes nucléaires (au moins des armes nucléaires stratégiques) se trouvent donc puissamment freinées dans la conjoncture actuelle.

La paix est un combat.

Encore faut-il apporter à cette conclusion un double correctif. D'abord, elle vaut seulement dans la conjoncture actuelle. Elle ne vaudrait plus, par exemple, si le monde capitaliste se trouvait engagé dans une crise économique généralisée. Certes, la compénétration des trusts et de l'État, le rôle de super-trust que joue ce dernier, l'utilisation par les équipes dirigeantes des méthodes d'analyse et de prévision économique introduisent à notre époque dans le système capitaliste des facteurs de régulation partielle qui ralentissent le déclenchement des crises et, par là même, affaiblissent la tendance à leur chercher une solution par la voie des armes. Mais ces freins ne suppriment pas les contradictions fondamentales du capitalisme. Au contraire, l'évolution technique tend à augmenter considérablement les forces énergétiques et les capacités de la production, et il est improbable que le marché capitaliste puisse se développer au même rythme. On risque d'aboutir à une situation économiquement inextricable. Si ce qui reste des puissances capitalistes à cette époque-là peut encore prétendre à forcer l'histoire à coups de bombes, alors la guerre mondiale sera inévitable. Cela mesure les responsabilités qui incombent aux peuples des pays industriels dans la survie et le développement de notre civilisation.

Un deuxième correctif s'impose. Nous avons supposé que les événements resteraient sous le contrôle des classes dirigeantes. Or, il n'en est pas toujours ainsi. La marge de sécurité que s'accordent les gouvernements dans leurs parties de poker se révèle parfois trop étroite. C'est ce qui s'est bien senti dans l'aventure engagée par les gouvernements français et anglais contre l'Égypte. Si la pression du peuple anglais ne s'était pas ajoutée à l'opposition des Russes et des Américains pour contraindre à la retraite le gouvernement conservateur de Eden — et par là même le gouvernement « socialiste » français —, il est impossible de dire en quel point de la machine l'engrenage vers la guerre générale aurait

pu être bloqué — et même de dire s'il aurait pu l'être. Ce sont ces impondérables qui introduisent dans l'histoire ce qu'on appelle le hasard.

Telle est l'efficacité d'une action politique contre la guerre. L'intervention populaire est impuissante ou presque quand la guerre provient d'une poussée générale et prolongée des forces principales qui vont s'affronter et quand l'enchaînement des causes majeures est déjà très avancé. Elle peut être déterminante quand l'événement procède d'un enchaînement des causes en quelque sorte accidentelles et quand il est possible d'intervenir au début de cet enchaînement.

Reprenons l'exemple de l'aventure de Suez. Bien entendu, elle ne se développait nullement « au hasard ». Au contraire, elle progressait selon les lignes de forces essentielles qui opposent les impérialismes aux peuples sous-développés. Et ce n'est point un accident si les puissances prêtes à courir l'aventure étaient précisément les deux vieilles puissances capitalistes dont l'économie reste liée à l'exploitation du type colonialiste — ni si la France, plus faible, jouait dans l'attelage le rôle de cheval de flèche. Pourtant il est évident que cette « folle aventure » ne répondait nullement à une nécessité inéluctable de l'impérialisme mondial — ni même à une nécessité des économies française et anglaise. L'initiative dépendait de causes bien plus médiocres : la pression des « ultras » d'Algérie et de certains milieux de l'armée française — voire des considérations de majorité ministérielle pour le chef « socialiste » du gouvernement français. Ces causes ne pouvaient jouer qu'en raison de la démoralisation et de la division de la gauche française. La volonté des masses populaires anglaises animées par la gauche travailliste a pu leur opposer une contre-pression efficace.

Il est donc nécessaire d'en finir avec l'impression paralysante d'une fatalité de la guerre. À l'époque actuelle plus qu'en aucune autre la paix est entre les mains des peuples et de leurs avant-gardes conscientes.

Ces réserves formulées, nous arrivons à la conclusion suivante : dans la conjoncture actuelle, une généralisation des conflits est hautement improbable. Cette conclusion ne constitue nullement une prédiction ni un parti pris d'optimisme. C'est une hypothèse raisonnable de travail.

Coexistence pacifique ne signifie pas stabilité sociale.

La lutte pour le socialisme doit donc se dérouler dans le cadre de la « coexistence pacifique » entre les deux systèmes économiques qui se partagent la planète.

La première condition pour mener cette lutte socialiste, c'est de ne pas confondre « coexistence pacifique » et consolidation du capitalisme. La coexistence pacifique n'est nullement pour le capitalisme un gage de pérennité ni même de répit. Ceux qui se l'imaginent confondent curieusement la révolution socialiste avec une évolution cataclysmique dont la bureaucratie étrangère — et non les peuples — serait la force dirigeante. Or nous avons vu qu'une transformation sociale qui s'effectuerait dans le feu d'une troisième guerre mondiale n'ouvrirait nullement la voie à une société socialiste au service des peuples et contrôlée par eux. Inversement, l'absence d'une perspective de conflit international n'empêche pas que se poursuive l'évolution qui pousse la société capitaliste à des contradictions de plus en plus insurmontables, avec une acuité variable selon les pays. Elle n'atténue pas le moins du monde les contradictions du régime de transition dominé par la bureaucratie. Elle favorise au contraire le développement de ces contradictions.

En outre, les conditions de la coexistence pacifique libèrent les peuples des sentiments de peur et de fatalité qui les paralysaient. La « chasse aux sorcières » devient plus difficile

aux U. S.A. ; la poussée à gauche reprend en Occident, avec ses hauts et ses bas ; les peuples se mettent en mouvement dans les démocraties populaires et sans doute en Union soviétique même. L'équilibre des forces rend plus difficile l'intervention contre-révolutionnaire.

La conjoncture de « coexistence pacifique » permet d'espérer pour la première fois depuis longtemps que reprenne la marche vers une libre société socialiste.

CHAPITRE IV

LE SOCIALISME ET LES PROBLÈMES NATIONAUX

*« Soldats ! Votre État a été créé
au prix d'une lutte sanglante pour
que vous, vous ayez la liberté.
Aujourd'hui, c'est le 39^e anniversaire
de votre Révolution. Pourquoi
voulez-vous écraser notre liberté ?
Vous pouvez voir que ce ne sont
pas les patrons d'usine, ni les
grands propriétaires fonciers, ni
la bourgeoisie qui ont pris les
armes contre vous, mais le peuple
hongrois qui combat désespéré-
ment pour les mêmes droits pour
lesquels vous avez combattu en
1917.*

*Soldats soviétiques ! Vous avez-
montré à Stalingrad comment vous
pouviez défendre votre pays.
Soldats ! ne vous servez pas de
vos armes contre la Nation hongroise ! »*

Appel des travailleurs de Dunapentele
(ex-Stalinvaros) aux soldats russes.
(Radio hongroise du 7 novembre 1956).

Le dégel de la situation internationale ouvre de nouvelles perspectives au socialisme. Dans tous les pays, les courants socialistes s'efforcent de faire le point, de penser à nouveau les problèmes, de trouver les « voies nouvelles » du socialisme. Aussi assistons-nous depuis quelques années à un véritable réveil de la recherche théorique.

Un socialisme qui devient national.

Toutefois, on ne peut pas ne pas être frappé par la nouvelle méthode qui préside à cette recherche : au temps de Marx, au temps de Rosa Luxembourg, de Jaurès et de Lénine, les problèmes du socialisme étaient abordés sous leur aspect général et international. Les particularités nationales de tactique et de stratégie étaient traitées en fonction de l'ensemble et soumises comme le reste à la discussion internationale. De notre temps, chaque parti semble essentiellement préoccupé de sa situation propre, soucieux avant tout d'empêcher l'intervention des socialistes des autres pays, non seulement dans ses décisions, mais même dans sa discussion. Chacun insiste sur le caractère autonome et

national des voies socialistes. Les courants les plus progressistes — par exemple, en Pologne et en Hongrie — se réclament d'un communisme « national ».

En apparence au moins, c'est là un paradoxe remarquable. En effet, tous les économistes, tous les géographes, tous les historiens s'accordent pour souligner l'interdépendance croissante de tous les pays. Les peuples coloniaux qui conquièrent leur indépendance doivent immédiatement contracter une multitude d'accords économiques, politiques, voire militaires, qui limitent cette indépendance nouvelle. Les Yougoslaves n'ont pu survivre après 1948 que par des accords financiers et commerciaux avec les pays capitalistes puis avec l'U.R.S.S. et l'Est européen. Il est évident que les Polonais ne peuvent compter sur leurs seules forces pour progresser sur la voie d'un socialisme démocratique, ni même pour trouver une solution à leurs tragiques difficultés économiques. L'importance prise par les problèmes nationaux et le repliement national qui semble le fait des socialistes révolutionnaires constituent un phénomène insolite.

Un internationalisme qui cesse d'être socialiste.

Observons à l'inverse le comportement des « socialistes » du type Guy Mollet-Spaak, et celui des « communistes » staliniens du type Maurice Thorez-Rokossovsky. Les premiers jouent aux socialistes débarrassés de tout complexe national périmé : purs Européens, ils poussent à la fusion de leur pays dans l'Europe des Six, contrôlée par Adenauer avec la bénédiction de la réaction cléricale de tous ces pays, et ils n'hésitent pas à combattre à coups de fusil les « nationalistes » d'Égypte et d'Afrique du Nord. Les seconds sont également débarrassés de tout complexe nationaliste petit-bourgeois : ils invoquent la « communauté du monde socialiste » et approuvent l'intervention des tanks russes contre le peuple hongrois ; ce n'est pas la faute de Rokossovsky s'ils ne sont pas également intervenus dans sa propre patrie. Ce mépris de « l'indépendance nationale » s'étend du reste au-delà de la « communauté du monde socialiste » ; il s'est manifesté également à l'égard des Vietnamiens et des Algériens réclamant leur indépendance : les communistes français étaient en effet au gouvernement de 1945 à 1947, lors des massacres du Constantinois et du commencement de la guerre contre le Vietnam ; ils se sont bien gardés de rompre à ces occasions la solidarité ministérielle¹⁶ et n'ont changé d'attitude qu'après avoir quitté — involontairement — le gouvernement.

On voit que l'« internationalisme » des sociaux-démocrates et des staliniens recouvre seulement l'acceptation de rapports de dépendance à l'égard des puissances étrangères dominantes, la reconnaissance, en vue de l'exploitation des peuples, d'une hiérarchie, dans laquelle ils entendent s'intégrer.

La décomposition des Internationales ouvrières devient dès lors parfaitement explicable. La II^e Internationale n'a jamais été en fait qu'une juxtaposition de partis dont chacun dépendait de sa bourgeoisie nationale. Leur attitude devant la guerre de 1914 en fut la tragique démonstration : la phraséologie internationaliste ne résista pas vingt-quatre heures au conflit. Aujourd'hui, dans la plupart des pays, les partis sociaux-démocrates se soucient d'abord de gérer les affaires de leur propre bourgeoisie. Quant à ceux des pays sous-développés, ils gardent leurs distances à l'égard de leurs homologues des pays industriels, dont certains, comme la S.F.I.O., sont profondément colonialistes. C'est ainsi que les socialistes des pays d'Asie sont liés essentiellement entre eux et se sont retrouvés à Bandoeng plus proches des autres mouvements asiatiques que, par exemple, des partis socialistes européens.

La III^e Internationale s'est constituée en 1919 en réaction contre la trahison de l'internationalisme par la II^e Internationale. Elle s'est efforcée de constituer un « Parti mondial de la Révolution socialiste » et s'est largement répandue dans les pays sous-développés, jusqu'alors peu touchés par la propagande socialiste. Sa dégénérescence a suivi l'échec de la révolution en Europe au cours des années 1919-1923 et l'évolution de l'U.R.S.S. sur la voie stalinienne. La prééminence du parti russe (le seul victorieux) s'est transformée progressivement en une domination bureaucratique de tous les partis par l'appareil stalinien au profit de la diplomatie soviétique. Dans tous les pays industriels — sauf en Italie et en France —, les partis communistes se sont peu à peu réduits à l'état de sectes. La disparition de l'Internationale en 1943, pour des raisons diplomatiques, n'a évidemment pas fait cesser les rapports de dépendance des partis à l'égard de Moscou. Après l'extension géographique du secteur « soviétisé », cette machine bureaucratique est devenue la courroie de transmission destinée à assurer l'assujettissement des démocraties populaires¹⁷.

Bases d'un nouvel internationalisme socialiste.

La résistance à cet assujettissement prend donc nécessairement la forme d'une opposition « nationale ». Ces développements originaux du socialisme, loin de s'opposer au socialisme international, constituent la seule base possible de sa renaissance. Mais il est vain de compter reconstituer pour le moment une Internationale sur la base de programme proposé par des individus ou des groupes. Il faut d'abord que se développent de puissants mouvements orientés vers un socialisme démocratique et populaire. Au cours de ce développement, les socialistes révolutionnaires ne peuvent guère que prendre des contacts entre eux pour confronter leurs expériences et leurs idées.

Le développement inégal de la planète.

Le premier problème auquel les socialistes révolutionnaires se trouvent confrontés est précisément celui qui a causé la décomposition de l'internationalisme : le développement d'une hiérarchie d'exploitation des peuples à laquelle se sont intégrées les formations ouvrières traditionnelles.

Comment un tel développement est-il devenu une caractéristique essentielle de notre temps ? Pour le comprendre, il faut avoir présent à l'esprit le développement étroitement dépendant mais profondément inégal des diverses régions du globe.

À l'un des pôles : les pays économiquement sous-développés, au niveau de vie très bas, incapables d'exploiter par eux-mêmes leurs ressources naturelles et contraints d'importer des produits industriels. C'est le cas de presque toute l'Asie, de presque toute l'Afrique et de la plus grande partie de l'Amérique du Sud : les neuf dixièmes de l'humanité disposent approximativement d'un cinquième des revenus mondiaux.

À l'autre pôle : les pays industrialisés, capables d'exploiter non seulement leurs propres ressources mais encore les richesses des premiers et qui s'efforcent d'en tirer le meilleur parti au profit de leurs classes dirigeantes. Anciennement industrialisés comme l'Angleterre, la France, l'Allemagne ou les U.S.A., récemment industrialisés comme l'U.R.S.S., ces pays connaissent des niveaux de vie différents mais toujours très supérieurs aux premiers.

L'exploitation des pays sous-développés.

L'exploitation des pays sous-développés s'effectue de façon différente dans le secteur capitaliste et dans le secteur non-capitaliste, selon des mécanismes qu'il serait trop long d'étudier ici.

Rappelons seulement que les investissements des capitalistes n'ont pas eu pour effet d'aider à l'accumulation dans les pays arriérés, mais au contraire d'amener les pays arriérés à financer les pays industriels¹⁸. Par là même, ils ont constamment tendu à élargir le fossé entre les premiers et les seconds. Ils ont paralysé l'industrialisation des pays arriérés, ne développant que des industries d'exportations non intégrées à l'économie régionale et incapables d'animer les autres branches économiques. L'apport le plus positif de la civilisation moderne a été la régression de la mortalité, mais la pression démographique considérable qui en est résultée a rendu plus intenable encore la situation de ces pays appauvris. Coûte que coûte, ces derniers doivent conquérir leur indépendance pour devenir les maîtres de leur économie et permettre à leur population de vivre¹⁹.

Dans le secteur soviétique, la domination économique touche des pays à demi-industrialisés ou même industrialisés, comme l'Allemagne orientale et la Tchécoslovaquie. Elle n'a pas toujours pour objectif d'« enrichir » le pays dominant au détriment du pays dominé²⁰, mais souvent de fixer arbitrairement un rôle au pays dominé, de faire servir son économie — par exemple dans le domaine militaire — à la politique de l'U.R.S.S. Les conséquences économiques et politiques n'en sont pas moins graves pour les producteurs des pays satellites.

Les résistances nationales.

La résistance des pays dominés revêt donc nécessairement des formes très différentes dans les secteurs capitaliste et « soviétique ». Mais, ici comme là, elle offre ce caractère commun de se développer selon la ligne d'une opposition nationale, tous les autres problèmes étant conditionnés par la conquête, la reconquête ou le raffermissement de l'indépendance économique et politique.

Cette résistance offre un autre caractère commun : à l'intérieur de chaque système, elle affaiblit la position des classes ou des castes dirigeantes des pays dominants. C'est pourquoi il existe une solidarité de fait entre les luttes de libération nationale et celles des couches sociales dominées au sein des pays dominants.,

Les luttes des peuples yougoslaves, polonais et hongrois ont contribué à la prise de conscience qui a commencé dans certaines couches du peuple soviétique (techniciens, ouvriers, paysannerie kolkhozienne). Mais, d'un autre côté, les luttes menées dans des conditions très différentes par le peuple algérien contre le colonialisme et par les travailleurs français contre le patronat contribuent pareillement à affaiblir les positions du capitalisme français. Il existe donc entre ces deux formes de lutte des rapports étroits, non seulement parce que ce sont les travailleurs français qui font les frais de la guerre et que la fin de cette guerre signifierait davantage d'écoles et de logements, mais aussi parce que la victoire des « ultras » entraînerait la consolidation en France des secteurs les plus rétrogrades du capitalisme, la victoire des forces politiques les plus réactionnaires, une menace pour les libertés des travailleurs français. Au contraire, l'établissement de rapports d'égalité et de nouvelles relations économiques avec une Algérie indépendante amènerait la disparition des marchés artificiellement maintenus et l'effondrement de structures économiques caduques, nécessiterait un réajustement de l'économie française

sur des bases plus saines et entraînerait une aggravation des conflits de classes et des perspectives plus favorables pour les travailleurs. Cette alternative détermine l'unité de front de toutes les couches capitalistes — y compris celles dont les intérêts sont opposés à ceux du *lobby* algérien. Elle donne également tout son sens à la lutte d'une organisation socialiste comme la Nouvelle Gauche pour la paix en Algérie : il ne s'agit pas seulement d'une campagne de justice et de solidarité humaine, ni même d'une lutte contre les conséquences immédiatement désastreuses de la guerre : il s'agit des intérêts fondamentaux de la gauche et de l'ensemble des travailleurs de notre pays ; il s'agit de l'avenir du socialisme.

Pour les pays sous-développés — qu'il s'agisse d'États satellites ou de colonies —, la conquête de l'indépendance ne règle pas les difficultés ; elle n'est pas une solution aux problèmes économiques et sociaux ; elle permet seulement de les poser. Après la libération, il faut apporter une solution aux vrais problèmes, qui sont d'abord économiques et sociaux : par exemple, dans les anciennes colonies africaines ou asiatiques, la révolution agraire, qui tend à déposséder les grands propriétaires au profit de la masse affamée des ruraux ; l'industrialisation, qui exige la mobilisation de tous les capitaux dormants (par exemple, ceux qui appartiennent au clergé local) ; l'importation des capitaux étrangers ; la formation de cadres techniques et d'ouvriers qualifiés, etc... Ainsi commence une lutte sociale dirigée d'abord contre les féodaux, mais où la faible bourgeoisie indigène est rapidement dépassée. Dans cette lutte, les gouvernements bourgeois des pays dominants appuient les classes rétrogrades (féodaux) ou conservatrices (bourgeoisie), parce que leurs intérêts sont liés au maintien des anciennes structures sociales. En Indochine, par exemple, nos gouvernements ont préféré perdre toute possibilité de relations politiques, culturelles et même économiques, plutôt que de s'entendre avec la République Populaire de Hanoï. De même, ils ont soutenu les chefs traditionnels en Afrique Noire et ne se sont décidés à un compromis avec les bourgeoisies tunisiennes et marocaines que faute de trouver un appui suffisant chez les féodaux. Bien entendu, et pour les mêmes raisons que lorsqu'il s'agissait de la lutte pour l'indépendance, les travailleurs français ont, eux, leurs intérêts liés à ceux des travailleurs des pays récemment émancipés.

Dans ces rapports entre les peuples des pays dominants et les peuples des pays dominés apparaît la véritable nature de l'internationalisme des travailleurs. Pas plus que la solidarité qu'ont entre elles les classes dirigeantes, il ne repose sur un idéal abstrait : il exprime la solidarité profonde des intérêts et des aspirations.

CHAPITRE V

DES ÉTATS UNIS A LA FRANCE

*« Le déséquilibre mondial, s'accroissant
d'une manière continue au
profit de l'Amérique, deviendra,
dans l'époque prochaine, l'origine
éventuelle de toutes les crises et
de tous les bouleversements révolutionnaires
en Europe ».*

Léon TROTSKY (1929)

Les États-Unis, pays capitaliste privilégié.

Nous avons traité jusqu'ici comme un seul bloc l'ensemble des pays économiquement avancés. En réalité, un tel bloc n'existe pas. A eux seuls les U.S.A., qui comptent 6 % de la population mondiale, produisent 40 % des biens de la terre et consomment 50 % des matières premières.

Cela ne veut d'ailleurs pas dire que, même du point de vue matériel, les États-Unis représentent aujourd'hui le paradis sur terre pour les classes laborieuses. Une partie seulement des travailleurs profite pleinement du régime des hauts salaires : certains noirs, les Porto-Ricains et les Mexicains, enfin la nombreuse armée des chômeurs, constituent le sous-prolétariat du système ou ses épaves.

D'autres tares des U.S.A. (par exemple, l'acuité de la question noire et de la criminalité juvénile) nous, amènent aussi à ne pas faire nôtre l'admiration sans limite que certains « socialistes » manifestent à l'égard de la « manière de vie américaine ».

Il reste que le niveau de vie américain, y compris pour les travailleurs, est incomparablement plus élevé que le nôtre, et à plus forte raison que celui des pays de l'Est.

Mais, le voudrions-nous, il nous serait impossible de rattraper le niveau de vie américain en suivant les sentiers du capitalisme. La prospérité américaine dépend de conditions historiques spécifiques, comme l'existence dans le continent nord-américain d'importantes réserves minérales aisément accessibles, de vastes territoires agricoles vierges — ou, du moins, dont les possesseurs autochtones furent rapidement éliminés —, de la formation d'une classe d'entrepreneurs très combattive, issue des couches sociales les plus exploitées du globe, de la conquête de la prédominance du Nord industriel à la suite de la guerre civile. Ces conditions exceptionnelles ont permis à l'économie américaine de « démarrer » au moment où la plupart des pays d'Europe consumaient leur substance dans les guerres du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle, ainsi que dans des expéditions coloniales qui n'enrichissaient qu'une minorité, tandis que la pénétration du capital financier américain en Amérique du Sud et au Proche-Orient avait un caractère beaucoup plus rentable. En stimulant leur production sans contre-partie de destruction

et en ruinant leurs concurrents, la guerre de 1914 permit aux Américains de passer au premier plan. Entre les deux guerres mondiales, la puissance et la combattivité de la classe ouvrière américaine força le patronat à mécaniser et à rationaliser la production, amenant par là un développement considérable du marché intérieur.

Le haut niveau de vie des U.S.A. tient donc à des conditions historiques qu'il n'est au pouvoir de personne de reproduire. Leur richesse s'est développée et consolidée pour une grande part grâce à la domination sur les autres pays du secteur capitaliste. Cette domination ne s'étend plus seulement sur le Nouveau Monde, sur des pays sous-développés comme le Guatemala, « propriété privée de l'United Fruit », ou le Venezuela, dominé par une filiale de la Standard Oil ; elle s'étend maintenant sur les pays capitalistes anciens, à demi-vassalisés par la finance américaine et dont les classes dirigeantes reconnaissent bon gré mal gré cette suzeraineté. Ainsi, bien loin qu'il soit possible aux travailleurs européens de suivre l'exemple de l'Amérique, la puissance de cette dernière est partiellement fonction de leur relative déchéance.

Limites de la prospérité américaine.

D'ailleurs, la haute conjoncture actuelle pourrait bien être menacée dans un délai relativement bref : elle repose en effet, en grande partie, sur une industrie qui travaille pour la guerre, sans profit, finalement, pour la collectivité. Une détente internationale prolongée entraînerait inévitablement une réduction des dépenses militaires.

Celle-ci, en principe, devrait être aisément compensée par une reconversion de l'industrie intéressée vers la production d'équipement pour les pays sous-développés. Mais ce n'est pas un hasard si l'aide à ces pays se borne à des mesures sanitaires (dans les deux sens : le plan Marshall était aussi une mesure sanitaire... pour les États-Unis), ainsi qu'à une aide militaire qui tend à renforcer la puissance des États-Unis et à leur fournir les moyens de leur politique. Les capitaux privés se soucient fort peu de s'investir dans des régions dont l'avenir reste troublé et où leurs profits seraient sans cesse menacés ; moins encore dans les travaux d'infrastructure sans rentabilité. Quant à l'État, il éprouve les plus grandes difficultés à faire admettre par les contribuables toute élévation des taxes qui ne soit justifiée par la peur du communisme ou le désir de puissance militaire. Il peut pomper une partie des revenus pour alimenter artificiellement l'économie sous forme de commandes de guerre, qui donnent aux Américains un fallacieux sentiment de sécurité et de force ; il lui est pratiquement impossible d'effectuer les mêmes prélèvements pour équiper une industrie demain concurrente dans des pays qu'on ne peut pas être sûr de tenir en tutelle. Aussi les U.S.A. préfèrent-ils maintenir le plus longtemps possible la situation internationale dans une situation intermédiaire entre la paix et la guerre, qui évite la guerre mais justifie le développement des fabrications d'armements.

Un deuxième danger, bien plus grave pour la haute conjoncture américaine, tient au développement même des forces productives et de la technique. Si le « chômage technologique » né de l'automation se développe plus vite que les ré-emplois dans les industries nouvelles — avant tout, dans les investissements de base nécessaires à ces industries et à l'automation elle-même —, les États-Unis se trouveront devant une crise générale contre laquelle ne pourront sans doute plus jouer les mesures de prévention et de protection. Dès lors s'ouvrira une crise politique d'ensemble comme celle qui, il y a une vingtaine d'années, a porté au pouvoir Roosevelt et donné naissance au *New Deal* — mais certainement beaucoup plus ample.

La France, pays capitaliste handicapé.

Les États-Unis restant la citadelle du capitalisme, les crises politiques secouant essentiellement les pays sous-développés et certains pays du secteur non capitaliste, quelles sont les perspectives des pays situés au stade intermédiaire de l'industrialisation et du niveau de vie, et, en premier lieu, de l'Europe occidentale ?

Leur économie capitaliste est menacée par les mêmes dangers que celle des U.S.A. Le déclenchement d'une crise économique aux États-Unis entraînerait une perturbation générale du marché mondial. Mais les structures politiques et sociales des pays européens opposeraient à la crise une résistance moindre en raison de la fragilité de leur économie. Cette capacité de résistance varie du reste considérablement d'un pays à l'autre. Certains comme la Suède et la Suisse ont bénéficié de circonstances particulièrement favorables (les deux guerres mondiales les ont épargnés) et ils connaissent une incontestable stabilité. L'Allemagne, qui dispose d'un équipement ultra-moderne et d'une structure hautement industrielle, jouit d'une prospérité certaine, encore que son avenir soit loin d'être assuré. Protégé par un corset de protectionnisme et de nationalisation, la Grande-Bretagne peut encore sembler — de loin — « bien conservée ».

En revanche, dans les pays situés le plus bas dans l'échelle des pays avancés existent des facteurs de crise supplémentaires. Ces pays ne peuvent plus faire illusion, même de loin. La France et l'Italie, notamment, approchent du moment où elles ne pourront plus supporter le carcan de leur vieux système économique et social. « Nous sommes en 1788 », disait récemment le radical Mendès-France. Se rappelle-t-on l'impression profonde qu'a causé alors sa prédiction, que pas un homme politique n'a osé démentir ?

Nous allons en effet vers de lourdes échéances, auxquelles il faudra faire face d'une manière ou d'une autre. Tout se passe comme si la marée qui a commencé à monter il y a quarante ans dans les pays sous-développés gagnait progressivement les pays avancés les plus faibles.

Le colonialisme maintient les structures archaïques.

Que se passe-t-il en France ? Bien entendu, le processus de concentration s'y poursuit. De puissants trusts dominant de plus en plus l'économie du pays²¹. Mais l'équipement industriel se développe très inégalement selon les branches et les entreprises. Les entreprises de classe internationale sont rares. Si certaines ont un outillage ultra-moderne, la plupart sont médiocrement équipées et un bon nombre complètement sclérosées. Les premières alignent leurs prix sur les secondes et s'assurent ainsi un substantiel profit, d'autant que les salaires, eux, s'alignent sur les bas tarifs des entreprises marginales. Cela permet aux entreprises bien équipées de se payer à peu de frais une réputation de « bons patrons » et — ce qui est plus rentable — de s'assurer les meilleurs cadres, les meilleurs rendements, en accordant des primes ou des avantages qui n'écorcent que de manière infime leurs profits.

Cette situation détermine le niveau de vie médiocre de larges masses de la population. Faute d'argent, celles-ci ne peuvent s'acheter qu'une partie insuffisante des marchandises qu'elles créent. Le marché intérieur étant rapidement saturé, l'industrie stagne. Cette stagnation paralyse les investissements. Et, faute d'investissements, l'équipement industriel croupit.

Quel débouché reste-t-il aux capitalistes dans ces conditions ? Le marché extérieur. Mais les prix français sont trop élevés et ne supportent pas la concurrence. Il faut donc les

protéger par des digues douanières et des subventions. Quand, sur la demande de certaines branches industrielles, des accords internationaux provoquent la réduction de certaines barrières douanières — du même coup, il faut renforcer d'autant les subventions aux entreprises en difficulté. Bien entendu, ces subventions sont payées en dernier ressort par la collectivité.

Dominé sur le marché mondial, le capitalisme français recherche des débouchés bien protégés. Il les trouve dans les territoires sous-développés qu'il contrôle. Mais, pour bénéficier de l'ancien « pacte colonial » qui lui réserve la mainmise sur ces marchés, il faut conserver à ces pays le vieux statut politique qui a disparu partout ailleurs — à part quelques colonies anglaises, portugaises, belges et espagnoles. Même quand ils lui sont réservés, ces marchés coloniaux sont peu développés et artificiellement entretenus. Les masses rurales autochtones ne représentent une clientèle importante que pour un nombre très limité de produits (quelques tissus, quelques ustensiles de ménage, quelques denrées alimentaires). Les colons, les féodaux autochtones et la nouvelle bourgeoisie urbaine sont des clients plus sérieux, mais en nombre insuffisant pour constituer un marché appréciable. C'est pourquoi le développement économique des territoires d'outre-mer (création d'une infrastructure et d'industries extractives) doit être largement financé par la « métropole » : ce sont finalement les contribuables français qui permettent aux sociétés capitalistes de bénéficier des conditions avantageuses (main-d'œuvre à bas prix, fiscalité de faveur, etc...) des territoires d'outre-mer. Ainsi, le colonialisme, qui a pu être au XIX^e siècle un facteur de corruption des classes populaires dans les pays colonisateurs, dont il permettait d'augmenter relativement le niveau de vie, est aujourd'hui un instrument direct d'exploitation des masses à la fois coloniales et européennes.

Ce phénomène, qui apparaît clairement sur le plan financier, n'est pas moins évident si l'on considère la balance commerciale de l'Outre-mer et de la France.

Pour vendre à ces territoires, il faut acheter leurs produits, même s'ils sont inutiles au pays. Par exemple, la colonisation algérienne a exproprié les indigènes pour produire en grand du vin que ces derniers ne consomment pas et que les grands propriétaires envoient en France — alors que celle-ci n'arrive déjà pas à consommer le sien, transforme à grands frais son alcool en mauvais carburant et doit verser des subventions à ses propres viticulteurs pour les convaincre d'arracher leurs ceps. D'une manière générale, les échanges ne peuvent se faire que par le jeu de prix majorés dans les deux sens aux frais de la collectivité. Les super-profits ainsi obtenus, qui ne trouvent pas de débouchés en France, reviennent s'investir en Afrique (naguère, c'était en Indochine) ou en Amérique du Sud pour profiter des avantages de toutes natures qu'on leur accorde — et le cycle reprend.

Ainsi le colonialisme fausse tous les rouages de l'économie française et en prolonge la structure archaïque. Mais les bénéficiaires de ce système y tiennent, naturellement. Ils sont prêts, pour le conserver, à tout risquer — notamment l'argent et la vie de leurs concitoyens.

Car, aujourd'hui, les peuples des pays colonisés se soulèvent. Pour tenter de les écraser, on doit entreprendre des guerres de plus en plus longues et coûteuses. Ces guerres ouvrent certes des débouchés à certaines branches de la production : à celles qui produisent pour détruire. Mais le revenu réel de la population en est encore abaissé. Ce qui augmente encore le marasme profond de l'économie française.

Bien entendu, nous schématisons pour faire saisir le mécanisme que nous ne pouvons pas ici analyser dans le détail. Nous savons bien que le capitalisme n'est pas une entité.

Les diverses branches de la production réagissent différemment. De même, la situation de toute l'économie n'est pas catastrophique. Jusqu'à 1957, au contraire, elle a accusé une progression certaine (quoique très inférieure à celle des pays voisins), notamment dans l'industrie de luxe, comme l'automobile. Mais cette prospérité n'a rien changé à la structure économique du pays ; elle n'a pratiquement apporté aucune élévation du niveau de vie des salariés. Et les conséquences de la guerre d'Algérie menacent de lui substituer une grave crise financière et économique.

CHAPITRE VI

LES SOLUTIONS CAPITALISTES EN FRANCE

*« Pour faire plus que Monsieur
Pinay, pour aller plus loin que lui
dans les concessions faites à l'épargne
privée (qui est difficile
ment séparable du capitalisme) il
fallait un gouvernement socialiste,
de même, je suppose, que pour mobiliser
l'armée il fallait des anti-militaristes. »*

Le Bulletin de Paris
(organe financier d'extrême-droite)

Le « néo-capitalisme ».

Les classes qui tirent profit de l'état de choses actuel essayent de retarder l'échéance. Elles s'appuient pour cela sur une partie des classes populaires et moyennes, auxquelles la propagande et l'éducation bourgeoise font croire qu'elles sont solidaires du capitalisme. Cependant, la bourgeoisie elle-même est loin de présenter un front uni. Sa profonde division est le résultat de l'inégalité de développement des secteurs économiques.

Pour la grande industrie de transformation, à haute productivité, pour le secteur moderne de distribution (grands magasins, sociétés à succursales multiples), l'évolution des techniques et des structures économiques est encore favorable. Ce secteur ne craint pas d'affronter le marché mondial et pousse à la libération des échanges. Il serait disposé à liquider le « pacte colonial », à retrouver avec les peuples sous-développés des rapports économiques normalisés, c'est-à-dire des rapports normaux d'exploitation par le marché.

De même une fraction « néo-capitaliste », qui utilise des méthodes généralement plus subtiles d'exploitation, peut faire supporter à ses prix de revient l'incidence de réformes sociales éventuelles ou d'augmentations de salaire. Elle résiste, bien sûr, aux revendications ouvrières, car aucune philanthropie ne la pousse à réduire gracieusement ses marges de profit, et surtout elle se méfie de ce qui arrive quand on ouvre les vannes au mouvement revendicatif. Mais elle sait que si les travailleurs imposent des augmentations de salaires, l'augmentation des prix de revient éliminera la concurrence des entreprises marginales et l'élévation du niveau de vie augmentera les capacités d'absorption du marché.

D'ailleurs, elle a elle-même besoin d'une modernisation de notre système d'enseignement et souhaite une politique d'investissements. Elle est donc prête à s'appuyer sur des organisations ouvrières réformistes à condition que celles-ci lui donnent des garanties contre toute subversion des structures capitalistes fondamentales. Socialement, elle peut compter sur l'appui des « technocrates », peu nombreux mais puissants, et d'une foule mouvante de la petite bourgeoisie, désireuse de changement.

C'est essentiellement cette convergence que le « mendésisme » a exprimé sur le plan politique.

Le mendésisme.

Mais cette convergence est essentiellement précaire. Le vieux parti radical que Mendès-France s'efforçait de rajeunir est en effet constitué de stratifications différentes et représente des intérêts opposés. Sa clientèle fondamentale ne peut se rencontrer que d'une manière très conjoncturelle avec les « révolutionnaires » du néo-capitalisme. Cette clientèle est, en effet, constituée par la petite bourgeoisie urbaine et rurale traditionnelle, les forces principales du parti radical se trouvant dans les départements du sud de la Loire — les moins avancés économiquement. Sa préoccupation essentielle a toujours été de défendre les intérêts des petits industriels, des commerçants, des artisans, des paysans — c'est-à-dire des couches sociales les plus menacées par l'évolution du capitalisme moderne, les plus intéressées au maintien d'un système de protection douanière. Attachés aux traditions républicaines et laïques en même temps que cocardiers et conservateurs, les radicaux de province ont salué en Mendès-France à la fois l'homme fort de la démocratie et l'adversaire de la Communauté Européenne de Défense, non sans manifester quelque inquiétude sur les audaces de sa politique coloniale.

Comme tous les mouvements qui doivent leur succès à leur équivoque, le mendésisme se trouvait miné par ses contradictions. Il a connu un grand espoir avec la nouvelle orientation du parti radical et la formation du Front Républicain. Mais il a administré en même temps la preuve de son impuissance.

Celle-ci a été du reste pour une bonne part le fait des « socialistes ». La S.F.I.O. a bien tenu une des promesses tacites que comportait son alliance avec le « néo-capitaliste » : elle a été remarquablement modeste dans ses réalisations sociales. Mais son refus systématique d'accepter l'appui communiste en a fait l'otage de la droite classique. Elle a dû s'engager dans une guerre coloniale forcenée en Algérie, avec toutes ses conséquences économiques, sociales et politiques. Pour sortir de l'impasse, les décisions à prendre se révélaient de plus en plus difficiles.

Quant aux radicaux, leur politique a été hésitante, velléitaire et contradictoire. Les néo-capitalistes pouvaient accepter des réformes en Algérie, non un recul qui entraînerait un bouleversement en chaîne dans toute l' « Union française ». Ils étaient prêts aux changements, à condition de les contrôler. Mendès-France, l'homme du « style nouveau » et des décisions spectaculaires, reculait devant l'option. Il restait au gouvernement en se taisant, puis le quittait sur la base d'une déclaration contradictoire, tout en conseillant aux autres ministres radicaux — il était alors vice-président du parti — d'y demeurer. Ses anciens électeurs cessaient bientôt de voir en lui l' « homme fort » d'une solution providentielle.

Impuissance du néo-capitalisme.

L'échec du mendésisme ne tient pas seulement aux contradictions du parti radical et aux trahisons des alliés « socialistes ». Il découle également du recul politique du néo-capitalisme, placé entre les masses populaires et le capitalisme classique.

En période d'expansion économique, il est possible à ce néo-capitalisme de jouer la carte réformiste, c'est-à-dire de s'allier à une partie des forces populaires, au prix de

concessions rentables, pour en finir avec la politique du « vieux capitalisme » et au besoin éliminer la concurrence. Dès que pointe au contraire une menace de récession, ses adeptes craignent que la marge de profit ne soit plus suffisante pour permettre de telles concessions : la poussée des salaires risque cette fois de mettre en cause les structures elles-mêmes. La solidarité de fait du capitalisme contre les salariés l'emporte alors sur les divisions internes entre secteurs capitalistes, quitte pour le néo-capitalisme à trouver d'autres solutions, comme celle du marché commun — où ses intérêts sont les mêmes que ceux de l'industrie lourde monopolistique, qui mise, elle, sur d'autres secteurs parlementaires. L'initiative politique revient alors au capitalisme le plus agressif (l'industrie lourde) ou le plus menacé (les entreprises marginales).

La solution fasciste

La guerre d'Algérie a entraîné une telle détérioration de la situation économique, politique et militaire que la politique réformiste souhaitée naguère par les néo-capitalistes perd de jour en jour ses points d'appui. Mais le glissement politique vers la droite réactionnaire classique n'offre aucune solution ; c'est seulement la politique du chien crevé au fil de l'eau qui consiste à greffer sur la débâcle quelques mesures cléricales ou quelques emprunts fructueux.

Reste la solution de force. Confrontée à la fois à l'opposition populaire intérieure et à la puissance contagieuse des insurrections populaires dans les pays voisins, la fraction réactionnaire de la bourgeoisie songe dès lors à appliquer des mesures de mobilisation, pour renforcer sa puissance militaire, pour essayer d'entraîner les masses, pour tenter de mettre au pas l'opposition.

Cette droite a déjà pu imposer à un gouvernement de la S.F.I.O. une partie de son programme : prolongation du temps de service, mobilisation de la presse, de la radio, de la télévision, du cinéma, mesures prises pour museler la presse de l'opposition. Elle propose la mise hors-la-loi du parti communiste, en attendant celle de tous les partis d'opposition. Elle préconise l'instauration d'un régime fort, « présidentiel ». Comme dans toutes les périodes de décomposition, les partisans d'un régime « à poigne » élèvent la voix. La menace se précise, sinon d'un fascisme appuyé sur un grand mouvement plébéen, du moins d'une dictature de type franquiste. Ses bases d'appui se trouvent d'une part dans le grand capital, d'autre part dans une partie mystifiée des classes moyennes, surtout des paysans et des petits commerçants.

Pour le grand capital, la façade du parlementarisme reste utile. Sous sa forme actuelle, c'est le moyen d'oppression le plus commode, parce que le mieux supporté. Mais, si les difficultés économiques s'aggravent, ce système n'est plus assez solide pour s'opposer aux forces populaires. Le grand capital sera alors prêt à faire appel aux forces supplétives du fascisme et aux soldats de métier, ou à s'appuyer sur un président « à poigne », du type Péron, capable de neutraliser les forces populaires et de s'assurer le concours de l'armée.

De leur côté, les classes moyennes, victimes de l'évolution économique en même temps que les salariés, se trouvent dans l'obligation de choisir entre l'alliance avec ces derniers et l'alliance avec le grand capital. Leur intérêt réel est du côté du prolétariat. Mais leur attachement au système du profit, leur formation psychologique, leur sentiment de frustration et de revanche, encouragé par les propagandistes d'extrême-droite, tout cela en fait une clientèle possible pour le fascisme si la classe ouvrière, de son côté, ne leur offre pas une issue et ne leur montre pas une force irrésistible.

Malheureusement, jusqu'ici, la classe ouvrière donne seulement le spectacle de la division et de l'impuissance. Pendant ce temps, avec la complicité de soi-disants

« socialistes », on voit se former et s'entraîner les états-majors et les troupes du futur coup d'État. Nous assistons à la répétition sous une autre forme de ce qui s'est passé en Allemagne après la première guerre mondiale. Les aventures militaires de la Baltique avaient servi de terrains d'entraînement aux futures bandes hitlériennes. Pour la France d'après la deuxième guerre mondiale, les guerres coloniales auront joué le même rôle. Les guerres d'Indochine et d'Algérie ont forgé les corps de soldats de métier, des cadres d'officiers animés d'arrière-pensées politiques et chargés de la formation psychologique de l'armée, et des chefs militaires prêts à utiliser cette armée pour leurs ambitions personnelles.

Politiquement, ce courant s'est exprimé par le raz-de-marée du « poujadisme », qui a utilisé les rancœurs d'une petite bourgeoisie urbaine et rurale sans issue et polarisé tous les restes du « vichysme » et du nazisme français. Certes, le poujadisme s'est heurté à ses propres difficultés. Il s'est trouvé tiraillé entre, d'une part, la masse des petits commerçants et des paysans qui renâclent aux conséquences de la guerre d'Algérie (en hommes et en impôts), d'autre part, les bailleurs de fonds algériens et les ultras de la colonisation. Mais, si les fascistes sont éparpillés en plusieurs dizaines de sectes, cette dispersion ne les empêchera pas demain de se regrouper aussi rapidement qu'hier derrière un « Chef » qui risque d'être plus dangereux, cette fois, que Poujade.

La guerre en Algérie, la situation économique menaçante, l'impuissance du mouvement ouvrier et des libéraux, la décomposition du régime favorisent un coup d'État militaire et l'évolution vers un régime autoritaire. Les États-Unis s'empresseraient de l'appuyer comme expression du pouvoir « légal ». Une fois établi, un pareil régime — l'expérience le montre — serait difficile à renverser.

Cette issue sera inévitable si la gauche ne réagit pas, si les travailleurs ne retrouvent pas la voie de l'action commune, s'ils n'opposent pas implacablement leur force aux forces encore médiocres des fascistes. Il ne faut pas attendre le regroupement de ceux-ci. Dès maintenant, la course de vitesse est engagée entre eux et le socialisme.

CHAPITRE VII

PROBLÈMES DE L'ÉVOLUTION SOCIALE

« Il y a en perspective un immense progrès technique qui peut cependant s'accompagner dans l'immédiat d'immenses catastrophes, si le courage avec lequel les classes laborieuses ont combattu dans les dernières décades la menace du paupérisme n'est pas utilisée de manière que la seconde révolution industrielle et l'intégration économique continentale se fassent dans l'intérêt de tous et, en premier lieu, dans l'intérêt des travailleurs, des techniciens, de la grande masse des consommateurs. »

Pietro Nenni

(Rapport au XXXII^e Congrès
du Parti Socialiste Italien.)

Existe-t-il une classe révolutionnaire ?

La résistance de la gauche au fascisme n'est possible que si elle apporte des solutions réelles. Au-delà des mesures transitoires qu'elle peut proposer et promouvoir, la seule solution est le socialisme. Mais quelles classes peuvent imposer cette solution ?

En Russie, les bolcheviks pouvaient compter sur l'alliance de la classe ouvrière et d'une paysannerie révoltée contre les féodaux — tout en profitant de la force centrifuge des peuples non-russes. Les communistes chinois mirent essentiellement en mouvement les classes paysannes en s'appuyant sur la fraction « nationale » du capitalisme et, très accessoirement, sur les ouvriers des villes. Sur quelles forces sociales une transformation socialiste peut-elle s'appuyer de nos jours dans les pays industriels ?

L'analyse marxiste traditionnelle.

Nous pouvons, dans notre étude, partir de l'analyse marxiste traditionnelle pour les pays industriels. Mais cette analyse ne peut être reprise telle quelle. Elle était basée sur l'accroissement numérique continu du prolétariat industriel au détriment des classes moyennes et sur la concentration de ce prolétariat dans des entreprises de plus en plus gigantesques. Dans ces conditions, la bourgeoisie, de plus en plus isolée, devait trouver en face d'elle une classe révolutionnaire de plus en plus homogène, de plus en plus

consciente, de plus en plus puissante. L'évolution économique et sociale des pays industriels secrétait ainsi elle-même la puissance qui allait renverser le capitalisme. La révolution s'inscrivait presque automatiquement dans l'histoire à partir d'un certain développement industriel.

Les révolutionnaires pouvaient en somme se contenter d'organiser et d'encadrer paisiblement la force montante du prolétariat. On peut dire que nul parti ne s'acquittait mieux de cette tâche que la social-démocratie allemande. Sa bureaucratie était constituée de fonctionnaires ponctuels et de marxistes sincères. Mais le marxisme constituait pour eux moins une arme pour changer le monde qu'une doctrine permettant de s'adapter à la forme qu'allait revêtir inéluctablement ce changement.

Or, les pronostics sur lesquels était fondée cette confiance en un quasi-automatisme de la révolution prolétarienne se sont révélés inexacts à partir du XX^e siècle dans les pays industrialisés.

Développement du secteur non-producteur.

Les classes moyennes ont cessé de venir grossir le prolétariat industriel. Plus précisément, ce mouvement ne s'est poursuivi — plus lentement — que pour certaines couches de ces classes moyennes, la paysannerie et une partie de ce qui restait de l'artisanat. Il s'est trouvé plus que contrebalancé par d'autres mouvements.

Le premier de ces mouvements intéresse en gros ce que des économistes comme Colin Clark appellent la « progression du secteur tertiaire » : à côté des secteurs de production agricole et extractive, à côté de l'industrie de transformation, on a vu grandir le secteur non directement productif : celui des transports, des communications, de la distribution, des services de santé, de l'enseignement, des arts et des spectacles. Il faut assurément se défier de cette classification : elle considère pêle-mêle des activités dont les unes s'intègrent pour l'essentiel dans le circuit de production (transports, communications, enseignement) et dont les autres sont des activités « de luxe » (arts, spectacles) ou même des activités parasites (publicité, police, appareil de distribution et machine bureaucratique développés au-delà des nécessités réelles). En général, l'extension de ces activités correspond aux exigences du développement de la production ou aux besoins nouveaux d'un stade avancé de l'évolution sociale. Pour une part aussi, elle correspond aux conditions anarchiques de cette évolution dans le régime capitaliste, parfois même à des circonstances particulières de recul (par exemple, l'hypertrophie du commerce et de la spéculation dans les territoires occupés par les Allemands lors de la dernière guerre). Enfin, l'analyse de ces trois types d'activité ne nous renseigne pas directement sur la dynamique des classes sociales puisqu'elle confond dans les mêmes groupes employeurs et salariés, mais en revanche sépare en groupes distincts des fonctions identiques (par exemple celles des techniciens de la mine, de l'usine et des chemins de fer). Néanmoins elle recoupe une importante réalité : l'extension considérable du secteur non directement productif, qui, dans les pays les plus industrialisés intéresse dès maintenant un nombre de travailleurs plus important que le secteur directement productif.

La structure de l'emploi.

La structure de l'emploi dans les branches productives elles-mêmes évolue dans le même sens. Le nombre des employés, des dessinateurs, des techniciens et des ingénieurs

s'est considérablement accru par rapport à celui des travailleurs manuels. A mesure que la machine se perfectionne, et que la part réservée à l'outillage augmente dans les investissements, cette proportion s'accroît au désavantage des travailleurs manuels.

La conséquence de cette double évolution, c'est que la proportion des travailleurs manuels — des prolétaires, au sens du XIX^e siècle — a cessé d'augmenter par rapport au reste de la population.

De même, la tendance à la concentration du prolétariat dans des usines géantes ne s'est pas poursuivie sur sa lancée du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle. En se généralisant, l'utilisation de l'électricité a rendu inutile et le plus souvent nuisible ce gigantisme. De grandes entreprises comme Renault se décentralisent. Une grande partie de la classe ouvrière est éparpillée dans de petits ateliers, notamment dans des ateliers de réparation. Des usines modernes se montent avec fort peu d'ouvriers, et l'automatisation accentue encore cette tendance.

Dans tous ces secteurs, la solidarité de classe des travailleurs se manifeste autrement que dans les usines géantes. L'extrême différenciation du travail et des qualifications favorise la multiplication des catégories, que le patronat encourage de son côté pour diviser les travailleurs. Cette tendance est encore plus marquée quand les travailleurs font face à une énorme machine bureaucratique (en particulier celle de l'État), et se trouvent eux-mêmes dispersés : les syndicats de fonctionnaires, par exemple, acceptent le plus souvent cette division dans le fallacieux espoir d'obtenir plus facilement satisfaction en fragmentant leurs revendications²². Si l'on ajoute à cela l'échelle hiérarchique et une infinité de primes qui se substituent au salaire direct, on comprend pourquoi dans de nombreuses branches on assiste à une véritable « atomisation » de la résistance ouvrière.

Marx et la paupérisation absolue.

Il nous faut aussi aborder un autre aspect de l'évolution sociale : le problème de la « paupérisation absolue ». Marx partait de cette constatation : la proportion du capital fixe (machines et stocks) croît constamment au détriment du capital variable (force de travail). Il en tirait cette conclusion : « Les causes qui, développent la force expansive du capital développent également la force de travail disponible. La grandeur relative de l'armée de réserve industrielle [c'est-à-dire du surplus chronique de la population ouvrière] croît donc avec la puissance de la richesse... Plus grande est l'armée de réserve industrielle... et plus considérable est le paupérisme officiel. Voilà la loi générale, absolue, de l'accumulation capitaliste. »

On voit que la loi « absolue » ne concerne pas une détérioration du niveau de vie pour les travailleurs, mais seulement le développement du « paupérisme officiel », c'est-à-dire du chômage. Comme telle, elle définit incontestablement une tendance naturelle du système capitaliste. Elle est confirmée par le chômage chronique qui caractérise les pays industriels les plus avancés, comme les U.S.A., et qui s'amplifie démesurément à l'occasion des crises économiques²³.

Encore Marx ne prend-il pas cette loi pour l'expression d'une fatalité. Il laisse ce ridicule à ceux qui confondent la science avec le dogme. Il en avertit son lecteur en précisant : « Comme toutes les autres lois, elle [cette loi] est modifiée dans son application par des circonstances diverses que nous n'avons pas à analyser ici. »²⁴

Dans quelle mesure cette loi tendancielle allait-elle se traduire par un accroissement de la misère pour la classe ouvrière prise dans son ensemble (travailleurs et chômeurs) ? Dans quelle mesure la pression des sans-travail amènerait-elle une situation défavorable des salariés sur le marché du travail et par là-même une détérioration de leur niveau de

vie ? La réponse à ces questions ne pouvait nullement être déduite de l'énoncé de Marx. Elle dépend non seulement de la validité de la tendance exprimée par lui, mais aussi des « circonstances diverses » qui viennent la modifier dans son application.

Ici encore, la démarche scientifique ne vise pas à décrire le réel en partant des lois — confondues avec des dogmes fatalistes —, mais à partir du réel pour vérifier la loi ou étudier les facteurs qui viennent en modifier l'application.

Or, les faits parlent d'eux-mêmes : dans l'absolu, le niveau de vie des travailleurs, depuis un siècle, loin de s'abaisser, s'est élevé. Il suffit de se référer au tableau de la misère ouvrière en Grande-Bretagne au temps de Marx, telle qu'il la décrit dans « Le Capital » : il est évident que les travailleurs d'aujourd'hui, dans les pays industriels, peuvent satisfaire davantage de besoins, que la mortalité a diminué, qu'ils disposent de plus de loisirs²⁵.

Pourquoi le niveau de vie ne s'est pas détérioré.

Les raisons en sont assez faciles à comprendre. Les travailleurs sont défavorisés par le jeu de l'offre et de la demande sur le marché du travail tant que « la population ouvrière s'accroît toujours plus rapidement que le besoin de mise en valeur du capital. » Or, dès la seconde moitié du XIX^e siècle, une série de facteurs sont intervenus pour modifier cette tendance dans le cadre des pays industriels : par exemple, l'émigration et le ralentissement de la poussée démographique. Au XX^e siècle, la rapidité avec laquelle les nouvelles techniques ont permis de développer la productivité du travail a eu pour conséquence, certes, de réduire l'offre de travail dans la production, mais aussi de développer les branches non-productrices et d'ouvrir à la main-d'œuvre des débouchés hors de la production, réduisant du même coup la demande.

D'un autre côté, le développement de la productivité du travail (qu'il ne faut pas confondre avec le rendement du travailleur) élève nécessairement le niveau de vie des salariés, considéré dans l'absolu, même si — comme les statistiques le montrent — ce niveau de vie progresse bien moins vite que la productivité.

Le progrès technique a rendu infiniment plus productif le travail humain, en lui soumettant un nombre toujours plus grand d'esclaves mécaniques. La machine ne se contente pas de transmettre directement les heures de travail qui ont servi à la fabrication. Une heure de travail (incorporant le travail de l'ingénieur, du dessinateur, des ouvriers construisant la machine ou l'entretenant, comme celui des ouvriers utilisant cette machine) permet de produire incomparablement plus d'objets de consommation qu'il y a un siècle. Grâce à des méthodes traditionnelles ou à des nouvelles méthodes, le patronat s'efforce de maintenir ou d'augmenter le taux d'exploitation du travail. Mais, même s'il y parvient relativement, la quantité des produits qui revient au travailleur est plus grande qu'il y a un siècle : de ce point de vue aussi, la paupérisation est seulement relative.

Enfin et surtout, la lutte de classe elle-même est intervenue dans la répartition du produit social. La classe ouvrière n'est pas restée simplement passive : elle a organisé sa défense. Elle a lutté contre la tendance à la paupérisation. Elle a imposé la réduction de la journée de travail et de l'année de travail ; elle a réussi à limiter l'arbitraire patronal et partiellement l'insécurité dont elle souffrait ; elle a obtenu tout un ensemble de lois sociales ou de garanties (y compris, aux U.S.A., contre le risque de chômage). Ces conquêtes sociales n'ont supprimé ni l'exploitation patronale ni la tendance du capitalisme à la paupérisation des masses. Mais elles ont amené un changement qualitatif dans la situation de la classe ouvrière et des salariés dans leur ensemble, tout en accroissant le « besoin de mise en valeur du capital »,

Paupérisation absolue et paupérisation relative.

La théorie de la paupérisation absolue est probablement vraie aujourd'hui à l'échelle de la planète : les profits des pays capitalistes économiquement avancés n'ont pu se maintenir qu'en jetant dans l'armée des prolétaires des masses humaines de plus en plus considérables venant des pays sous-développés. Mais elle ne peut pas rendre compte de la situation réelle des travailleurs dans les pays industrialisés.

Elle n'a pu être remise à l'honneur dans un pays rétrograde comme la France que par suite de la stagnation du niveau de vie depuis 1938, en dépit d'un volume de production augmenté de moitié²⁶ Les chiffres montrent du reste qu'il s'agit moins d'un recul général du niveau de vie que d'un recul sur les conquêtes de 1936 concernant la durée du travail (loi de 40 heures).

De toutes façons, il nous paraît absurde de fonder l'espoir d'une prise de conscience révolutionnaire des masses sur l'hypothèse d'une accentuation constante de la misère. En réalité, le mécanisme de cette prise de conscience doit être inverse. Elle s'appuiera sur les énormes possibilités offertes par le développement des forces de production et sur l'impuissance du capitalisme à les mettre en œuvre, sur la spoliation permanente du travail par le capital, sur l'importance des conquêtes arrachées par la classe ouvrière quand elle était unie et sur les conquêtes infiniment plus amples et plus décisives qu'elle peut obtenir en mettant un terme à l'exploitation capitaliste. Autrement dit, la conscience révolutionnaire se fonde non sur la paupérisation absolue mais sur la paupérisation relative.

Caractère révolutionnaire de la paupérisation relative.

En effet, le caractère relatif de la paupérisation ne signifie pas qu'on doive accepter l'actuelle situation d'équilibre social du régime capitaliste. Certes, s'il ne s'agissait que de l'accroissement de l'écart entre les revenus, au-delà d'un minimum suffisamment élevé de satisfaction des besoins, cette évolution ne comporterait aucun élément révolutionnaire : on n'imagine pas la lutte des possesseurs d'une voiture contre les possesseurs de deux voitures ou des habitants de villas contre les habitants de châteaux. Mais le niveau de vie élevé des pays riches est le niveau de vie le moins élevé possible compatible avec leur degré actuel d'évolution technique et culturel. Toute récession du marché se traduit par la descente d'une partie importante de la population au-dessous du minimum du confort auquel elle était habituée — en raison notamment du développement des ventes à crédit.

Cette paupérisation relative, non par rapport aux chiffres abstraits de l'accumulation capitaliste mais par rapport à l'expérience concrète d'un niveau de vie précédemment atteint, constitue une des principales forces explosives du capitalisme moderne.

Les révolutionnaires ne sont pas aidés mais désarmés par la répétition scolastique des analyses qui ne correspondent plus à la réalité présente. Le marxisme nous a permis de comprendre la nécessité de la révolution socialiste. Mais, ce qu'il nous faut aujourd'hui, c'est une doctrine vivante, qui ne s'identifie plus forcément aux pronostics que les marxistes ont établis sur la base de la situation économique et sociale du XIX^e siècle²⁷. La révolution ne se développera pas selon un mécanisme simpliste ; elle s'appuie dans les pays industriels sur une réalité beaucoup plus complexe qu'on ne pouvait le prévoir. C'est cette réalité qu'il faut analyser.

Réformisme et Révolution.,

Existe-t-il en France une classe révolutionnaire ?

Disons-le nettement : si l'on entend par classe révolutionnaire une classe sociale prête au soulèvement armé ou seulement appelant de ses vœux le « grand soir », il n'existe en France dans la conjoncture actuelle aucune classe révolutionnaire. Pour les paysans, le problème de la conquête des terres ne se pose plus depuis longtemps ; la majorité est conservatrice. D'autre part, comme dans les pays industriels, le prolétariat, dans son ensemble, n'est plus celui d'avant 1914. La proportion des ouvriers manuels a diminué. Les fonctionnaires, les techniciens, les employés, dont le nombre augmente sans cesse, ont conscience d'appartenir à la petite bourgeoisie urbaine ; craignant de perdre leur liberté au cours d'une révolution, ils sont essentiellement réformistes. Dans la classe ouvrière elle-même, de nouveaux clivages se sont opérés : tout en bas, une main-d'œuvre à bon marché, étrangère ou coloniale ; tout en haut, des spécialistes relativement privilégiés. En France comme dans le reste de l'Europe occidentale, la majorité de la classe ouvrière est, en un sens, réformiste : la législation sociale (surtout familiale), en augmentant sa sécurité, l'amène à se tourner davantage vers l'État pour améliorer ses conditions de vie. Cela ne signifie pas qu'elle lui fasse entièrement confiance : au contraire, elle aspire le plus souvent à de profonds changements qui mettent en question les bases mêmes du régime. Mais elle compte bien utiliser aussi largement que possible les structures légales et constitutionnelles.

Certes, les ouvriers ne se laissent pas toujours enfermer dans le filet du légalisme. On a vu en août 1955 les ouvriers de Nantes et de Saint-Nazaire imposer aux patrons une augmentation substantielle et tenir tête aux C.R.S. envoyés pour briser leur mouvement. Mais, au lendemain de ces mouvements, les métallurgistes, appelés à élire leurs délégués d'entreprise, désavouaient les syndicalistes révolutionnaires (localement majoritaires à Force Ouvrière) et renforçaient les suffrages C.F.T.C.

Cette situation n'est décourageante que pour l'observateur superficiel. Remarquons par exemple l'ampleur des mouvements de grève de ces dernières années : 4 millions de grévistes en 1953, en pleine période de division syndicale et politique, soit deux fois le nombre des grévistes de 1936. Les travailleurs ont bien conscience de représenter une puissance décisive. S'ils ne sont pas révolutionnaires au sens d'avant 1914 ou de 1920, ils le sont autrement.

En fait, l'absence apparente de force révolutionnaire repose sur une confusion. Quand on parle de révolution, on songe en général à la prise de la Bastille et à l'assaut contre le Palais d'Hiver de Saint-Pétersbourg. Or, la révolution, c'est-à-dire la transformation des bases économiques et sociales de la société, ne passe pas nécessairement, on le verra plus loin, par ces formes insurrectionnelles. Marx estimait vraisemblable qu'en Angleterre la révolution s'effectuerait par la voie parlementaire. Nous ne disons nullement qu'il en sera ainsi en France ; la violence réactionnaire de la bourgeoisie, à elle seule, suffirait à rendre impossible une telle illusion. Les routes sont diverses, en effet, vers le socialisme. Il est seulement certain que celle que nous suivrons ne passera pas par une insurrection selon le schéma russe ou d'une guerre de vingt-cinq ans selon le schéma chinois. Il est vraisemblable que nous passerons pas une série de crises politiques où les révolutionnaires utiliseront largement les structures légales et devront les dépasser ou les briser chaque fois qu'elles s'opposeront à la volonté du peuple.

Nous assisterons sans doute à une transcroissance de réformes structurelles. La violence y jouera son rôle, bien sûr, et devra sans doute briser l'opposition violente de la

minorité privilégiée. Mais elle n'en constituera probablement ni le point de départ ni le moyen permanent.

Dès lors, on voit qu'il n'y a aucune contradiction entre le but révolutionnaire à atteindre et le réformisme foncier des masses populaires.

Solidarité de tous les salariés.

Ce qui frappe, quand on étudie les grèves de 1953, c'est le rôle essentiel qu'y ont joué les fonctionnaires, les travailleurs à statuts et les employés. Ces catégories, qui n'avaient guère bougé en 1936, constituaient en 1953 le gros des effectifs grévistes et eurent, le plus souvent, l'initiative du mouvement. Il en fut de même pour les cheminots (catégorie « tertiaire ») : leurs mouvements apparaissaient si graves de conséquences et étaient si rares jusqu'à une période récente qu'une grève générale des cheminots était considérée comme impossible en dehors d'une grève générale insurrectionnelle ; or, les grèves de cheminots sont désormais passées dans les mœurs.

L'évolution sociologique ne signifie donc nullement que la masse des travailleurs se trouve désormais divisée en face du capitalisme. Par-delà les catégorisations sociales accentuées par la bourgeoisie, par-delà les différences de comportement et de genre de vie, les salariés ont au contraire conscience de la solidarité profonde de leurs luttes.

Il est nécessaire d'insister sur les raisons objectives de cette solidarité. On avait trop tendance autrefois à considérer la formation de la plus-value et du profit patronal au seul stade de l'entreprise. Les ouvriers manuels de la fabrication apparaissaient ainsi comme les seuls producteurs de plus-value, le patronat prélevant sur une partie de cette plus-value, consacrée aux frais généraux, le salaire des ouvriers d'entretien, des employés et des techniciens. L'analyse reste fondamentalement juste, mais seulement comme schéma très simplifié. Il ne faut pas oublier que le profit se forme sur l'ensemble du processus de production. Marx insiste sur ce point, non seulement à l'occasion de la détermination du taux moyen de profil, mais plus précisément à l'occasion du transport, dont le rôle apparaissait déjà essentiel il y a un siècle. « La loi générale est que tous les frais de transports qui proviennent uniquement de changement de forme n'ajoutent pas de valeur à la marchandise... Mais la valeur d'usage des choses ne se réalise que par leur consommation... C'est donc le transport qui parachève la production. Le capital productif engagé dans cette industrie ajoute de la valeur aux produits transportés, soit en leur transmettant une fraction de la valeur des moyens de transport, soit en leur ajoutant de la valeur par le travail de transport. Cette dernière addition de valeur se décompose, comme dans toute production capitaliste, en remplacement de salaire et en plus-value » (« Capital », II, 6).

De nos jours, le processus de production apparaît infiniment plus complexe encore qu'il y a un siècle ; et l'immense majorité des salariés participe à la constitution du profit. C'est ce que souligne l'évolution des structures au sein des entreprises et de la société toute entière.

Prenons par exemple le rapport entre les ouvriers de la fabrication et ceux de l'entretien. Jusqu'à une époque récente, l'entretien était considéré comme une forme improductive du travail ; on cherchait à le réduire au minimum ; il entrait dans les frais généraux de l'entreprise. Maintenant (surtout avec l'automatisation), le rôle des ouvriers de l'entretien change de caractère. Leur nombre s'accroît proportionnellement de manière considérable pour atteindre 10 à 30 % de l'ensemble, voire, dans certaines branches comme le pétrole et l'industrie chimique, jusqu'à employer trois ouvriers contre deux

ouvriers de fabrication. Les employeurs commencent à faire entrer certaines catégories de l'entretien dans les coûts productifs directs²⁸. Un phénomène identique se produit au niveau même des fonctions de production et de répartition, considérablement développées. En 1956, 327.000 entreprises françaises sur 874.000 avaient pour activité unique ou essentielle la réparation. A la manufacture de glaces de Saint-Gobain, quinze techniciens contrôlent à eux seuls la fabrication des glaces et parebrises qui se fait automatiquement, tout au long d'un tunnel de trois cents mètres. Il est évident que le travail de ces quinze techniciens-contrôleurs constitue seulement un moment de la production du profit. Les multiples opérations qui constituent le processus de production participent toutes à la constitution du profit, qu'elles se fassent dans le bureau d'études ou dans l'atelier.

Le processus de production finit par supposer toute une infrastructure de la société : communications, transports, enseignement, etc... Que ces branches aient ou non leur autonomie financière, leur rôle est essentiellement de même nature, non seulement dans le processus de production mais aussi dans la formation du profit.

Celui-ci se détermine donc selon un mécanisme complexe. Le canut de 1831 pouvait mesurer l'exploitation dont il était personnellement victime. L'ouvrier peintre le peut encore. L'ouvrier d'entretien, le technicien, le postier ne le peuvent plus guère ; l'instituteur moins encore. Cela entraîne de profondes différences dans le comportement social.

Mais en dépit de ces différences, tous les travailleurs salariés qui vendent leur force de travail, manuelle ou intellectuelle, et contribuent à produire du profit, constituent une force essentiellement solidaire²⁹.

La lutte de classe à l'échelle du pays.

Quel que soit l'angle sous lequel on envisage l'évolution économique et sociale, il fait ressortir l'interdépendance croissante des intérêts et des problèmes, l'interconnexion croissante de l'économique et du politique, l'intégration croissante de l'État et du capital financier. Les conséquences en sont considérables. La lutte de classes tend à sortir du cadre de l'entreprise pour embrasser la branche industrielle (l'institution des contrats collectifs en 1936 a renforcé cette tendance, mais, d'abord, l'a exprimée). Elle tend à se heurter de plus en plus à l'État. Non seulement par suite du grand nombre des branches où celui-ci se trouve être désormais le patron ; mais aussi parce que nombre de problèmes ne peuvent être réglés qu'au niveau gouvernemental (S.M.I.G., zones de salaires, allocations, sécurité sociale, retraites, etc...), et qu'en fait la solution de presque tous les problèmes sociaux implique la solution de problèmes politiques.

Même une grève spontanée comme celle de 1953, partie de revendications élémentaires, devait presque aussitôt affronter des problèmes politiques, et les manifestations de grévistes réclamaient la démission du gouvernement. Devant l'ampleur et la complexité de ces questions, les travailleurs se trouvaient alors désarmés. Mais ils se révéleront un jour mieux organisés, plus unis et mieux armés pour les luttes nouvelles.

CHAPITRE VIII

LES CLASSES SOCIALES EN FRANCE ET LE SOCIALISME

*« Agissons pour détourner les paysans
de ceux qui les excitent contre
les ouvriers, contre les fonctionnaires,
contre le socialisme qui est
leur seul espoir. Montrons-leur que
seule une planification peut sauver
l'ensemble du peuple et qu'ils doivent
aider de tous leurs moyens le
mouvement ouvrier qui porte l'essentiel
des intérêts nationaux et
qui seul a la force, s'il s'unit, d'imposer
les solutions de salut public. »*

Mouvement de Libération du Peuple
(« Pour un Renouveau du Socialisme »)

La classe ouvrière, élément avancé des luttes socialistes.

Pour indiquer la solidarité des travailleurs, nous employons souvent les termes de « peuple » et de « populaire ». Nous entendons par là, selon la définition de Robespierre, citée par Jaurès, l'ensemble de ceux qui n'ont pas d'intérêt particulier fondamentalement contraire à l'intérêt général, autrement dit l'immense majorité de la population qui ne tire pas sa subsistance de l'exploitation des autres hommes. Mais il s'agit là d'une réalité sociale hétérogène. Nous ne pouvons employer ces vocables sans danger que si nous n'oublions à aucun moment que le peuple est constitué de différentes composantes et que ces composantes ne réagissent pas de même manière devant l'événement social.

Au sein du peuple, au sein des classes salariées, la classe ouvrière proprement dite est celle qui a le plus directement conscience de la réalité des rapports sociaux et de l'exploitation capitaliste, parce qu'elle se trouve placée dans la phase décisive de la production, au stade où se réalise concrètement la plus-value. Le plus souvent concentrée, elle représente la force de choc déterminante dans l'ensemble des salariés. Ainsi, malgré les transformations de sa structure sociologique, elle demeure la fraction la plus décidée de la population travailleuse.

C'est pourquoi un mouvement socialiste révolutionnaire s'adresse d'abord à la classe ouvrière et fait appel à elle pour constituer ses cadres.

Les dirigeants du P.C.F. affectent de croire que la classe ouvrière s'identifie absolument au parti communiste. Or, ce mythe ne résiste pas à l'analyse de l'évolution dans les pays avancés : le P.C. anglais s'est réduit à une secte minuscule ; le puissant parti allemand ne

représente plus de nos jours que 2 % du corps électoral ; dans tous les autres pays industriels, les partis communistes ont cessé de jouer un rôle important. Les seules exceptions sont l'Italie — où le parti communiste et le parti socialiste de Nenni se partagent les suffrages de la classe ouvrière — et la France où, en l'absence d'un parti socialiste authentique, la majorité de la classe ouvrière suit encore le P.C.F.

L'influence du P.C.F. est donc tout à fait circonstancielle : le stalinisme est bien loin d'exprimer les intérêts et la volonté de la classe ouvrière. Les luttes de Berlin et de Poznan, mieux encore, l'insurrection hongroise (plus de 90 % d'ouvriers parmi les insurgés blessés à Budapest) montrent au contraire que la classe ouvrière souffre considérablement du stalinisme et qu'elle est au premier rang de ceux qui se soulèvent contre lui. En France même, on constate dès maintenant les signes annonciateurs d'une prise de conscience ouvrière à l'égard du stalinisme. Si le parti communiste ne change pas profondément de nature, il continuera de perdre son influence dans les entreprises, comme tous les autres partis communistes d'Europe.

Cependant, si la classe ouvrière constitue, par sa formation, ses conditions de travail et de rémunération, ainsi que par sa concentration dans les agglomérations urbaines, l'élément avancé des luttes socialistes, elle ne saurait à elle seule modifier d'une manière décisive le rapport des forces. Quelles sont, aujourd'hui, en France, les catégories sociales qui peuvent jouer ce rôle d'« allié naturel » de la classe ouvrière qu'ont joué par exemple en Russie les masses paysannes ?

Nous trouvons d'abord les travailleurs salariés dont nous avons déjà parlé et qui, sans appartenir à la classe ouvrière elle-même, sont soumis aux mêmes conditions d'exploitation : employés, fonctionnaires, techniciens, etc... Il s'agit là d'une catégorie sociale dont les intérêts économiques sont fondamentalement les mêmes que ceux de la classe ouvrière. Cependant, cette solidarité objective d'intérêts se trouve souvent masquée par un certain nombre de facteurs à la fois économiques (divergences et parfois contradictions des revendications catégorielles) et idéologiques (formation « petite bourgeoise » d'un grand nombre de ces salariés). La conscience que ces couches sociales prennent de leur appartenance de fait au prolétariat est donc largement fonction de la situation économique et de l'ampleur du mouvement revendicatif. La réalisation d'un mouvement uni de la classe ouvrière tend à les attirer ; l'émiettement de ce mouvement en syndicats de catégories et son impuissance politique tendent au contraire à les démobiliser.

L'ensemble des travailleurs salariés : les classes moyennes des villes.

Le même problème se pose, de façon plus nette encore, en ce qui concerne les classes moyennes des villes : professions libérales, artisans et petits commerçants. Ceux-ci sont liés au système capitaliste par leur position de vendeurs, mais leurs adversaires sont en fait les mêmes que ceux des salariés ; ils sont écrasés par les banques ; les paysans sont exploités par les trusts de l'engrais, de la laiterie, de la minoterie, etc. ; les artisans sont le plus souvent transformés en « façonniers » employés par les grands trusts ; les petits commerçants vivent difficilement comme distributeurs, tandis que les gros intermédiaires raflent l'essentiel des marges des distributions. Pour tous s'impose une réorganisation économique qui ne deviendra possible que lorsque le crédit sera réellement contrôlé par la collectivité.

Cependant, cette nécessité est loin de leur paraître évidente. L'organisation professionnelle patronale les persuade d'une solidarité fallacieuse avec le grand capital. Loin de rechercher l'alliance du prolétariat, elles ont souvent tendance à la craindre. Leur

orientation dépend en fin de compte, là aussi, des perspectives que les militants socialistes sauront leur proposer.

Quant aux intellectuels, ils ne constituent pas une classe particulière. Le plus grand nombre appartient à la masse des salariés. Ceux qui appartiennent aux professions libérales sont partagés comme les autres catégories des classes moyennes. Bien entendu, surtout parmi les étudiants et les jeunes, certains de ces intellectuels que leur profession engage aux côtés de la bourgeoisie peuvent prendre parti pour le socialisme, par raison ou par sentiment. Mais cette attitude elle-même ne leur est pas propre et s'applique à toutes les couches sociales.

Structure de la paysannerie.

La « classe paysanne » constitue elle aussi un ensemble hétérogène. Les ouvriers agricoles (qui sont 1.200.000) font évidemment partie de la classe ouvrière. Ils sont exploités plus impitoyablement — parce que moins bien organisés sur le plan syndical — que les ouvriers de l'industrie³⁰.

Mais les travailleurs salariés n'ont pas le droit d'oublier les paysans exploitants, qu'ils ont trop souvent tendance à confondre dans une même réprobation parce qu'ils payent relativement peu d'impôts et que les denrées agricoles sont chères à la consommation. Quelle que soit l'utilisation qu'on en ait pu faire, les mouvements paysans qui se succèdent depuis 1953 montrent qu'il existe là un problème dramatique.

Le quart de la population française vit de la terre. Or, son revenu total ne représente que 14 % de l'ensemble des revenus. En pouvoir d'achat, il a baissé de 8 % par rapport à l'avant-guerre. Malgré de rudes privations, les petites entreprises familiales n'ont souvent d'autre issue que l'exode. Le nombre des exploitations avait déjà diminué des deux tiers en 70 ans et 760.000 personnes ont encore quitté l'agriculture entre 1946 et 1954. Dans la majorité des cas, sans formation professionnelle, sans économies, et bien souvent grevés de dettes, ces travailleurs ne se résignent à l'abandon qu'à la dernière extrémité.

L'étude des rapports de classe à la campagne éclaire cette situation. L'analyse n'en est pas facile : les conditions varient à l'infini selon les régions, les rapports de propriété, la fertilité du sol, le mode de culture (monoculture, polyculture, etc...) ou la proximité des débouchés que constituent les grands centres urbains. Néanmoins, certaines constantes frappantes peuvent être dégagées.

Si l'on considère la dimension des exploitations, on constate que plus du tiers (35,5 %) n'atteignent pas cinq hectares, que le plus grand nombre (55,8 %) occupent moins de dix hectares et les quatre cinquièmes (79,3 %) moins de vingt hectares. Un cinquième des exploitants disposent de la plus grande partie des terres — pas loin des deux tiers. Seulement 4,2 % des exploitations sont supérieures à 50 hectares. Une infime minorité de très grosses exploitations atteignent ou dépassent cent hectares.

Plus des quatre cinquièmes des exploitants n'emploient aucune main-d'œuvre extérieure permanente. La moyenne des ouvriers agricoles employés est de 26 pour 100 exploitations ; mais les régions de petite propriété et de polyculture en emploient fort peu (de 6 à 12 pour cent exploitations dans les Hautes-Pyrénées, l'Ariège ou les départements bretons) tandis que la proportion atteint de 119 à 179 dans les départements de grande propriété du Bassin Parisien.

Même si leurs indications sont sujettes à caution, les statistiques du revenu paysan sont également significatives : sur 2.300.000 exploitants, un million ont un revenu inférieur à 300.000 francs, 900.000 un revenu variant entre 300.000 et 750.000 francs ; 18 %

seulement ont un revenu supérieur. Pour la grande majorité des exploitations — mal outillées et mal agencées — après déduction des charges et des amortissements, le revenu horaire du travail oscille entre 40 et 80 francs, voire entre 30 et 35 francs dans les régions pauvres de Bretagne et du Massif Central³¹.

Les rapports de classe à la campagne.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes. L'économie agricole française est retardataire et, dans sa structure actuelle, incapable d'assurer un niveau de vie décent aux masses rurales. Les quatre cinquièmes des paysans, au moins, vivent pauvrement sur leurs terres, sans main-d'œuvre extérieure à la famille, dans des conditions équivalentes — et souvent inférieures — à celles des couches les plus défavorisées des salariés. Une petite minorité (moins de 1 %) est hautement privilégiée. Le reste constitue la couche des paysans aisés ou riches qui emploient une main-d'œuvre peu nombreuse et que leurs intérêts rapprochent tantôt de la première catégorie, tantôt de la seconde.

Ces diverses catégories subissent de manière différente le mécanisme de la société capitaliste : les prix élevés des trusts industriels (engrais, machines agricoles...) ; les bénéfices énormes prélevés par les gros intermédiaires (chevillards, ramasseurs, trusts du lait ou de la minoterie...) ³² la domination des banques (le Crédit Agricole ne prête qu'aux riches qui lui garantissent une rentabilité suffisante) ; sans parler de l'exploitation des métayers et fermiers par les propriétaires fonciers.

L'intervention de l'État, médiocre dans sa masse (2 % du budget) s'effectue, comme celle des banques, au service des privilégiés. C'est ainsi qu'en 1956 27 milliards de subventions sont allés aux exportateurs de blé (soit 2.000 francs de perte par quintal), 9 milliards aux autres exportateurs, 11 milliards aux betteraviers (l'alcool de betterave étant payé trois fois sa valeur commerciale). La structure de l'économie rurale est telle que les subventions consacrées à l'amélioration des moyens de culture ont essentiellement servi les gros exploitants, qu'il s'agisse des 12 milliards de détaxe sur les engrais (les 12 départements de grande culture utilisent 42 % des engrais), des 16 milliards de ristourne sur l'achat des machines agricoles ou des 15 milliards de détaxe pour assurer le carburant agricole à prix réduit.

Les rapports de classe, à la campagne, apparaissent ainsi nettement : d'un côté une petite minorité de privilégiés qui utilisent à leur profit les crédits de l'État et qui sont des adversaires irréductibles. De l'autre, les quatre cinquièmes de la paysannerie qui, par leur niveau de vie et leurs conditions de travail, sont les alliés naturels des classes populaires des villes. Au milieu, des couches incertaines aux intérêts contradictoires, dont la majorité se sentent plus près de la bourgeoisie, mais dont une partie peut sans doute être gagnée à la cause des travailleurs.

Là encore, il s'agit, pour les socialistes conséquents, de faire apparaître la réalité de la lutte des classes, camouflée par les pseudo-partis paysans contrôlés par les gros propriétaires fonciers et les trusts. Ils doivent souligner les contradictions d'intérêts entre les gros agrariens et les paysans travailleurs en faisant apparaître la solidarité de ceux-ci avec la classe ouvrière et les autres classes populaires.

SECONDE PARTIE

LA REVOLUTION SOCIALISTE DANS LES PAYS
INDUSTRIELS

CHAPITRE IX

REPENSER LES PERSPECTIVES SOCIALISTES

*« Nous avons passé trop de temps
en prière devant les autels décorés
d'insignes socialistes et trop peu
de temps à étudier les ouvrages
de science sociale et politique. Du
reste, parmi ces ouvrages prétendument
socialistes, il y a beaucoup
de livres de prière. »*

Éditorial du *Trybuna Ludu*,
organe du parti ouvrier polonais,
le 3 juin 1956

Malthusienne, dénuée d'esprit d'entreprise, sans aucun goût du risque, avide de gros profits mais incapable même de les fonder sur le développement de la production, la grande bourgeoisie française a fait son temps comme classe dirigeante. Engagée dans l'impasse coloniale, nécessairement battue à plus ou moins brève échéance en Afrique, elle peut être vaincue en France si le mouvement ouvrier retrouve sa confiance en lui-même, sa combattivité, son unité d'action. Il doit pour cela établir des perspectives satisfaisantes pour la majorité de la nation. Non pas seulement des perspectives à courte échéance, comme celle d'un programme électoral, ni les perspectives lointaines d'une société socialiste idéale rejetée dans un futur indéterminé et quasi-mythique. Ce qu'il faut tracer, c'est la route vers le socialisme considéré concrètement comme une issue aux problèmes de l'heure.

Perspectives social-démocrates.

Le drame du socialisme français est en effet une absence de perspective. Pour les théoriciens S.F.I.O., le socialisme est devenu un rêve aux contours indéfinis qui les repose de la politique anti-ouvrière et colonialiste exercée par eux au nom du réalisme. Tout au plus offre-t-il la perspective d'un réformisme à la manière suédoise, c'est-à-dire de coopératives dans le cadre d'un capitalisme qui se survit. Mais c'est là une fausse perspective. Le haut niveau de vie suédois tient aux conditions particulières d'un pays qui a réussi à se maintenir hors de tout conflit international depuis cent cinquante ans et qui depuis un demi-siècle s'est développé dans le cadre d'un capitalisme à la fois limité par les conquêtes sociales et servi par elles, parce qu'elles ont considérablement élargi son marché intérieur. La Suède elle-même ne pourra faire un nouveau pas en avant qu'en quittant ses œillères nationales et capitalistes et en étendant son horizon au plan international. De toutes façons, il ne peut exister de voie suédoise pour notre pays engagé en plein cœur du tourbillon international. Pour cela, il faudrait à tout le moins un siècle de paix et le renoncement au système colonial, alors que la S.F.I.O. a contribué à plonger plus avant la nation dans une guerre sans issue en Algérie pour la défense dudit système.

Perspectives staliniennes.

De leur côté, les dirigeants du Parti communiste français nous proposent l'exemple de Moscou, et nous font admirer le développement économique de l'U.R.S.S. Celui-ci est en effet remarquable, et, en dépit des méthodes très coûteuses de planification, il démontre la supériorité d'une structure planifiée. Toutefois, nous savons que le régime dont ils se réclament est celui en usage à Prague ou à Budapest, avec sa subordination à Moscou, sa bureaucratie dominante, son économie planifiée par en haut, son rythme d'industrialisation forcené, ses normes de travail imposées, sa collectivisation forcée, sa presse domestiquée, son parti unique et sa police politique. Cette perspective n'est pas faite pour soulever l'enthousiasme.

Du reste, en Hongrie, en Pologne ou en Tchécoslovaquie, la transformation de la structure économique et sociale ne s'est pas produite à la suite d'un mouvement autonome des peuples. Elle s'est effectuée sous la pression militaire soviétique. Par la suite, de nombreux communistes ont, au péril de leur vie, essayé de résister au stalinisme. Comment un peuple économiquement avancé engagerait-il spontanément le combat pour se passer à lui-même les menottes que ceux qui les ont s'efforcent aujourd'hui désespérément d'enlever ?

Alors même qu'ils sont d'accord pour l'unité d'action avec les communistes sur un objectif partiel, alors même qu'ils comprennent la nécessité d'une telle communauté d'action, les militants des autres partis de gauche sont réticents ; est-ce que les staliniens n'entendent pas utiliser cette alliance momentanée comme une rampe de lancement pour préparer une dictature de leur appareil ? Dans les usines mêmes, de nombreux travailleurs, proches pourtant du parti communiste, se sont demandés, après les événements de Hongrie : « Si les copains du Parti étaient parvenus au pouvoir, n'aurions-nous pas connu en France un régime Rakosi-Thorez ? »

Il existe une perspective socialiste.

Bref, il ne semble pas y avoir, au premier abord, d'autres perspectives socialistes que le réformisme sans réformes des socialistes S.F.I.O. et le socialisme bureaucratique des staliniens. Il ne paraît y avoir aucune place possible pour un socialisme au service du peuple et sous son contrôle permanent. De là proviennent pour une bonne part la désorientation et le découragement des travailleurs hostiles au « molletisme » et au stalinisme — et que beaucoup traduisent par la phrase : « Malgré tout, il n'y pas de place en dehors de la S.F.I.O. et du P.C. ».

Or, c'est le contraire qui est vrai. En dépit de leur puissance actuelle, ces deux partis s'appuient sur des forces qui appartiennent déjà virtuellement au passé. L'un représente la fidélité à un capitalisme décadent et sans issue. L'autre, la fidélité aux formes barbares, non démocratiques, non populaires, non socialistes, que la révolution anti-capitaliste a revêtues dans les pays sous-développés. Ni l'un ni l'autre ne représentent le socialisme. Le socialisme commence seulement à relever la tête en U.R.S.S. avec un accroissement important des forces de production. Il fait ses premiers pas en Yougoslavie, en Pologne et en Hongrie. Mais staliniens et sociaux-démocrates ne savent pas reconnaître ces manifestations. Les premiers croient y voir la contre-révolution. Les seconds escomptent que les démocraties populaires rallieront le « monde libre » sous l'égide du capitalisme américain.

En Occident aussi, les forces socialistes avancent. Mais par d'autres voies que celle du stalinisme et dans le cadre d'une réalité sociale toute différente de celle des pays sous-développés.

Quelle est cette réalité nouvelle du socialisme ? Quelle forme revêtira-t-il à l'ère de l'automatisation et de l'énergie nucléaire ? Par quelle voie se frayera-t-il son chemin ? Il est nécessaire aujourd'hui de réexaminer ces problèmes.

Qu'on ne se méprenne pas sur nos intentions. Nous ne nous bornons pas à exposer des préférences. Nous n'entendons nullement « imaginer » un type de société conforme à nos aspirations et opposer cette utopie à la dure réalité. C'est au contraire cette réalité que nous voulons analyser. Il ne s'agit pas pour nous de construire un « plan de société » comme les socialistes utopiques du siècle passé, ni de proposer un plan de réformes selon nos goûts. Il s'agit de comprendre quelles transformations sont rendues nécessaires par l'évolution actuelle et sont réellement possibles dans notre société. C'est un effort de longue haleine qu'il faut entreprendre en s'aidant des travaux antérieurs des penseurs socialistes, mais surtout en utilisant, non seulement les expériences du passé, mais toutes les données économiques et sociales du temps présent.

Après le long hibernage de la pensée socialiste, un tel réarmement théorique est indispensable. Il commence à peine à s'ébaucher. Ce n'est pas un hasard si l'apport le plus riche est fourni par les Yougoslaves, qui se trouvent aux prises avec une expérience difficile. Les Polonais, de leur côté, ont été amenés à amorcer la recherche théorique, mais le chaperonage « soviétique » est venu presque aussitôt l'étouffer. Les socialistes italiens et la gauche travailliste s'efforcent également de repenser les problèmes du socialisme, chacun avec sa méthode propre, les Anglais restant pour leur part fidèles à leur traditionnel empirisme. En France, la nécessité d'un renouveau théorique est sentie également par la gauche socialiste, l'opposition communiste et toutes les formations de la gauche nouvelle.

Bien entendu, une nouvelle plate-forme du socialisme français ne peut pas être l'œuvre de quelques individus. Elle sera nécessairement le fruit d'un travail collectif et d'expression des vœux des militants. Elle se précisera au fur et à mesure du redressement ouvrier et sera sans cesse corrigée au cours des expériences réelles.

C'est dire que dans les pages qui suivent nous n'entendons pas proposer des solutions définitives, ni définir la doctrine du socialisme. Notre seule ambition est d'ébaucher les grandes lignes d'une plate-forme, afin que puisse s'engager la discussion. Nous sommes conscients, en le faisant, d'exprimer autre chose que des idées personnelles.

CHAPITRE X

REVOLUTION DANS LES PAYS SOUS-DÉVELOPPÉS ET RÉVOLUTION SOCIALISTE DANS LES PAYS INDUSTRIELS

« Le droit ne peut jamais être plus élevé que l'état économique et que le degré de civilisation sociale qui y correspond. »

Karl MARX

Qu'est-ce que la Révolution ?

Le passage du capitalisme au socialisme implique une révolution sociale, un saut qualitatif, de l'appropriation privée des moyens de production à leur appropriation collective. Les socialistes ne peuvent se borner à gérer la société capitaliste même en y introduisant des réformes favorables aux masses populaires. Ils doivent s'attaquer aux bases économiques de cette société et, par-là, aux rapports existant entre le producteur et le produit social, à l'appareil juridique qui le consacre, au système politique qui le garantit. Cette révolution sociale, Karl Marx la définissait, dans sa « Critique de l'Économie politique » comme « la transformation lente ou brusque qui, pour le vaste ensemble des superstructures politiques et juridiques de la société, résulte du changement des assises économiques de celle-ci ».

La transformation des superstructures politiques dépend du changement des assises économiques. Par-là, elle se déroule selon certaines constantes communes aux divers pays. Mais cela ne signifie évidemment pas que la société issue de cette révolution doive être identique dans tous les pays. Le caractère concret des sociétés en question, bien plus encore que par le sens de l'évolution économique, est déterminée par la situation de départ et le contexte historique. C'est ce qui explique que la société qui sortira de la révolution socialiste dans les pays avancés sera différente des sociétés « soviétiques » actuelles, par sa nature, ses implications et son devenir.

De l'analyse comparative entre les pays sous-développés et les pays industriels, il nous apparaît qu'on peut tirer quatre thèses importantes pour le socialisme occidental, concernant la nature de la révolution, le niveau de vie, le rôle de la bureaucratie et les possibilités d'une évolution démocratique.

Première thèse : la révolution ne sera pas une explosion mais un dépassement.

Schématiquement, dans les pays sous-développés, la révolution se produit en raison de l'insupportable contradiction entre la structure archaïque de la société et le haut développement de l'économie dans les pays avancés auxquels cette société est liée par

des liens de dépendance et de vassalisation. Cette contradiction agit à la manière d'une charge de dynamite, qui fait exploser les contradictions séculaires jusqu'alors colmatées. Au contraire, dans les pays avancés, la révolution mûrit par suite de la contradiction qui s'accroît entre le développement technique et économique de la société et la structure capitaliste qui paralyse ce développement à un moment donné.

Dans les pays économiquement arriérés, c'est l'explosion révolutionnaire qui permet d'aborder les tâches accomplies ailleurs par le capitalisme. Certaines de ces tâches amorcent une évolution qui se poursuit dans les pays avancés, comme la dissolution de la famille patriarcale, la libération économique de la femme, la vulgarisation de l'enseignement. D'autres vont à rebours de l'évolution actuelle des pays avancés, comme la dissociation de la grande propriété (féodale) et amènent ensuite un mouvement en sens inverse (collectivisation). Dans les pays économiquement avancés, la révolution constituera au contraire, d'emblée, un dépassement de la société capitaliste. Elle permettra à la société de maîtriser des forces productives arrivées déjà à un haut degré de puissance afin d'éviter les catastrophes engendrées par leur développement anarchique. Elle rendra possible l'utilisation de ces forces productives et des forces actuellement potentielles pour élever le niveau de vie de l'ensemble des travailleurs.

Deuxième thèse : le niveau de vie commencera à s'élever dès le départ.

Dans les pays sous-développés, une fois brisée la structure politique et sociale du passé, il faut commencer par créer les bases économiques d'un développement social ultérieur. Il faut constituer une « accumulation primitive ». Même après la nationalisation des richesses accumulées par les privilégiés (grands domaines féodaux, etc...), cette accumulation primitive exigera des sacrifices considérables de la part des paysans et même des ouvriers. Quelle que soit l'évolution politique, le niveau restera nécessairement bas pendant de longues années. Parallèlement, les libertés politiques demeureront nécessairement en deçà de ce que les socialistes sont en droit d'escompter pour des pays industrialisés. Ce sont les conditions qui ont permis l'instauration de la dictature stalinienne. Elles ne la justifient pas (en U.R.S.S. même, cette dictature n'a pu se frayer la route qu'en brisant dans le sang la résistance ouvrière), mais elles expliquent comment, dans le cadre d'une dictature, les couches dirigeantes, maîtresses de l'appareil de production, peuvent considérer le développement industriel comme un but en soi au détriment du niveau de vie des masses, pendant une ou plusieurs générations.

Dans les pays économiquement avancés, l'accumulation primitive est déjà constituée. Il s'agit, certes, de poursuivre l'effort d'accumulation, d'amplifier l'effort d'équipement jusqu'alors freiné par la structure capitaliste. Mais il n'est pas nécessaire pour cela de sacrifier le niveau de vie des travailleurs. Le développement des forces productives apparaît au contraire comme un moyen de l'élever sans plus attendre dans tous les domaines : salaire réel, loisirs, culture, urbanisme, libertés concrètes.

La France se trouve à mi-chemin entre les pays industriels les plus avancés et les pays sous-développés. Elle présente des caractéristiques de pays économiquement avancé pour certaines régions et certains secteurs de son industrie, des caractéristiques de pays arriéré pour d'autres régions et d'autres secteurs³³. Il en résulte qu'une des premières tâches de toute planification devra consister à réduire la marge de distorsion entre les secteurs économiques. Dans les secteurs où le capitalisme parasitaire n'a préservé ses profits qu'en négligeant l'infrastructure de base et la modernisation de l'équipement, il sera nécessaire de rattraper le temps perdu et d'investir massivement ; faute de quoi, l'inégalité du développement s'aggraverait aux dépens des travailleurs engagés dans les

industries les plus arriérées — quel que soit par ailleurs leur mode de gestion et la nature juridique de leur propriété.

D'autres facteurs viendront freiner l'élévation du niveau de vie : non seulement les inévitables difficultés d'adaptation, mais aussi la contribution inévitable à l'industrialisation des pays sous-développés.

C'est pourquoi le relèvement général du niveau de vie ne s'effectuera pas sans sérieux à-coups au début. Mais la société pourra, en revanche, se débarrasser des faux-frais de la gestion capitaliste : parasitisme du grand capital, profits des spéculateurs, frais correspondant à la publicité et aux manœuvres de concurrence, budget imparti à la propagande et à la lutte sociale, hypertrophie des dépenses de guerre et de police, subventions anti-économiques, désordre d'une exploitation irrationnelle de l'appareil de production, etc...

D'autre part, l'existence des secteurs déjà modernisés facilitera l'effort d'équipement dans les secteurs retardataires. En France, comme dans les autres pays industriels, il sera possible de maintenir le niveau de vie et de l'élever progressivement grâce à une meilleure répartition du revenu national.

Troisième thèse : la société socialiste sera relativement bien armée contre la domination d'une bureaucratie.

La lutte contre le bureaucratisme a été une préoccupation essentielle des théoriciens socialistes. C'est la préoccupation de Marx, analysant l'expérience de la Commune de Paris. C'est la préoccupation de Jaurès, dans « L'Armée Nouvelle ». C'est celle de Lénine étudiant, dans « L'État et la Révolution », en 1917, la structure de la future société socialiste. Sans parler de Trotsky, qui a consacré toute la dernière partie de sa vie à étudier et à combattre le phénomène bureaucratique.

Pour tous les penseurs socialistes, l'exercice direct du pouvoir politique et économique par les masses populaires devait permettre, par exemple, l'élimination de la police d'État par la milice populaire, celle de l'armée de métier par l'armée nouvelle du « peuple armé », enfin celle des fonctionnaires d'autorité par des responsables élus et révocables : juges, administrateurs, contrôleurs, etc...

En fait, à l'exception de la brève expérience de la Commune de Paris, toutes les sociétés qui ont succédé au capitalisme ont connu une hypertrophie de l'appareil bureaucratique. Mais c'est que toutes se sont formées dans des pays sous-développés ou — pour quelques-uns, comme la Tchécoslovaquie — dans des pays intégrés économiquement et politiquement au bloc des premiers. Or, la pénurie entraîne l'hypertrophie du système de contrôle, de distribution et de police. Le bas niveau de culture des masses populaires rend les « administrateurs » pratiquement irremplaçables et leur permet de constituer rapidement une caste privilégiée. Enfin, la nécessité de l'accumulation primitive amène une résistance des ouvriers et paysans qui doivent en faire les frais : elle pousse ainsi les « administrateurs » à l'imposer ; elle favorise en dernier ressort leur dictature, qui s'exerce aux dépens des producteurs et des consommateurs.

La situation des pays avancés est à cet égard entièrement différente. Certes, la multiplication des tâches imparties à l'État entraîne toujours un accroissement du corps des fonctionnaires. Mais ce corps est composé en réalité d'éléments dissemblables, dont l'extension revêt une signification différente et contradictoire. L'étatisation de l'enseignement, par exemple, est un progrès vers sa socialisation, et l'accroissement du nombre des enseignants correspond au développement de l'instruction. La socialisation

de la médecine et le renforcement du corps médical signifient un progrès pour la santé publique. Le développement de ces services n'a rien de commun avec celui d'une bureaucratie.

L'exemple mérite qu'on s'y arrête. Si l'on considère la Sécurité Sociale, on doit d'abord reconnaître qu'elle représente un immense progrès : le droit reconnu à tous les travailleurs de compter sur la société pour assurer leur santé et la subsistance de ceux qui ne peuvent plus travailler. Le nombre des employés d'État, ou assimilés, s'accroît ainsi sans constituer en principe un danger de domination économique. La paperasserie et les tracasseries qui frappent de nos jours les usagers tiennent moins à l'institution elle-même qu'à ses limitations par un État qui veut en réduire le plus possible l'application. L'application radicale du principe de la Sécurité Sociale, en mettant fin à ces restrictions, permettrait sans doute de supprimer complètement le caractère parasitaire et « bureaucratique » de ce service.

L'importance croissante des hauts techniciens dans la société mécanicienne pose des problèmes plus graves. Si, en U.R.S.S. et dans les démocraties populaires, la domination bureaucratique ne représente pas du tout le pouvoir des techniciens, les privilèges dont ils bénéficient les apparentent en fait à la bureaucratie dirigeante de l'État. Même un régime socialiste devra sans doute reconnaître certains privilèges à ceux dont le savoir lui est indispensable — du moins, jusqu'à ce que le niveau de culture de toute la population ait réalisé un progrès considérable. Cette situation fera peser pendant longtemps le danger d'une « technocratie », les hauts techniciens tendant à considérer la gestion de l'appareil économique comme leur affaire propre.

Mais cette menace ne sera réelle que si les producteurs lâchent les leviers du pouvoir politique et économique. La bureaucratie dangereuse est celle de la police, de l'armée, celle des hauts fonctionnaires politiques, celle des dirigeants des trusts d'État et de l'appareil économique supérieur. Or, c'est précisément en ce domaine que peut s'affirmer l'avantage des pays avancés, qui disposent d'un appareil économique relativement puissant et d'un niveau technique et culturel supérieur : il est techniquement possible aux classes populaires de ces pays de trouver des responsables élus à ces postes décisifs et de les remplacer en cas de besoin.

On voit donc que, dès le début de la période révolutionnaire, l'État doit commencer à changer de nature, cessant d'être une machine indépendante de la population et s'engageant dans la voie de sa « socialisation ». Le socialisme ne s'identifie pas à l'étatisme. Le socialisme ne signifie pas la centralisation bureaucratique et le pouvoir économique aux mains de l'exécutif. La lutte des Yougoslaves sur ce point est significative : dans le cadre d'une orientation générale de l'économie, ils tendent à déposséder au contraire l'administration centrale au profit de l'administration locale, et l'administration au profit des collectivités directes.

Cette politique répond d'ailleurs également à des objectifs strictement économiques. Il est intéressant de souligner à cet égard la lourdeur du système de gestion des entreprises soviétiques, pour lesquelles aucune statistique officielle ne fournit l'indication des prix de revient. Aux frais, d'exploitation proprement dits, il conviendrait en effet d'ajouter tout le poids financier des services administratifs du plan et des fonctionnaires de contrôle, hypertrophiés par le caractère centralisateur de la planification. Les dirigeants soviétiques eux-mêmes s'aperçoivent que ce mode d'exploitation n'est pas rentable, en particulier qu'il rend impossible toute compétition sérieuse avec la production capitaliste sur le marché mondial, et ils s'efforcent maintenant de décentraliser leur appareil de gestion et de production.

Quatrième thèse : notre socialisme sera un socialisme démocratique.

Dans les pays économiquement arriérés, le développement industriel rapide constituait un préalable nécessaire au développement social ultérieur. C'est pourquoi on a souvent identifié cette industrialisation avec le socialisme, alors qu'elle représentait seulement l'adaptation accélérée aux techniques de production du capitalisme. En réalité, ces rythmes accélérés détérioraient les conditions de vie des producteurs, et c'est pourquoi ils ne pouvaient être imposés sans la poigne brutale d'une dictature. Le pouvoir bureaucratique, qui confondait la construction des barrages avec la construction du socialisme était donc conduit — sous prétexte des intérêts supérieurs du socialisme — à étouffer, puis à supprimer l'expression de la volonté populaire. Faute de faire ce que voulaient les masses populaires, il devait obliger les masses à vouloir ce qu'il faisait. Ce qui exigeait le monopole de la propagande et de la pensée. Par quoi, du même coup, se trouvait stérilisée la pensée et rendus impossibles tous rapports socialistes.

Dans les pays avancés, les nécessités d'investissement à long terme ne sont pas telles qu'elles rendent impossible la satisfaction des besoins immédiats des producteurs. Au contraire, à un certain degré de développement industriel, la participation consciente et volontaire de tous les producteurs est indispensable à l'essor de la productivité. Même les capitalistes éprouvent le besoin de faire semblant d'« intéresser » les ouvriers à la production.

Les socialistes doivent donc chercher les formes qui permettent le plus largement possible la gestion de l'économie par les producteurs et son contrôle, au niveau supérieur, par la masse des citoyens, en tant que producteurs et en tant que consommateurs. Naturellement, cette démocratie économique suppose la démocratie politique — c'est-à-dire la libre circulation des idées, le droit de se réunir et de concerter librement son action, la possibilité de choisir réellement ses représentants à tous les échelons et, pour ces représentants élus, le pouvoir de décider librement de toute l'orientation politique.

Des restrictions à ce libre exercice de la démocratie peuvent être rendues nécessaires par des situations de crise, mais elles doivent alors être précisément décidées par les organismes populaires et limitées dans leur ampleur et leur durée.

Le socialisme doit être l'expression la plus complète et la plus démocratique de l'ensemble des travailleurs. Cela signifie aussi que l'on s'efforce dès maintenant de promouvoir toutes les formes d'expression directe de la volonté des travailleurs. Cela signifie la lutte pour le libre exercice de la démocratie syndicale, la consultation des travailleurs au cours de l'action, la constitution de comités de grève représentant tous les travailleurs. Dans les assemblées représentatives (parlement, municipalité, etc.), les discussions devront se dérouler non sous le couvert de tractations secrètes, mais au grand jour et devant l'ensemble des citoyens. De même, sur le plan électoral, il faut soutenir toutes les dispositions qui renforcent le contrôle de l'électeur sur l'élu, obligent ce dernier à rendre compte périodiquement de la manière dont il a rempli son mandat, et permettent au besoin de le remplacer.

Dans les pays industriels, la société qui succédera au capitalisme devra tendre d'emblée à élever le niveau de vie et de culture, à développer les libertés personnelles et publiques, à rendre effectif le pouvoir du peuple, dont la démocratie bourgeoise ne fait que reconnaître formellement le principe, tandis que la puissance décisive appartient en fait aux classes dirigeantes. Elle doit rendre au socialisme le sens de l'humain qu'il avait à l'origine. Cette nécessité d'un retour aux sources n'est pas le fait du hasard. En effet, les fondateurs du socialisme scientifique raisonnaient sur l'évolution des pays avancés de leur temps. Dans les pays sous-développés où le socialisme a fait ses premiers pas en tant

qu'expérience de pouvoir, les nécessités pratiques de la lutte et le manque de maturité politique des masses ont rendu possible (sans la justifier, car de nombreux militants la condamnaient et ont payé cher leur opposition) la déviation bureaucratique et totalitaire stalinienne. Cependant, au fur et à mesure que la production soviétique se développait et créait de nouveaux besoins, les méthodes de gestion de l'ère stalinienne devenaient incompatibles avec les nouvelles conditions économiques. Les dirigeants eux-mêmes ne peuvent plus ignorer maintenant les revendications fondamentales des travailleurs, qu'il s'agisse de l'élévation du niveau de vie, de l'amélioration des conditions de travail, voire de liberté politique.

Cela ne signifie naturellement pas qu'un certain développement économique suffise à garantir à la société de demain la forme que nous voulons lui donner en tant que socialistes. Elle la rend seulement possible. Pour que cette possibilité devienne une réalité, il faudra une lutte incessante de l'ensemble des travailleurs et de leur avant-garde socialiste.

CHAPITRE XI

LES VOIES D'ACCÈS AU SOCIALISME DANS LES PAYS INDUSTRIELS

« La démocratie est indispensable, non parce qu'elle rend superflue la conquête du pouvoir politique par le prolétariat, mais, au contraire, parce qu'elle rend cette prise de pouvoir aussi nécessaire que seule possible. »

Rosa Luxembourg.
(« Réforme ou Révolution »).

Nous venons de voir que les sociétés qui succéderont au capitalisme dans les pays industriels seront essentiellement différentes des sociétés issues des révolutions anti-capitalistes dans les pays sous-développés. Les mêmes oppositions de situation joueront pour imprimer un caractère différent à la révolution elle-même, c'est-à-dire aux événements politiques qui détermineront le saut qualitatif d'un régime social à l'autre.

Les voies du socialisme sont diverses.

Une des raisons de l'impuissance des mouvements socialistes à notre époque dans les pays industriels, c'est leur constante oscillation entre deux attitudes : l'abandon de toute volonté révolutionnaire au profit d'une adaptation au régime capitaliste et la fidélité scolastique au schéma de la révolution russe de 1917. Or, ces deux attitudes sont également stériles.

Lorsque Lénine étudiait les conditions du développement révolutionnaire dans la Russie tsariste, il se gardait bien de transposer mécaniquement l'expérience de la Commune de Paris, même si Marx la citait en exemple de ce qu'il entendait par « la dictature du prolétariat ». Si Lénine étudiait avec soin cette expérience, c'était surtout pour tirer les leçons de son échec. De la timidité proudhonienne à l'égard de la Banque de France, il tirait — après Marx — la leçon d'une nécessaire rupture avec tous les préjugés légalistes. De la diversité des partis pendant la Commune et de leur impuissance, il déduisait — sans Marx — la nécessité d'un parti très fortement centralisé de révolutionnaires professionnels, sans lequel, en fait, aucune victoire révolutionnaire n'était possible en Russie³⁴.

Enfin, Lénine mettait en avant, comme organisme représentatif des masses populaires, non l'Assemblée communale propre à la France de 1871, mais les Soviets (conseils d'ouvriers, de paysans ou de soldats), tels que la révolution de 1905, puis celle de février 1917, les avait spontanément créés en Russie.

Les révolutionnaires chinois et yougoslaves, placés dans des situations nouvelles, ont su prouver leur propre voie, fort différente de la voie russe.

Dans les pays industriels, la situation est encore plus radicalement différente, et nous disposons d'une expérience beaucoup plus riche. Il nous appartient donc de trouver nos propres voies vers la révolution.

Cette recherche des voies réelles du socialisme dans notre pays et dans l'Europe occidentale, chacun comprend aujourd'hui qu'elle est indispensable. Elle n'a pas grand'chose de commun avec la discussion de certains milieux communistes pour savoir par quels moyens les partis communistes des divers pays peuvent parvenir au pouvoir — moyens qui peuvent aller de la mise en place du pouvoir par une armée étrangère, comme en Roumanie, à la voie « parlementaire », comme en Tchécoslovaquie. C'est une recherche beaucoup plus profonde qui s'impose.

Révolution et violence.

La nature de la révolution dans les pays industriels dépendra des structures économiques, sociales et politiques de ces pays. On a vu que, fondamentalement, elle revêtira le caractère non d'une explosion mais d'un dépassement, au sens hégélien du terme.

Cela ne signifie pas que le passage sera insensible de la société capitaliste à la société socialiste, et que, de réforme en réforme, il sera possible d'atteindre « l'État du Bien-être », le « *Well Fare State* » auquel rêvent les réformistes britanniques. Le cours « naturel » de la société capitaliste mène dans une toute autre direction : celle du totalitarisme et de la guerre. Il n'existe pas de passage graduel entre la structure capitaliste de l'économie — dominé par la recherche du profit maximum — et la structure socialiste. Un saut qualitatif est nécessaire. De même, le passage d'un système politique à l'autre ne peut se faire comme une passation de pouvoir entre deux gouvernements. Il n'est pas de société socialiste possible sans que soient brisées les structures étatiques qui servent d'instruments à la puissance du capitalisme et à l'exploitation des travailleurs. Une révolution est nécessaire. Mais quelle sera sa nature et son caractère ?

Toutes les révolutions anti-capitalistes sont loin d'avoir suivi le même schéma. Celui d'une insurrection prolétarienne ne s'est appliqué qu'à la seule Russie : le prolétariat, faible numériquement mais très concentré, a pu assumer le rôle dirigeant dans le violent mouvement qui soulevait la paysannerie. En Yougoslavie, la guerre civile s'est développée dans le cadre d'une guerre nationale contre l'occupant nazi. En Chine, elle a revêtu le caractère d'une guerre de paysans liée à la guerre anti-impérialiste. Dans l'Europe de l'Est, les nouveaux pouvoirs ont été imposés — à la suite d'un partage des zones d'influence — directement par l'armée russe ou sous sa pression. Si, dans ces derniers pays, le bouleversement des structures a été une des séquelles de la deuxième guerre mondiale, partout ailleurs, la subversion de la vieille société s'est effectuée au cours de violentes explosions révolutionnaires.

Le parti révolutionnaire se révèle la seule force capable de sortir la société du chaos de misère et de sang où elle se trouve engagée : l'expérience en a été faite en Chine, par exemple, tout au long d'un quart de siècle. Mais il ne peut le faire qu'en mettant en avant les forces qui ne sont pas spécifiquement socialistes. Il se heurte non seulement aux forces réactionnaires indigènes mais aussi aux impérialismes étrangers : les Allemands, les Tchèques et l'Entente en Russie, les Japonais et les Américains en Chine, les Allemands en Yougoslavie, les Français au Vietnam. De là, des guerres civiles longues (de trois à vingt-cinq ans) et sanglantes (des millions de morts). Dans les pays sous-développés, l'accouchement de la nouvelle société exige une césarienne.

Dans les pays industriels à un stade antérieur de leur développement, les premières tentatives révolutionnaires participaient du même caractère, par exemple dans la France de 1848 et de 1871. Il en va tout autrement aujourd'hui. Si la naissance implique toujours un saut qualitatif, un passage révolutionnaire de l'état foetal à la vie indépendante, ce passage n'exige plus forcément qu'on emploie les fers.

En disant que la révolution dans les pays industriels sera un dépassement, nous entendons que l'évolution « intra-utérine » des nouvelles formes sociales est telle que l'accouchement — sauf accident — pourra se produire par la voie normale. Pour reprendre, en l'inversant, l'image de Deutscher, la violence y sera non la mère mais l'accoucheuse de la société.

La révolution aura lieu dans le cadre d'une économie déjà partiellement intégrée à l'État.

La révolution ne prendra pas sa source dans une explosion des contradictions antérieures au capitalisme, mais dans les contradictions mêmes de la société industrielle. Son caractère sera pour une grande part déterminé par l'intégration croissante de l'économique et du politique, parallèle à l'intégration de l'État et des trusts.

Si un mouvement revendicatif d'envergure, comme ceux de 1953 ou de juillet-août 1955, renversait en France les digues patronales et imposait une revalorisation substantielle du niveau de vie, c'est toute la structure économique et politique qui serait remise en question. L'expérience des grèves françaises de 1936 rappelle cette leçon aux travailleurs : s'ils restent sur le terrain corporatif, le patronat reprendra par la hausse des prix ce qu'il aura dû céder par la grève. Il est donc nécessaire de poursuivre l'offensive sur le plan politique : arracher le droit de contrôler les comptes des entreprises qui prétendent ne pas pouvoir augmenter les salaires sans augmenter les prix ; dégager les crédits nécessaires pour la réorganisation des industries marginales ; imposer la fin d'une politique de surarmement et de guerre coloniale qui rend illusoire toute conquête sociale ; contrôler l'appareil de production étatisé et en rendre l'administration aux producteurs, etc.

Inversement, si la lutte se développe d'abord sur le plan politique, elle se retrouvera inévitablement sur le plan économique : en France, par exemple, la fin de la guerre d'Algérie entraînera, non seulement des soubresauts politiques de l'aile réactionnaire et fasciste, mais aussi des conséquences économiques dont il faudra tenir compte : nécessité de réorganiser les secteurs qui travaillent pour la guerre ou l'exportation ; nécessité d'utiliser au profit des travailleurs les nouvelles perspectives économiques ouvertes par la paix.

Le rôle de l'organisation socialiste révolutionnaire est avant tout de guider les classes populaires, de les mettre en garde contre les résistances et les dangers, de les amener à pousser leur lutte jusqu'au désarmement de l'adversaire et à la consolidation des victoires acquises.

La révolution prendra appui sur des structures « démocratiques ».

L'interpénétration du politique et de l'économique pousse les masses populaires à contrôler la machine d'État dont dépend de plus en plus la satisfaction de leurs besoins. Face à une dictature officielle ou de fait, elles devront recourir à une intervention armée,

dont le signal peut être donné par des mouvements aussi élémentaires que, par exemple, en Espagne, le refus d'utiliser les transports en commun. Mais il en va différemment dans les pays où domine la démocratie formelle. Même si elle n'offre qu'une illusion de pouvoir aux masses populaires, celles-ci ont tendance à l'utiliser au maximum. Il n'est pas exclu du reste que la conquête de la majorité parlementaire dans certains pays comme l'Angleterre ou les pays scandinaves puisse, comme l'avait pensé Karl Marx, être utilisée pour une réforme fondamentale des structures économiques et sociales³⁵. Certes, il n'en a rien été jusqu'à présent. Les travaillistes au pouvoir se sont bornés eux aussi à gérer les affaires du capitalisme anglais. Les socialistes norvégiens, qui détiennent le pouvoir depuis vingt ans, n'ont pas touché aux bases économiques de la société, et se sont contentés de modifier par des taxes la répartition du produit social. Mais il est possible qu'il en aille autrement demain en fonction d'une évolution à gauche au sein du mouvement socialiste lui-même.

En France ou en Italie, une telle voie est exclue. Les possibilités et les limites de la « voie parlementaire » nous sont indiquées par l'expérience des événements de 1936 en France et en Espagne, qui constituent pour nous comme une répétition générale de la révolution socialiste, analogue à ce qu'étaient les événements de 1905 pour la Russie.

Si les travailleurs sont passés à l'action dans les entreprises, c'est à la suite du renversement de la situation politique. La victoire électorale du Front Populaire avait fait naître chez eux un immense espoir en une majorité de gauche dominée par les partis ouvriers. Ils en attendaient une ère sociale nouvelle. Confiant en leur puissance déjà affirmée sur le plan électoral, ils étaient persuadés que le pouvoir politique issu des élections les appuierait délibérément. De là, l'atmosphère de liesse qui entourait les grèves. Cette illusion — qui devait ensuite jouer un rôle négatif en désarmant les masses devant la contre-offensive réactionnaire — a commencé par jouer un rôle positif en leur donnant confiance en elles-mêmes.

Il est donc nécessaire de s'appuyer sur les structures relativement démocratiques existantes, de lutter pour leur élargissement, de combiner l'action parlementaire avec l'action extra-parlementaire. Ce qui différencie la politique révolutionnaire de la politique réformiste, ce n'est pas que la première ignore les structures parlementaires, c'est que le « réformisme » dupe les masses populaires en se faisant, au pouvoir, le gestionnaire des intérêts capitalistes, tandis que les révolutionnaires veulent utiliser les structures de l'État pour imposer la volonté des travailleurs.

La révolution sera faite par les masses populaires.

L'analyse des événements de 1936 est là-dessus fort instructive. Une légende, répandue par le parti communiste et surtout par le parti socialiste S.F.I.O., veut que les réformes de 1936 aient été une sorte de cadeau fait aux travailleurs par le gouvernement de Front Populaire. Rien n'est plus contraire à la réalité.

Le programme électoral élaboré par les socialistes, les communistes, les radicaux et leurs alliés, était, sur le plan social, fort modeste. Il comportait un certain nombre de mesures visant à restaurer le niveau de vie des masses et à donner un nouvel essor à l'économie, comme la réduction de la journée de travail (mais non précisément les 40 heures), l'abolition des décrets-lois déflationnistes (mais non précisément les augmentations de salaires), l'instauration d'un fond national de chômage, un plan de grands travaux (qui ne fut pas réalisé), la retraite des vieux (qui ne le fut pas non plus), la revalorisation des produits agricoles (qui aboutit à l'office du blé), l'aménagement des statuts de la Banque de France (qui fut plus apparente que réelle), la réforme

démocratique des impôts et la lutte contre la fraude fiscale (contre quoi achoppa le gouvernement). Ce programme ne comportait ni les congés payés, ni les contrats collectifs, ni la réglementation de l'embauche³⁶.

Ces conquêtes essentielles furent arrachées directement par les grèves ouvrières spontanées, et les accords Matignon n'ont fait que les entériner, en le rognant dans toute la mesure où le rapport des forces le permettait. Dès que le parti socialiste a été privé — ou débarrassé — de la pression populaire, il a pratiqué la politique de n'importe quel parti bourgeois. Dans les conditions de l'époque, c'était ouvrir la route à la guerre et au fascisme.

L'expérience du Front Populaire espagnol confirme cette démonstration. Le gouvernement « républicain » de Azana se bornait à poursuivre la politique anti-ouvrière de ses prédécesseurs. C'est malgré lui que les travailleurs entrèrent en lutte, surtout après l'essor des grèves françaises, pour faire triompher leurs revendications. Il n'y eut de réformes profondes en Espagne qu'après l'insurrection populaire.

On peut tirer de ces deux expériences cette leçon qu'aucune mesure révolutionnaire, ni, en général, aucune mesure qui lèse les intérêts du grand capital, ne peut être entreprise hors de la pression des masses populaires.

Des organismes démocratiques spontanés.

La force réelle des masses en 1936 résidait en leur unité d'action. Le Front Populaire et l'unité syndicale en était le symbole et la concrétisation. Mais les grèves de 1936, (comme celles de 1953) n'étaient dues ni à l'initiative des partis ni à celle des syndicats. Elles partaient de la base ; le plus souvent, les promoteurs du mouvement se trouvaient être des travailleurs inorganisés, notamment des jeunes et des femmes. Les comités de grève étaient élus par l'ensemble des travailleurs représentatifs des divers courants politiques et des ateliers. Ces organismes spontanés firent preuve d'une grande combativité dans l'ensemble et d'une remarquable maturité. Mais le mouvement fut de courte durée. Il se résorba dans les syndicats où affluèrent trois millions de travailleurs, bientôt encadrés par les lourds organismes syndicaux.

Or, il n'existait pas d'autres organismes représentatifs des masses populaires. Les comités locaux du Front Populaire, mis en avant par la gauche socialiste, n'étaient occasionnellement pris en charge par le Parti Communiste que comme moyen de pression de ce parti sur ses partenaires du Front Populaire. Le gouvernement ne pouvait s'appuyer sur aucun organisme démocratique représentatif de la volonté des travailleurs. Il ne trouvait en face de lui aucun organisme permanent des masses qui puisse lui rappeler ses promesses et le pousser en avant. Lors de la « pause », de la non-intervention en Espagne, de la contre-offensive des patrons et des banquiers, la seule opposition vint du Parti Communiste. Opposition tardive et que les travailleurs non communistes suspectaient d'être liée aux impératifs de la politique étrangère soviétique. Il en aurait été tout autrement si les comités de grèves s'étaient transformés en comités d'entreprise, si des comités locaux de vigilance avaient pu se constituer dans les villes et les villages.

Les socialistes révolutionnaires attachent la plus grande importance à l'existence de tels organes de la démocratie directe. L'expérience de la Hongrie, récemment, est venue montrer une fois de plus que — quelle que soit la forme qu'ils revêtent (soviets russes, *shop stewards comitees* anglais, conseils ouvriers et milices dans l'Espagne de 1936, comités de front populaire en Yougoslavie, conseils ouvriers de Hongrie, etc...), ces organes constituent l'âme du mouvement révolutionnaire.

Deuxième conclusion à tirer des événements de 1936 : il est nécessaire d'appuyer la réalisation d'un programme social sur les masses et les organismes constitués par elles au cours des luttes.

Être prêts à opposer la violence à la violence réactionnaire.

La Révolution espagnole de 1936 enseigne autre chose, c'est que les classes possédantes ne laisseront pas porter atteinte à leur monopole sans réagir violemment. Cette réaction sera sans doute d'autant plus violente que le pays est arriéré. Ainsi, dans l'Espagne de 1936, le soulèvement militaire n'était point une réaction aux actes mêmes du gouvernement, qui n'étaient en rien socialistes, mais une action préventive contre des mouvements ouvriers de plus en plus amples, dont les propriétaires fonciers et le grand capital craignaient qu'ils ne suivent l'exemple de la France (il était pour eux évident que la France allait alors vers une révolution imminente). Le soulèvement des officiers ne put se développer que grâce à la semi-complicité du gouvernement « républicain » de Martinez Barrio. Celui-ci était prêt à parlementer et à laisser la place. Les militaires n'ont été tenus en échec que par la révolution ouvrière du 19 juillet 1936, l'armement des travailleurs et la formation des milices populaires.

Troisième enseignement de 1936 : les travailleurs doivent être prêts à s'opposer par les armes à une contre-offensive armée des classes possédantes.

Contrôler le pouvoir.

L'utilisation des structures démocratiques de l'État est nécessaire mais non pas suffisante. La bourgeoisie, quand elle se trouve en danger, est prête à confier la gestion du pays aux organisations ouvrières, à condition qu'elles ne menacent pas les bases fondamentales du régime. On fait confiance à la machine bureaucratique de l'État pour paralyser les initiatives à caractère révolutionnaire ; l'appareil de répression se révèle incapable d'être utilisé pour briser les tentatives réactionnaires, laissant les féodalités financières préparer en toute quiétude la chute du gouvernement. C'est ce qui s'est passé en France en 1936.

De même, en Espagne, la Révolution du 19 juillet était condamnée à partir du moment où les formations ouvrières, sur lesquelles reposaient toutes les responsabilités de la lutte contre les militaires franquistes, renonçaient à s'appuyer sur les organes démocratiques spontanément nés au cours des luttes et se replaçaient eux-mêmes dans le cadre de l'État bourgeois qui n'était plus qu'une coquille vide.

Quatrième conclusion : dès le début, le gouvernement populaire devra, avec l'aide des masses, contrôler tous les instruments du pouvoir.

Une révolution de la majorité.

De tout ce qui précède, découle une dernière conclusion, qui est essentielle. Quelles que soient les modalités de la révolution, elle sera l'œuvre des larges masses populaires. Même dans le cas d'une initiative armée, par exemple contre un pouvoir dictatorial, celle-ci supposerait leur adhésion, ou au moins, à la limite, leur neutralité bienveillante. Cela est encore plus vrai si la révolution utilise les structures « démocratiques » existantes.

La définition du programme et des méthodes du parti socialiste révolutionnaire exige par conséquent l'assentiment conscient et sincère des masses les plus nombreuses possibles. En France, cela signifie qu'il lui faudra être appuyé par l'ensemble — ou au moins par la grande majorité — des travailleurs salariés de l'industrie, du commerce et de l'agriculture, des fonctionnaires et des travailleurs intellectuels, et qu'il devra obtenir au moins la neutralité d'une fraction importante des classes moyennes urbaines et rurales.

Par opposition à un « socialisme minoritaire », imposé au peuple « pour son bien » par une minorité agissante qui se considère comme son fondé de pouvoir, nous aboutirons donc à la notion d'un socialisme populaire, expression de la volonté consciente des larges masses.

CHAPITRE XII

L'ÉCONOMIE SOCIALISTE

*« Constitution de conseils d'ouvriers
dans toutes les usines. Instauration
d'une direction ouvrière.
Transformation radicale du système
de planification et de direction
de l'économie d'État... »*

Revendications du Conseil Ouvrier
de Szeged, en Hongrie.

Une économie gérée par le peuple.

La révolution socialiste aura pour premier objectif de modifier les structures économiques du pays. On peut dire que le socialisme est avant tout le régime social dans lequel la démocratie politique s'appuie sur la démocratie économique, sans quoi elle est une fiction. Les moyens de production d'échange et de crédit cessent, pour l'essentiel, d'être propriété privée aux mains de quelques-uns et font retour à la collectivité. L'économie ne se développe plus sans ordre pour assurer un profit à quelques-uns ; elle est dirigée consciemment par la collectivité pour assurer au plus grand nombre la satisfaction de leurs besoins, et elle peut être rendue infiniment plus efficace par un développement consciemment harmonisé en fonction d'un plan de production.

Nationalisation et socialisation.

Seulement, cette définition peut cacher un certain nombre de pièges. Le plus grave porte sur le terme même de « collectivité ». En quoi consiste cette collectivité ? En général, c'est l'euphémisme par lequel on désigne l'État. Or, il est évident que la nationalisation (c'est-à-dire l'étatisation) ne suffit pas à transférer à la collectivité une industrie ou une branche industrielle. En régime capitaliste, les entreprises nationalisées continuent pour la plupart à verser des intérêts à des obligataires : elles concèdent des avantages spéciaux aux trusts privés, qui utilisent ainsi à leur profit le secteur public³⁷ ; elles travaillent pour le marché dans les mêmes conditions que les entreprises privées ; enfin, les travailleurs ne participent pas plus à leur gestion qu'à celles du secteur privé et y ont des rémunérations semblables. Dans certains cas, on a vu les travailleurs (comme chez Berliet, à Lyon, après la Libération) essayer de transformer l'entreprise étatisée en entreprise gérée par les producteurs ; mais l'appareil d'État est aussitôt intervenu pour mettre fin à une expérience qui n'avait pourtant pas dépassé le cadre des lois économiques du capitalisme.

Que faut-il pour transformer en économie socialiste les secteurs nationalisés ? Il faut d'abord, bien sûr, que ces nationalisations soient suffisamment élargies pour cesser de constituer de simples dépendances de l'économie capitaliste ; cela suppose la

nationalisation des industries-clés : sidérurgie, ressources énergétiques — y compris le pétrole —, industries essentielles de transformation — sans oublier les plus rentables — et, avant tout, la nationalisation du crédit.

Mais ce développement quantitatif ne suffit pas en lui-même à changer la nature des nationalisations. Karl Marx avait déjà envisagé l'éventualité d'une étatisation de toute la machine économique, l'État faisant office de capitalisme collectif. Cette concentration de l'économie sous le contrôle de l'État-capitaliste ne transformerait nullement l'économie en économie socialiste.

Étatisation et socialisation.

Les nationalisations ne sont socialisations que quand l'État cesse lui-même d'être un État capitaliste. Les théoriciens staliniens en tirent cette conclusion que les nationalisations ne sont pas progressives quand l'État est aux mains des partis bourgeois. Elles le sont quand l'État est contrôlé, en partie au moins par la classe ouvrière — c'est-à-dire par son parti : le parti communiste³⁸. Quand, enfin, celui-ci détient le pouvoir, l'économie est socialisée.

Effectivement, à partir du moment où le parti communiste détient le pouvoir, les nationalisations sont utilisées d'une manière nouvelle : dans le cadre d'un plan de production destiné non plus à servir les secteurs privés, mais à les anéantir. Toutefois, les révoltes ouvrières d'Allemagne orientale et de Tchécoslovaquie, celles de Pologne et de Hongrie, nous amènent à poser la question : « Si l'économie est socialisée, comment se fait-il que les ouvriers prennent les armes pour imposer la gestion ouvrière de leurs entreprises ? » Kardelj tire cette leçon de l'insurrection hongroise : « Un système politique qui se disait socialiste est devenu en fait un frein au développement socialiste, à un tel point qu'il a incité la classe ouvrière, la principale force du développement socialiste, à lui résister les armes à la main, parce qu'elle ne trouvait aucun autre moyen d'exprimer sa volonté ». Il précise dans le même discours : « Il y a longtemps déjà que, dans la théorie et dans la pratique, nous avons abandonné les thèses staliniennes selon lesquelles il suffit, pour que le développement du socialisme soit assuré, que le parti communiste détienne le pouvoir et qu'il « édifie le socialisme » au moyen d'un appareil d'État (appareil politique et de planification), c'est-à-dire qu'il construise des usines, qu'il collectivise la production agricole et qu'il fixe les salaires, le tout au nom de son rôle directeur ».

Quel que soit le parti qui contrôle l'État, il n'y a pas identité entre l'étatisation et la socialisation. Il ne peut y avoir socialisation tant que subsiste une scission entre les producteurs et l'appareil de production, celui-ci étant en fait détenu par un appareil politique qui tend à éliminer le contrôle des producteurs et finalement à priver ceux-ci de toute liberté. On ne peut parler de socialisation que là où les moyens de production sont effectivement gérés par la collectivité des producteurs et des consommateurs.

La gestion des entreprises.

C'est pourquoi, en Yougoslavie comme en Pologne ou en Hongrie, la première revendication révolutionnaire porte sur la gestion démocratique de l'économie, et d'abord à l'échelle de l'entreprise. Ces travailleurs n'acceptent pas que leurs comités d'entreprises soient seulement consultés sur la gestion des œuvres sociales ou, au mieux,

sur la manière d'adapter les normes de travail aux exigences d'un plan de production établi en haut lieu. Ils veulent élire librement leurs délégués.

Cette gestion ouvrière est en même temps la grande école où les travailleurs apprendront concrètement à gérer l'ensemble de la société. C'est ce qu'expliquait dans son livre « L'Ordre Nouveau » le grand théoricien du communisme italien, Gramsci : « Le conseil ouvrier est le modèle de l'État prolétarien. Tous les problèmes qui sont inhérents à l'organisation de l'État prolétarien sont inhérents à l'organisation du conseil ouvrier. Dans l'un et l'autre, le concept de « citoyen » disparaît peu à peu pour faire place au concept de « camarade » : la collaboration pour produire bien et utilement développe la solidarité, multiplie les liens d'affection et de fraternité. Chacun est indispensable, chacun est à son poste et chacun a une fonction. Le plus ignorant et le plus arriéré des ouvriers, le plus vaniteux et le plus aisé des ingénieurs finissent par être convaincus de cette vérité par l'expérience de l'organisation de l'usine ; tous finissent par comprendre le grand pas en avant que représente l'économie communiste par rapport à l'économie capitaliste. Le conseil est l'organe le mieux approprié à l'éducation mutuelle et au développement du nouvel esprit social que le prolétariat a réussi à exprimer dans l'expérience vive et féconde de la communauté de travail. »

L'expérience yougoslave montre comment des dizaines et des dizaines de milliers d'ouvriers peuvent ainsi être formés à jouer un rôle de direction dans l'économie du pays³⁹. Mais la gestion pose des problèmes difficiles dans le cadre des grandes entreprises, à plus forte raison, à l'échelle d'une branche industrielle et d'un pays. Pour être planifiée, l'économie doit être centralisée. Pour être démocratique, ainsi que le prouvent les expériences yougoslave et polonaise, elle doit être aussi décentralisée que le permet une planification satisfaisante. Ainsi, comme toute chose vivante, elle obéit à des nécessités contradictoires, entre lesquelles, pour obtenir le fonctionnement optimum, il faut trouver un point d'équilibre. Le principe qui doit nous guider semble être le suivant : les décisions seront prises au niveau le plus bas de la hiérarchie économique qui soit compatible avec l'ampleur de ces décisions et le bon fonctionnement du système.

Le régime de propriété.

Quelles sont les conséquences de ce principe sur les notions fondamentales de propriété, de gestion et de planification ?

En régime socialiste, à part des exceptions que nous examinerons plus loin, le mode de propriété normal pour les moyens de production à valeur sociale est la propriété collective. Seule celle-ci permet de supprimer l'exploitation de l'individu par son semblable, en même temps qu'elle fournit les moyens efficaces de mettre fin à l'anarchie de l'économie. Cela signifie que la propriété de ces moyens de production appartient juridiquement aux organismes représentatifs de cette collectivité à l'échelle nationale ou, éventuellement, internationale, organismes qui peuvent toujours, dans le cadre de lois organiques données, modifier la distribution et l'organisation de ces moyens de production en fonction des exigences générales. Mais sur un autre plan, en tant qu'usufruit — c'est-à-dire, dans le cadre d'une distribution et d'une organisation donnée —, cette propriété collective peut être non pas propriété d'État, mais propriété d'une région, d'une ville ou d'un village, propriété d'une communauté d'usagers ou propriété des travailleurs occupés par une entreprise. Tous ces modes sont compatibles avec une économie socialiste et peuvent d'ailleurs s'interpénétrer.

En vertu du principe précédent, il faudra en général adopter le mode de propriété le plus direct compatible avec la dimension de l'entreprise et le genre de production : plutôt une entreprise régionale qu'une entreprise d'État ; plutôt une entreprise municipale que régionale, et, dans la mesure où cela n'atteint pas sensiblement l'efficacité de la production, l'entreprise deviendra la propriété directe des travailleurs. Bien entendu, il serait absurde qu'en fonction des progrès de l'automatisation et de la rationalisation une usine importante soit la propriété de quelques techniciens hautement qualifiés ; mais l'intervention dans la gestion de communautés d'usagers ou de collectivités locales, par exemple, peut souvent permettre d'éviter de telles incohérences sans tomber dans l'étatisation.

Il sera intéressant d'étudier toutes les expériences dont certains éléments peuvent être retenus : trusts d'États, sovkozes et kolkozes soviétiques, entreprises des Républiques yougoslaves fédérées, kiboutzim israéliens, entreprises britanniques et scandinaves, propriétés des coopératives de consommateurs, usines nationalisées y compris l'expérience Berliet), « communautés de travail » du type Boimondau. Des types variés subsisteront. Seule une longue expérience déterminera les meilleures formes en fonction des tâches à accomplir et des conditions de vie de la population.

La gestion des entreprises est, dans une large mesure, le reflet de ces conditions de propriété. L'expérience de tous les pays socialistes, ainsi que les expériences d'économie collective en régime capitaliste, semblent montrer que dans tous les cas, le meilleur fonctionnement est obtenu par la présence, dans les organes d'administration de l'entreprise, de représentants des travailleurs, des usagers directs de la production, et de la branche professionnelle groupant les entreprises de même nature, ceci dans une proportion variable suivant la nature de la production et l'importance de l'entreprise. Cette représentation peut représenter une présence majoritaire, minoritaire ou de simple conseil.

Enfin, les organes populaires d'administration doivent assurer des conditions optimales de stabilité et de responsabilité à des techniciens nommés par eux à la direction et responsables devant eux, se comportant ainsi comme un législatif bien conçu vis-à-vis d'un exécutif.

La planification.

La planification est le point le plus délicat, car c'est ici que se fait la jonction entre l'appareil de production et l'inévitable « bureaucratie », ainsi que la transformation, dans une certaine mesure, du pouvoir économique en pouvoir politique. Pour que la planification soit la plus souple et la plus démocratique possible, il y aura sans doute avantage à introduire une notion et une méthode expérimentées avec avantage dans plusieurs pays en évolution vers le socialisme, spécialement en Yougoslavie : la « planification contractuelle ».

Les objectifs du plan, au lieu d'être imposés d'en haut sur la foi de simples renseignements fournis par les organes de base, font l'objet d'une véritable négociation entre les organes centraux du plan et des branches professionnelles, puis entre celles-ci et les entreprises individuelles. Ces négociations aboutissent à des contrats assortis de primes et de pénalités, comme les contrats commerciaux. Un tel mode de planification permet aux décisions d'être prises de la manière la plus libre et la plus consciente possible compatible avec l'intérêt général ; il permet aussi d'enregistrer les différents éléments de décision partielle dont est composée la décision générale, à l'échelon de compétence le plus bas possible et donc le plus rapproché de la réalité concrète.

L'organe de direction centrale de l'économie, coïncidant dans une large mesure avec l'organe central de planification, doit être, lui aussi, constitué de la manière la plus démocratique possible.

Par l'intermédiaire des branches professionnelles — elles-mêmes expression démocratique de l'ensemble des entreprises —, par l'intermédiaire aussi des syndicats de travailleurs, des coopératives de consommation, des associations d'usagers, un Conseil central de l'Économie socialiste représente la nation.

Bien entendu, ce Conseil ne pourra assumer seul les décisions générales. A l'échelon supérieur, l'économie devient politique. La décision appartiendra donc en dernier ressort à l'organe représentant politiquement les citoyens, c'est-à-dire à l'Assemblée nationale élue et au gouvernement qu'elle contrôle. Sans doute pourra-t-on reconnaître à l'Assemblée économique des pouvoirs de réflexion semblables à ceux dont jouit en France l'actuel Sénat.

Encore une fois, il faudrait se garder de considérer les suggestions que nous faisons comme un schéma préfabriqué de la société socialiste. Celle-ci se bâtira dans l'action et sous la pression des événements. Mais nous pensons qu'il est nécessaire d'étudier les leçons de l'expérience pour aller, le moment venu, le plus loin possible dans le sens de la gestion de l'économie par les producteurs.

CHAPITRE XIII

LA DEMOCRATIE SOCIALISTE

*« Développer la démocratie jusqu'au bout,
rechercher les formes
de ce développement, les mettre à
l'épreuve de la pratique, c'est là
une des tâches essentielles de la
lutte pour la Révolution Sociale. »*

LENINE

(« L'État et la Révolution »)

Le temps est passé du dicton : « charbonnier est maître chez lui ». De nos jours, chaque charbonnier fait partie de gigantesques ensembles économiques et les problèmes internationaux sont le plus souvent traités par les trusts, pardessus la tête des gouvernements. Pouvoir économique et pouvoir politique forment un ensemble indissoluble, De là, le caractère dérisoire de la démocratie bourgeoise qui offre au citoyen le droit de mettre un bulletin dans l'urne tous les cinq ans pour désigner ses représentants, alors que le pouvoir réel, qu'il s'agisse des impôts ou de la guerre, reste aux mains d'une féodalité financière.

La démocratie, condition primordiale du socialisme.

Le socialisme représente l'épanouissement de la démocratie en démocratie réelle. En ce sens d'abord que la socialisation de l'appareil de production étend au domaine économique le contrôle du citoyen. Mais en un autre sens aussi : c'est que ce contrôle sur l'économie n'a de réalité que par la démocratie politique et par son élargissement.

Si nous prenons une société d'artisans, par exemple, dans un bourg du Moyen-Age, ses membres tiennent certes à pouvoir décider eux-mêmes de leur politique. Mais, même en période de dictature, il leur reste leur boutique, où ils sont maîtres. Il en va tout autrement quand les moyens de production — comme en U.R.S.S. — sont propriété de l'État. Si cet appareil échappe aux mains des producteurs, ces derniers se trouvent n'avoir pas conservé plus de pouvoir économique que de pouvoir politique. Il ne leur reste plus même ce rudiment d'indépendance que constitue le marché du travail, où ils pouvaient, dans une certaine mesure, discuter les conditions de cession de la seule marchandise dont ils disposaient encore : leur force de travail individuelle. Perdant jusqu'à ce droit, il ne sont plus, comme l'écrit Kardelj, que « les esclaves d'un capitalisme d'État ».

En régime socialiste, la démocratie n'est pas un luxe que l'on accorde si les circonstances sont favorables. C'est la substance même du régime.

Les « conseils » de travailleurs.

C'est pourquoi, à la veille de l'insurrection d'Octobre, Lénine, réfugié en Finlande, jugeait nécessaire d'étudier le problème de l'État et de la démocratie. Surgis spontanément des masses en lutte, les conseils d'ouvriers, de paysans et de soldats (la Russie était en guerre) contrebalançaient alors le pouvoir du gouvernement provisoire. Ces conseils, les soviets, étaient élus et révoqués à volonté par les travailleurs, dans l'entreprise, le quartier, le village ou le régiment. Politiquement, leurs représentants ne se différenciaient guère encore des dirigeants du gouvernement. Ils n'étaient pas — pas encore — des bolcheviks. Mais Lénine voyait en eux l'expression de la volonté populaire la plus authentique, parce que la plus décentralisée et la plus souple, comme l'étaient la « commune » et la « section » au temps de la Commune de Paris. Du fait que ces conseils étaient élus sur le lieu même du travail, ils lui apparaissaient en outre comme les organes mêmes de la gestion de l'économie par les producteurs. D'une seule envolée, Lénine traçait la voie vers une nouvelle forme de pouvoir étatique, qui porterait dans sa logique même la disparition progressive de l'État. Le mot d'ordre des bolcheviks, « Tout le pouvoir aux soviets », dépassait largement le simple plan tactique.

En fait, l'évolution ne fut pas celle qu'espéraient les bolcheviks. Triomphante en Russie, la révolution resta finalement isolée. Au milieu de difficultés sans nombre, ils durent dissoudre l'Assemblée Constituante démocratique convoquée par eux, et qui jusqu'alors leur était apparue comme le complément du système soviétique. L'âpreté de la guerre civile les contraignit à restreindre à son tour l'expression des divers partis au sein des soviets et même à supprimer ces partis. Mais ces limitations apparaissaient aux bolcheviks comme des limitations imposées à titre provisoire par les obligations de la guerre civile. C'est bien plus tard que l'on vit faire l'apologie du parti unique considéré comme « l'expression d'une société sans classes antagonistes ». Cette thèse n'a en tout cas rien à voir avec le marxisme ; pour Marx, les contradictions de classes ne disparaîtront que le jour où toutes les contradictions actuelles de la société (contradictions entre régions arriérées et avancées, entre ville et campagne, entre travail manuel et intellectuel, entre travail de direction et d'exécution, etc...) auront trouvé leur solution, c'est-à-dire dans ce que Lénine appelle la « deuxième phase du communisme ». À cette époque, l'État n'est pas démocratique : il a cessé d'exister. Le gouvernement des hommes a laissé la place à l'administration des choses. La société n'est pas dirigée par un parti unique dictatorial ; elle n'est plus dirigée du tout et ne connaît plus du tout de partis.

Nous n'en sommes pas là. Des oppositions sociales subsistent au lendemain de la révolution — et pour longtemps. Non pas tant les oppositions antérieures — comme l'opposition entre la bourgeoisie et le prolétariat —, mais de nouvelles oppositions sociales entre travailleurs de la ville et des champs, entre ouvriers et techniciens, et surtout entre producteurs et bureaucrates. Leurs antagonismes sont secondaires ? C'est possible. Encore que les expériences de Yougoslavie, de Pologne et surtout de Hongrie ne semblent pas corroborer cet optimisme officiel. Dans les pays capitalistes aussi, du reste, les classes dirigeantes expliquent qu'aucune opposition fondamentale ne sépare les classes sociales.

Mais supposons cet optimisme justifié. Alors, pourquoi empêcher la formation de divers partis ? Si les antagonismes fondamentaux étaient dépassés, ces partis ne divergeraient que sur le secondaire ; pour l'essentiel, ils s'accorderaient très facilement et dans une atmosphère d'enthousiasme unitaire. Interdire leur constitution, c'est avouer publiquement qu'on ne croit pas à cet optimisme de commande. Interdire tous les partis — même socialistes, même soviétiques —, c'est avouer publiquement la gravité des

conflits sociaux — ceux qui existent comme ceux qui apparaîtraient si l'on cessait d'en empêcher l'expression publique.

La dictature populaire.

Nous ne sommes pas des utopistes. Nous savons que dans les périodes révolutionnaires il est nécessaire de restreindre les droits démocratiques. La loi du nombre ne doit pas pouvoir jouer, de manière factice, au profit d'une minorité dont les moyens d'influence, de propagande et de mystification sont sans proportion avec l'importance numérique. A la violence réactionnaire, il faut répondre par la violence des masses populaires. Tant que les classes exploitantes détiennent des moyens de pression (militaires, économiques) qui mettent en danger le pouvoir populaire, celui-ci doit se défendre par des moyens d'exception : par exemple, en refusant aux réactionnaires, voire même aux bourgeois, le droit de constituer leurs propres partis, en leur interdisant de publier leurs organes de presse, parfois même en faisant jouer contre eux une justice d'exception.

C'est une période de dictature populaire. Seulement, cette dictature doit être provisoire. Surtout, elle ne doit à aucun prix être celle d'un parti ou d'un front monolithique, sous peine d'empêcher toute adhésion sincère de vastes secteurs populaires et de préparer les bases d'un totalitarisme durable. Il s'agit exclusivement de paralyser l'action hostile ou dissolvante des possesseurs, des anciens possesseurs des moyens de production ou des couches qu'ils influencent, mais en laissant pleine liberté d'action et d'expression aux partisans du socialisme.

C'est pourquoi il n'y a pas d'opposition fondamentale dans cette période entre la dictature populaire et l'exercice de la démocratie. C'est toujours le peuple qui commande : mais, dans la dictature populaire, c'est le « peuple armé », dont la voix et les manières sont plus rudes.

Les partisans du socialisme bureaucratique, pour qui la dictature du prolétariat signifie « dictature de l'appareil du parti », ne reconnaissent d'ailleurs pas cette irruption du peuple quand elle se produit. C'est ce qui s'est passé en Hongrie. Le rapport des forces était pourtant net : *L'Humanité* s'émerveillait de voir le gouvernement Kadar grouper, fin novembre, jusqu'à 2.000 (deux mille) manifestants dans une démonstration officielle — alors que la ville compte 1.500.000 habitants et que les rues étaient entièrement désertes quand les conseils ouvriers révolutionnaires en lancèrent la consigne le 22 novembre. Pour les dirigeants du parti communiste, la « dictature du prolétariat », c'est celle de l'appareil du parti de Kadar, contre lequel se dresse la quasi-unanimité du prolétariat.

Kardelj répond avec raison : « La classe ouvrière hongroise a agi spontanément, comme force élémentaire, mais malgré tout, d'une manière socialiste. Elle a été influencée, il est vrai, dans ses conceptions du système d'État, de la démocratie, des rapports de parti, par la phraséologie petite-bourgeoise, abstraitement libérale, mais elle a défendu en même temps énergiquement la propriété sociale des moyens de production. Qui plus est, elle a développé encore cette acquisition socialiste en instituant les conseils ouvriers et, de la forme de propriété d'État, elle a fait une forme de propriété sociale en instituant la gestion démocratique directe de la communauté des producteurs. Les masses ouvrières se sont prononcées pour l'unification des conseils ouvriers, pour leur organisation jusqu'au sommet, afin d'exercer ainsi une influence directe sur le pouvoir central de l'État. Cela montre que, malgré sa confusion idéologique, la classe ouvrière hongroise a trouvé, en fait, la vraie voie vers le pouvoir. »

Nous devons à notre tour méditer la leçon. Non pour la transposer mécaniquement en France : les conditions sont très différentes, nous l'avons vu, dans un pays plus

industrialisé, capitaliste et de tradition plus ou moins démocratique. Mais l'affaire hongroise nous administre une preuve de plus de la puissance de la classe ouvrière et de ses alliés directs qui, à chaque fois, trouvent presque spontanément les formes d'organisation qui correspondent à leurs luttes. Nous n'avons pas à inventer des formes d'organisation. Nous devons en revanche, au moment voulu, reconnaître la valeur des organismes populaires réels et nous appuyer sur eux.

Quand nous lançons, par exemple, le mot d'ordre de Front Populaire, ce mot d'ordre signifie pour nous à coup sûr des alliances au sommet. Mais de telles alliances n'auront de valeur qu'appuyées sur un mouvement populaire réel dans les villes et les quartiers, dans les villages et les entreprises. Non pas des comités suscités artificiellement pour « noyauter » la population et aider un des partis de la coalition à forcer la main à ses partenaires (ce qui est l'optique stalinienne de l'utilisation des masses), mais, au contraire, pour permettre à la masse des travailleurs de contrôler ses élus et de les empêcher de trahir leurs mandats, et aussi pour aider les mandataires du peuple à briser les obstacles suscités par l'adversaire réactionnaire.

Il ne s'agit pas de formes que nous entendons créer selon notre espoir. En fait, les formes réelles seront sans doute différentes de celles que nous imaginons. (En 1936, par exemple, les comités de grève spontanément constitués dans les entreprises auraient pu se maintenir et contrôler l'application des accords conclus ; à la Libération, les comités d'entreprise, bien que reconnus, seront vite réduits au rôle de gérants des œuvres sociales). Notre objectif doit être de soutenir, d'élargir et de rendre conscients les organismes populaires réels surgis dans les luttes.

Les libertés politiques.

Quand Kardelj fait, devant l'Assemblée Nationale yougoslave, l'apologie des conseils ouvriers hongrois, il souligne qu'ils ont voulu exercer non seulement le pouvoir économique mais le pouvoir politique. Si la révolution n'avait pas été écrasée, les conseils ouvriers auraient été confrontés à de gigantesques problèmes politiques. Kardelj rappelle que la conscience politique des conseils ouvriers (ou des conseils d'étudiants) n'allait pas sans d'importantes contradictions ; incontestablement, ils auraient été amenés à avoir entre eux des divergences sérieuses. Pour les exprimer, ils devaient nécessairement se constituer en partis. C'est pourquoi, du reste, la révolution hongroise a connu une floraison de partis, dont chacun publiait son journal ; dans la confusion politique qui régnait après douze ans de démocratie populaire, aucun ne représentait valablement les aspirations de tous les travailleurs et ne les traduisait en une idéologie cohérente ; mais la plupart d'entre eux s'y efforçaient.

La démocratie suppose donc le droit à l'existence, à l'organisation, à la propagande de divers partis correspondant à des courants issus d'une plate-forme commune socialiste et démocratique, exprimant franchement leurs divergences et s'efforçant de gagner l'opinion. Que certains de ces courants préfèrent s'exprimer au sein d'un parti socialiste unifié et largement démocratique ; qu'ils envisagent même l'époque où ils disparaîtront, qu'ils cherchent des formes transitoires de gouvernement populaire où leur poids se révélera le moins lourd, à mesure que l'économique et le politique tendront à se confondre — cela ne modifie en rien le fait essentiel.

Il nous paraît ici impossible de suivre les camarades yougoslaves dans leur justification théorique du parti unique. Leurs louables efforts de démocratie économique et de décentralisation limite certes les effets du système autoritaire ; il n'empêche que les questions politiques décisives et, par là même, l'orientation générale de l'économie, sont

réglées par la Ligue des Communistes et, en dernière analyse, par son appareil. Il est vrai qu'il existe dans un pays sous-développé comme la Yougoslavie de graves dangers à laisser jouer les règles de la démocratie politique : la paysannerie reste fortement majoritaire et fidèle à la propriété privée ; la population a tendance à comparer son niveau de vie avec celui des pays voisins et à montrer quelque impatience devant la lenteur des résultats obtenus ; la situation difficile du pays entre l'Est et l'Ouest l'oblige à pratiquer bien des exercices d'équilibre. Mais il serait inadmissible de transformer en théorie ce qui peut être tout au plus la triste nécessité d'une période transitoire. Il n'est même pas certain que ce manque de démocratie politique soit inévitable pour le régime, en dépit des innombrables difficultés intérieures et extérieures auxquelles il se trouve confronté. Les dirigeants yougoslaves semblent d'ailleurs se rendre compte maintenant que leur pays doit évoluer vers une plus grande démocratisation politique.

Nous devons, quant à nous, affirmer la nécessité vitale, pour un pays économiquement avancé comme le nôtre, de sauvegarder les droits de tous les partis — du moins, de tous les partis socialistes. Cela supposera qu'on mette à leur disposition, pour leur propagande, la radio et la télévision, ainsi que les presses gouvernementales pour leur permettre de publier leurs journaux.

Les principes constitutionnels.

Il serait absurde de tracer à l'avance les cadres d'une constitution populaire. Il est probable que certaines des formes parlementaires traditionnelles seront conservées, équilibrées par des organismes populaires directs et, au sommet, par une Chambre économique.

Une réforme de nos institutions politiques s'imposera néanmoins pour permettre à la volonté populaire de s'exprimer librement. Les principes essentiels devraient, selon nous, en être les suivants :

- Suppression de toutes les dispositions qui engagent les populations d'un territoire quelconque sans leur consentement explicite, constamment révocable.
- Élargissement des droits électoraux par le vote à partir de dix-huit ans. Les jeunes que l'on engage dans la production et à qui l'on demande leur sang ont aussi le droit d'exprimer leur opinion.
- Contrôle des élus par la réduction du temps de mandat — avec un mandat de cinq ans, les élus ont le temps de ne plus tenir aucun compte de l'opinion de leurs électeurs —, par l'obligation qui leur sera faite de rendre régulièrement des comptes à leurs mandants, enfin par la possibilité donnée aux électeurs de révoquer le mandat donné à leurs élus.
- Suppression de toute « chambre haute » du type Sénat, assemblée anti-démocratique élue au suffrage indirect et pour un temps très prolongé (six ans), dans le seul but, en fait, de paralyser l'action de la chambre démocratique.
- Développement des organismes populaires, sur la base de l'entreprise, de la ville, du quartier ou du village, qui associeront les travailleurs à l'action et leur permettront d'exercer leur contrôle, aussi bien dans le domaine politique et administratif qu'économique.
- Droit au référendum dans les cas où la volonté populaire peut s'exprimer avec netteté pour ou contre un projet gouvernemental. Un tel référendum aurait, par exemple, parfaitement permis au pays de se prononcer pour ou contre la C.E.D., pour ou contre la négociation en Algérie. On devra de même appuyer toute initiative de projets de lois émanant de la population elle-même. Nous n'avons pas seulement en vue l'application

que les Suisses font depuis longtemps de ce principe. En France même, des décisions comme celle des congés payés sont issues de la masse des travailleurs qui l'ont imposée en 1936 par la grève, alors que leurs représentants ne l'avaient inscrite dans aucun programme. Le développement des organismes populaires permettrait à cette initiative de se manifester librement et régulièrement à la base.

Les garanties démocratiques.

De même, il est indispensable d'assurer aux citoyens trois garanties essentielles, dont les expériences soviétiques notamment soulignent la nécessité :

- La garantie judiciaire, par la séparation du pouvoir politique et du pouvoir judiciaire. Confondre la justice et la police, confondre les procureurs et les juges, c'est provoquer les abus qui ont amené à tous les procès staliniens, aux parodies de justice des affaires Rajk, Kostov et Clementis.
- La neutralité de l'État. L'État ne peut favoriser l'intrusion d'aucune église dans la vie sociale. Essentiellement laïc, il doit assurer la libre formation des jeunes esprits en dehors de tout dogme politique ou religieux. Il doit se garder d'intervenir en tant que tel dans les controverses philosophiques et métaphysiques. Il doit assurer à chacun le droit de vivre conformément à ses convictions philosophiques et religieuses et d'exercer librement son culte. En revanche, la propagande religieuse ou athée devra rester une affaire privée. On a vu, en Pologne, par exemple, le rôle réactionnaire joué au service de la bureaucratie stalinienne par une organisation catholique bureaucratique du type « Pax ». Le même principe de neutralité doit jouer en ce qui concerne la création intellectuelle. Dès que l'État impose aux artistes et aux savants les bases et les cadres de leurs recherches, il les stérilise. Le « jdanovisme » prétend mettre la police au service du marxisme. La pensée marxiste n'a nullement besoin de l'aide des policiers et de la contrainte. Celle-ci ne peut jouer que pour imposer un ensemble de dogmes, une idéologie d'apparence marxiste, c'est-à-dire, en fait, pour empêcher l'analyse marxiste de s'attaquer aux véritables problèmes de la société. Nulle part au monde peut-être les sciences sociales ne sont aussi pauvres qu'en U.R.S.S. Le jdanovisme est un crime contre la pensée, au service des intérêts étroits d'une bureaucratie. En matière scientifique, littéraire ou artistique, c'est l'expérience elle-même qui permet de voir quelles voies sont des avenues ouvertes sur l'avenir et quelles voies des impasses. Aussi n'est-ce pas un hasard si en Yougoslavie, dans les démocraties populaires et en U.R.S.S. même — en dépit des ponts d'or qui leur étaient faits — artistes et savants ont été parmi les premiers et parmi les plus ardents à lutter contre le stalinisme et la bureaucratie.
- La liberté d'organisation syndicale. Une des premières revendications des travailleurs dans les pays de démocratie populaire porte sur la liberté syndicale et le pouvoir des syndicats. Cela même suffit à contredire le sophisme selon lequel, quand le pouvoir est devenu celui des travailleurs, ces derniers n'ont plus besoin d'organes propres pour défendre leurs intérêts. En fait, le rôle des syndicats est alors réduit à celui d'organismes de transmission des directives gouvernementales. Si l'antagonisme est plus brutal quand l'État est monopolisé par un appareil bureaucratique dont les intérêts sont contraires à ceux des travailleurs, il subsiste même là où l'État représente effectivement la volonté de la population. Ceux qui détiennent le pouvoir par délégation — même démocratiquement élus — ne sont pas exactement ceux desquels ils le détiennent et sur lesquels ils l'exercent. Même s'il est prolétarien, l'État est un moyen de domination. Dans le meilleur des cas, il en vient à accorder la priorité à des intérêts qui ne sont pas ceux des salariés comme tels : il est amené par exemple à développer

outre-mesure l'infrastructure économique, à se préoccuper d'abord de la production au détriment de la consommation, des générations futures au détriment des générations actuelles. D'où la nécessité de reconnaître aux travailleurs le droit de faire équilibre à ces tendances. De même, certaines catégories de travailleurs doivent pouvoir défendre leurs intérêts spécifiques par rapports à ceux d'autres catégories de travailleurs. Le syndicat garde donc sa raison d'être, même après la révolution socialiste. Si la gauche nouvelle mène la lutte pour l'unité syndicale, qui renforce considérablement la puissance des travailleurs, mise en échec par leur division en multiples centrales sur lesquelles leurs adversaires peuvent jouer pour paralyser leur action, elle n'oublie pas que cette unité syndicale suppose la libre expression des tendances et l'élection — à bulletins secrets — des responsables à tous les échelons.

CHAPITRE XIV

PAYSANNERIE ET CLASSES MOYENNES

« En ce qui concerne la transformation socialiste de l'agriculture, le problème fondamental est celui de l'augmentation des forces productives et de la productivité du travail. Ce n'est que parallèlement à l'accroissement des forces productives et de la productivité du travail dans l'agriculture qu'on peut correctement résoudre le problème des formes d'association des paysans. »

(Résolution du VI^e Congrès de la Ligue des Communistes de Yougoslavie).

La petite propriété dans la phase de transition.

Nous avons vu que, pour des révolutionnaires socialistes, la transformation de la structure économique n'est pas un but en soi, mais le moyen d'empêcher l'exploitation de l'homme par l'homme. Cette constatation entraîne des conséquences importantes dans nos rapports avec les petites exploitations, les petites entreprises artisanales ou semi-industrielles et commerciales.

De telles exploitations ne constituent pas un danger pour le socialisme. Elles ne doivent pas être traitées en ennemies.

Nous avons montré, par exemple, comment les quatre cinquièmes des paysans qui s'acharnent, avec un outillage désuet, sur quelques hectares, n'ont pas, le plus souvent, un niveau de vie plus enviable que celui de l'ouvrier ou de l'employé. Politiquement, ils constituent les alliés naturels des travailleurs des villes. Mais ils considèrent la propriété de leur terre comme la garantie de leur liberté. Il en va de même pour les dizaines de milliers d'artisans et de petits commerçants qui, dans notre système vétuste de production et de distribution, connaissent des situations difficiles : eux aussi se croient plus libres grâce à leur propriété.

Les socialistes révolutionnaires pensent que c'est là une illusion et qu'une organisation rationnelle de la production et de la distribution garantirait bien mieux leur liberté en leur assurant un niveau de vie supérieur.

Ils ne peuvent promettre que la société socialiste ira au rebours de l'évolution sociale et pourra rester indéfiniment grevée par des entreprises non rentables. Le retour au passé est impossible. Les socialistes offrent en revanche les perspectives de l'avenir : une

mécanisation accélérée du travail agricole, l'application rationnelle des découvertes de la chimie et de la biologie, grâce à quoi le paysan se trouvera libéré des travaux forcés auxquels il est traditionnellement astreint tout le long de l'année. Un tel progrès n'est possible que par une organisation collective du travail, inséparable de la socialisation des terres.

Mais c'est là une perspective d'avenir à longue échéance pour l'agriculture dans son ensemble. Pendant longtemps, les fermes collectives modernes d'exploitation n'existeront que dans un petit nombre de domaines, presque à l'échelle expérimentale. Le passage à la collectivisation généralisée n'est ni possible, ni même économiquement souhaitable. Pendant toute une période de transition différentes formes de propriété coexisteront. Certains modes d'exploitation individuels pourront s'intégrer dans la société socialiste, non seulement parce que les travailleurs des villes ont intérêt à conserver l'alliance des travailleurs des campagnes, mais parce que toute autre méthode serait inutilement onéreuse du point de vue économique.

Nous ne pouvons demander aux paysans travailleurs, ni aux artisans, de nous croire sur parole quand nous leur affirmons les bienfaits du socialisme. Seule pourra les convaincre l'évolution réelle des rapports sociaux. En attendant, la société doit leur donner la possibilité d'assurer leur subsistance par leur travail. C'est l'objectif de notre action en régime capitaliste. C'est aussi l'objectif de la société socialiste, au moins dans sa première phase. Telles sont les bases du contrat qui peut être établi pour l'ensemble de la période transitoire et qui ne doit pas pouvoir être remis en cause sans l'accord des intéressés.

La collectivisation forcée.

Ce n'est point là un compromis tactique, mais bien au contraire une appréciation objective des nécessités de la production et l'application des principes mêmes du socialisme. De nombreux travailleurs paysans se méfient en effet des « socialistes ». De la S.F.I.O., parce qu'elle ne leur offre aucune issue. Des communistes, parce qu'ils identifient leur politique avec l'expérience soviétique. Or les paysans savent bien, par exemple, qu'en Russie Soviétique, à partir de 1930, artisans et paysans ont été contraints par la force de rejoindre les kolkhozes et les coopératives artisanales, où ils ont perdu pratiquement toute liberté. Et l'on sait qu'une des premières mesures prises lors des mouvements anti-staliniens en Yougoslavie, en Pologne et en Hongrie a été de rendre leur liberté aux paysans incorporés de force dans ces coopératives. Dans ces conditions, comment les artisans et les paysans de notre pays ne se méfieraient-ils pas ? Comment pourraient-ils juger autrement que démagogiques les avances que leur font, notamment au moment des élections, les dirigeants du parti communiste français, alors que ces derniers ont approuvé toutes les mesures de collectivisation forcées, aussi bien en U.R.S.S. que dans les démocraties populaires ?

Or, il faut le dire nettement : les collectivisations forcées, l'intégration par la contrainte dans les coopératives artisanales n'ont rien à voir avec le socialisme. Elles sont le fruit du collectivisme bureaucratique dont les paysans et les artisans ont supporté les rudes conséquences au même titre que les ouvriers et l'ensemble des travailleurs. Lorsque la bureaucratie russe a appliqué en 1930 ces mesures de collectivisation, c'est au mépris des enseignements mêmes d'Engels, dont Staline raillait alors l'« excessive bienveillance » à l'égard des paysans. Elle l'a fait, du reste, malgré les avertissements solennels de l'opposition communiste. Celle-ci avait, la première, préconisé l'industrialisation pour alimenter le marché paysan en produits industriels, pour convaincre les paysans de constituer des coopératives dont le travail serait plus rentable que leurs entreprises

morcelées, et leur permettrait d'améliorer leurs conditions de vie. Mais elle s'opposait à toute mesure de contrainte, dont elle dénonçait d'avance les effets catastrophiques. La bureaucratie passa outre. Elle voulait mettre la main immédiatement sur le secteur de production qui lui échappait, rendre possible une planification par en haut, autoritaire, éliminer toute résistance à ses objectifs économiques et politiques, assurer les bases de son pouvoir totalitaire. Pour cela, elle avait besoin d'une collectivisation rapide, même s'il en devait résulter un recul — qu'elle escomptait provisoire — de la production agricole. Quant aux conséquences humaines de la collectivisation forcée, la bureaucratie ne s'en souciait pas plus que des conséquences humaines de la terreur ou, quinze ans plus tard, des déportations massives de peuples entiers.

Le critère de rentabilité.

En fait, la collectivisation forcée n'est pas seulement contraire aux principes du socialisme, elle est irrationnelle du point de vue de la rentabilité sociale. C'est pourquoi, indépendamment des raisons politiques, les communistes yougoslaves, puis les communistes polonais, devaient mettre fin à de pareilles exploitations dès leur rupture avec le stalinisme ; et ce point figurait également au programme des « communistes nationaux » de Hongrie. Ces mesures, prenant formellement l'allure d'une « décollectivisation », n'étaient pas seulement nécessitées par les rapports de force dans le pays. Elles étaient la preuve d'une continuité de la doctrine socialiste que l'expérience est d'ailleurs venue confirmer.

Expliquer théoriquement les raisons qui déterminent l'attitude des socialistes révolutionnaires à l'égard de la propriété privée paysanne et artisanale, c'est aider à renforcer le front de tous les travailleurs, salariés ou non, et, par là, servir le socialisme.

A quoi correspond en effet la suppression de la propriété privée des moyens de production et sa transformation en propriété collective ? D'abord à la volonté de supprimer l'exploitation de l'homme par l'homme. Ensuite, à la nécessité de regrouper les forces de production en vue d'une exploitation plus rationnelle et planifiée. Enfin, à l'obligation de supprimer la source de pouvoir politique et l'obstacle au développement du socialisme que représente l'appropriation privée.

Les entreprises individuelles qui n'occupent pas de salariés et n'exploitent donc pas le travail d'autrui ne peuvent être considérées comme des adversaires du socialisme. Elles ne peuvent être collectivisées de force que par un abus bureaucratique. Il est vrai que leurs moyens précaires de travail ne leur permettent que des conditions de vie médiocres. Celles-ci sont lourdement aggravées, en régime capitaliste, par l'exploitation des banques, des gros industriels, des intermédiaires et des trusts. Le socialisme les en délivrera. Il leur ouvrira des débouchés plus larges par suite de l'augmentation du niveau de vie des salariés. Il leur fournira des crédits : c'est l'intérêt des salariés de voir les paysans produire à de meilleures conditions. A mesure que la société pourra mettre à leur disposition des machines, des tracteurs, les services de ses centres agricoles, ces travailleurs seront amenés à comprendre d'eux-mêmes qu'ils ont intérêt à se grouper en coopératives disposant d'une technique plus perfectionnée et capables d'une exploitation plus rationnelle, intégrant librement leur production dans le plan général.

Mais de semblables coopératives ne sont viables que si l'adhésion y est volontaire et si elles sont équipées de manière à être plus rentables que les entreprises privées. L'exemple polonais montre clairement que les coopératives forcées deviennent une charge pour l'économie générale : la productivité du travail subit une baisse catastrophique, car les paysans consacrent l'essentiel de leurs efforts à l'exploitation des

lopins de terre qui leur sont concédés à titre personnel et pratiquent le marché noir. L'ensemble des producteurs doit soutenir ces entreprises par des subventions, ce qui fait que seuls les bureaucrates qui en vivent ont intérêt à leur existence.

Ces considérations sont valables dans une certaine mesure pour les exploitations agricoles et artisanales ou les petites entreprises semi-industrielles — celle du moins qui ne constituent pas un contre-sens économique. Si un gouvernement socialiste doit soutenir les ouvriers employés dans ces petites entreprises dans leurs conflits avec leurs employeurs et veiller à ce que leur niveau de vie progresse avec celui de tous les autres travailleurs, le critère fondamental reste, ici encore, celui de la rentabilité sociale. La société n'a pas intérêt à supprimer ces formes d'entreprises avant d'être capable de les remplacer efficacement par des formes supérieures, ni avant une évolution correspondante de la mentalité, notamment dans la paysannerie. Nous savons qu'une longue période d'adaptation sera nécessaire. Au bout d'un certain temps de maturation, les formes supérieures s'imposeront d'elles-mêmes, et d'abord aux bénéficiaires médiocres de l'actuel état de choses.

L'ennemi principal de ces petits exploitants agricoles n'est pas le socialisme, mais bien leurs soi-disants amis des « associations paysannes » dirigées en fait par les gros minotiers, les trusts de ramasseurs, les chevillards et les betteraviers, tous déguisés en « paysans » pour mieux exploiter la paysannerie.

Les formules coopératives.

Le régime socialiste cherchera au contraire à créer des exemples d'économie collective en collectivisant les grands domaines, en « communalisant » les terres qui excèdent une certaine superficie ou même, dans les régions de très petite propriété, en encourageant la vente volontaire et le regroupement des parcelles⁴⁰. Des fermes collectives et des communautés paysannes sous diverses formes seront ainsi créées — certaines d'entre elles reprenant l'exemple des kolkhozes en les démocratisant. Ces fermes collectives et ces communautés paysannes serviront de base aux institutions techniques et coopératives ; leurs ingénieurs agronomes, leurs stations de machines, leurs coopératives d'achat, de vente et de culture seront mis à la disposition des paysans individuels. Ainsi, sans heurts, en respectant les préoccupations des paysans, le pays s'acheminera vers une structure agricole sans doute intermédiaire entre l'agriculture kolkhozienne soviétique et l'agriculture coopératrice de pays comme la Hollande et le Danemark. Sans doute ces formes évolueront-elles ensuite plus rapidement dans certaines régions de culture, plus lentement dans d'autres. Mais ces évolutions devront toujours être volontaires. La chose sera d'autant plus aisée pour l'État socialiste des pays avancés que, contrairement à ce qui se passe dans les pays arriérés, il ne se trouvera pas dans l'obligation de disposer rapidement de nouveaux effectifs de main-d'œuvre.

Le secteur privé de l'industrie.

Même dans le domaine de la petite industrie, une société socialiste sera vraisemblablement amenée à conserver pendant un certain nombre d'années un secteur privé important, qui passera progressivement à la forme collective, plutôt que de créer d'emblée un secteur socialiste là où les conditions matérielles et les cadres humains n'existent pas encore. Ces problèmes essentiels ont trouvé en Chine une solution réaliste. En France, pays relativement avancé, ils se trouveront posés avec moins d'acuité. Mais, ici

aussi, il sera nécessaire d'y faire face avec un esprit réaliste, en tenant compte de la rentabilité des entreprises et en évitant de construire un appareil étatique par trop rigide, néfaste finalement aux travailleurs et aux usagers. Ici encore, nous devons rappeler que l'économie est au service de la collectivité et non l'inverse. Ici encore, nous devons avoir pour ligne directrice d'empêcher la prolifération d'une bureaucratie inutile.

Il importe d'affirmer publiquement ces principes contre une politique de contrainte, qui ne peut se faire en réalité que contre l'ensemble des travailleurs. Ainsi pourra être évitée demain l'alliance d'une grande partie de la paysannerie et des classes moyennes urbaines avec la bourgeoisie dépossédée. Au contraire, ce retour aux principes peut contribuer dès maintenant à réconcilier une grande partie des paysans et des petits exploitants avec l'idée socialiste et leur permettre de s'allier avec le mouvement ouvrier contre leurs véritables ennemis.

TROISIEME PARTIE
PROBLEMES IMMÉDIATS

CHAPITRE XV

PROGRAMME MINIMUM ET PROGRAMME DE TRANSITION

*« On doit combattre... le réformisme
en renforçant la conscience
politique des travailleurs, en faisant
de toute lutte du prolétariat
une lutte démocratique pour le
pouvoir, en ne dissociant jamais
les progrès techniques du progrès
social, en concrétisant l'action des
travailleurs en termes de pouvoir,
dans les cadres mêmes de la société
capitaliste. »*

Pietro NENNI
(Rapport au XXXII^e Congrès
du Parti Socialiste Italien)

Nous nous sommes efforcés de tirer les leçons des expériences réelles en tenant compte des conditions propres aux pays économiquement avancés, et à la France en particulier. Nous avons essayé de montrer que le socialisme n'est pas la rêverie d'un avenir lointain, destinée à nous consoler des médiocrités de l'époque, mais qu'il constitue au contraire la seule solution réelle aux problèmes posés aujourd'hui dans les pays de moyen développement économique.

Les luttes de demain pour conserver à la révolution socialiste son caractère démocratique continueront, sous d'autres formes, les luttes que nous menons dès aujourd'hui dans le régime capitaliste pour la sauvegarde et l'extension des libertés démocratiques, pour le contrôle et la gestion de l'économie par les producteurs, pour l'utilisation de l'appareil de production et du crédit au service du peuple. Il en va de même pour le combat que nous menons dès maintenant au sein du mouvement ouvrier pour la liberté de discussion, le contrôle des directions par les militants, l'unité d'action dans la clarté politique, l'unité et la démocratie syndicale. Ce ne sont pas pour nous des prises de position tactiques, mais bien l'application des principes mêmes du socialisme démocratique et révolutionnaire. Quant à ces principes, ils ne sont pas l'expression de notre préférence sentimentale ou intellectuelle. Nous les avons déduits au contraire des conditions économiques et sociales dans lesquelles nous nous trouvons placés. Ce sont des impératifs de cette situation. Les rejeter ne serait pas seulement se condamner à la stagnation, ce serait renoncer au socialisme.

Les routes de l'avenir.

L'équilibre de notre pays est trop instable pour permettre le maintien prolongé du régime actuel ; l'équilibre international est trop instable pour permettre le maintien prolongé des rapports de forces actuels. Si le rapport international des forces n'est pas définitivement modifié par la victoire du socialisme dans les pays économiquement avancés — au moins dans certains d'entre eux —, nous allons au-devant d'une troisième guerre mondiale, avec tout ce que comporte de ruines et de morts l'emploi des moyens atomiques de destruction. Si le rapport des forces dans un pays comme la France n'est pas modifié à l'avantage des travailleurs, il le sera au profit des bandes ultra-réactionnaires ; la démocratie, déjà fortement détériorée, sombrera sous les coups d'un quelconque général de guerre civile. En fait, les deux alternatives — sur le plan national et sur le plan international — sont étroitement liées. La victoire d'un régime de type franquiste en France signifierait probablement la guerre à brève échéance. L'aggravation de la tension internationale favoriserait cette victoire. L'expérience de la période qui a précédé 1939 et 1940 est hautement significative à cet égard.

Les chemins qui s'ouvrent devant nous doivent donc être bien éclairés. Ce serait une erreur tragique de croire que l'un continue le présent — avec son paysage habituel de relative prospérité et d'approximatives libertés —, tandis que l'autre engage vers l'inconnu d'un socialisme que nous voulons démocratique et dont on peut craindre qu'il ne soit semblable au régime des démocraties populaires. En réalité, des deux voies, l'une mène vers une forme nouvelle du fascisme et à la guerre atomique ; l'autre permettra à l'humanité de survivre en maîtrisant les forces énergétiques.

Ce n'est, bien entendu, qu'une image. D'abord, il ne s'agit pas d'un choix unique aiguillant une fois pour toutes un train dans la direction voulue, mais d'un choix sans cesse remis en question, d'une lutte qui connaît sans cesse des succès et des revers. Ensuite et surtout, il ne s'agit pas nécessairement pour les masses d'un choix conscient en faveur du socialisme — encore moins, en faveur d'une définition du socialisme. Il s'agit d'une série de luttes pour des solutions partielles aux problèmes qui se posent dans chaque situation concrète

La politique du « tout ou rien ».

C'est pourquoi un parti socialiste et révolutionnaire est amené à mettre en avant, non pas le plan d'une société socialiste, mais un ensemble de solutions immédiates, un programme à moyen terme et à court terme. Inévitablement, c'est un tel programme qui, dans les préoccupations des militants, prend le pas sur ce qu'on est tenté d'appeler le programme à long terme. Cela ne va pas sans danger : le mouvement risque de s'enliser dans une politique étroitement électorale, municipale ou économiste, et de perdre de vue les objectifs généraux. Mais plus grave encore serait la stérilité d'une politique du « tout ou rien ». Notre époque voit se multiplier des petites sectes animées d'un tel purisme. Des jeunes, exaspérés par la passivité des grandes organisations ouvrières, ont recours aux attentats individuels contre les fascistes et la machine d'État — comme si quelques grenades pouvaient entraîner l'effondrement de structures économiques ou même faire refluer un mouvement politique appuyé sur les forces armées de l'État ! Ailleurs, ce sont des groupes qui se constituent pour discuter du socialisme — comme si ces discussions en cercle fermé pouvaient faire avancer d'un pas sa réalisation ! De petits noyaux ouvriers limitent leur action à un atelier ou deux — comme si l'action socialiste pouvait être autre chose que nationale et générale ! Certains mouvements se bornent à mener campagne pour une société « rationnelle », dont ils proposent les épures toutes prêtes — comme si

la logique formelle présidait aux bouleversements sociaux ! Et d'autres enfin se réclament de l'action révolutionnaire, mais lui substituent une simple phraséologie.

Tous ces efforts sont ainsi coupés de l'action réelle et proprement stériles. Un mouvement révolutionnaire authentique doit se méfier avant tout de l'académisme, de la phrase, de la gesticulation « révolutionnaire ». Il lui faut patiemment se lier au peuple travailleur en tenant compte de ses problèmes immédiats et de ses préoccupations réelles, pour l'aider à combattre ses ennemis du moment et à progresser vers la révolution socialiste. L'action quotidienne assure des succès partiels qui non seulement améliorent les conditions de vie des travailleurs mais leur permettent de connaître leurs forces et de pousser plus loin leur avantage.

Réformes élémentaires.

Les révolutionnaires doivent être prêts à combattre pour la revendication la plus élémentaire — qu'il s'agisse de fournir de matériel scolaire l'école communale, d'obtenir l'adduction d'eau au village, d'empêcher l'augmentation des loyers dans les H.L.M. ou de soutenir les revendications syndicales pour des conditions décentes d'hygiène à l'usine. Le point commun entre ces revendications, c'est que toutes servent d'abord les intérêts du peuple. Le propriétaire foncier est médiocrement intéressé par le service d'eau : il a déjà son propre moteur et il proteste contre les centimes additionnels ; l'école communale intéresse surtout les gens du peuple et les laïcs ; et ainsi du reste. On se rappelle sur quelle question Bevan démissionna naguère du cabinet britannique : non pas sur un grand problème de politique étrangère, mais sur un point apparemment bien futile, le refus du gouvernement d'autoriser le remboursement des lunettes aux assurés sociaux. C'était là un problème très simple à propos duquel de très larges couches de travailleurs pouvaient toucher du doigt la différence entre un socialiste soucieux d'utiliser le pouvoir dans l'intérêt du peuple et des socialistes préoccupés avant tout de gérer consciencieusement les affaires de la bourgeoisie et d'éviter sa critique.

Cependant ces réformes ne présentent pas par elles-mêmes un caractère révolutionnaire, pas plus d'ailleurs que des réformes plus générales comme une troisième semaine de congés payés ou une augmentation de la retraite des vieux travailleurs. Le programme socialiste ne doit pas être un catalogue d'améliorations souhaitables.

On connaît la méthode du candidat à la députation qui parcourt d'abord sa circonscription pour connaître les desiderata de ses électeurs et qui les concilie tant bien que mal pour composer son programme électoral. Le programme d'action d'un parti socialiste révolutionnaire ne s'établit pas ainsi. Il ne cherche pas à concilier les intérêts inconciliables des exploités et des exploités. Il ne cherche pas à gagner des suffrages en reprenant des revendications simplistes — tel un Poujade lançant le mot d'ordre : « Nous ne voulons plus d'impôts ». Les revendications que soutient le parti révolutionnaire sont celles qui vont dans le sens du progrès social. Ses mots d'ordre sont ceux qui correspondent aux nécessités de la situation générale à un moment donné, même si la majorité de la population n'a pas encore une pleine conscience de leur nécessité. Nous expliquons, par exemple, qu'il faut reconnaître le droit des peuples coloniaux à leur indépendance, même si la plupart des travailleurs ne sont pas encore d'accord sur ce point.

Programme d'action et « plan ».

Parce qu'il n'est pas un catalogue de desiderata, parce qu'il correspond aux exigences de la situation objective, le programme « immédiat » du parti révolutionnaire a sa cohérence interne. Il serait vain par exemple de réclamer la transformation de la médecine en service social si le bénéfice devait en revenir aux puissants trusts pharmaceutiques qui s'enrichissent fabuleusement au détriment de la collectivité ; la société ne peut supporter cette réforme qu'en nationalisant les trusts pharmaceutiques ; mais cette nationalisation, pour être réelle, exige que les travailleurs de ces industries les contrôlent ou les gèrent et que le crédit soit également nationalisé.

C'est pourquoi un programme d'action se présente toujours comme un ensemble, comme un « plan ». Tel était le plan de la C.G.T. en 1934-35. La tradition s'en est conservée dans la centrale syndicale. On sait qu'en 1955 la majorité confédérale décida de supprimer ce programme, malgré l'opposition de militants comme Le Brun et Rouzaud. Les raisons invoquées étaient révolutionnaires : dans le cadre du régime capitaliste, un plan vise à colmater les fissures du régime ; ce régime, les travailleurs doivent le renverser ; les révolutionnaires doivent se borner à appuyer les revendications ouvrières sans se soucier d'aider les capitalistes à pallier les difficultés qu'elles lui créent.

Or on constate qu'après la victoire des « majoritaires », la C.G.T. a moins que jamais mené d'actions d'envergure. L'année 1956 a été marquée par une passivité ouvrière plus grande que dans n'importe quelle autre période depuis le moment où les communistes ont été écartés du gouvernement en 1947. La C.G.T. n'a notamment joué aucun rôle dans les graves événements qui ont marqué l'histoire du gouvernement à direction socialiste jusqu'en mai 1957.

C'est la preuve que l'offensive de la majorité confédérale contre le plan de la C.G.T. n'avait pas pour but de galvaniser les travailleurs. Son objectif réel était tout autre. Au moment où la majorité parlementaire réactionnaire voyait ses jours comptés, où l'on pouvait facilement prévoir un changement de majorité au parlement, les dirigeants communistes voulaient dégager la responsabilité de la C.G.T. dans les problèmes de politique générale, de manière à en laisser le monopole au parti ; ils voulaient en effet que celui-ci puisse mener avec les autres partis les tractations qu'il jugeait utiles — surtout en matière de politique étrangère — sans être gêné par les impératifs d'un programme général de la centrale syndicale. En fait, ils reprochaient au « plan » moins d'être un compromis avec le régime que d'empêcher certains compromis avec le parti au pouvoir.

Le « réformisme ».

Pourtant un certain nombre de critiques formulées à l'encontre du programme confédéral ne manquaient pas de fondement, comme en convenaient d'ailleurs Le Brun et Rouzaud. Ses auteurs s'étaient trop souvent bornés à trouver les moyens de financement pour les réformes sociales réclamées par les syndicats dans l'arsenal des économistes capitalistes, par exemple dans le renforcement du protectionnisme douanier. De telles dispositions tendent moins à miner le régime capitaliste qu'à l'étayer. Tel était, dans son ensemble, l'esprit du plan de De Man dans la Belgique d'avant-guerre et, au fond, celui du plan de la C.G.T. dans l'esprit de Jouhaux.

Un programme d'action révolutionnaire ne subordonne pas sa logique à celle du capitalisme. Il tend à bousculer au contraire les états du régime. C'est pourquoi il ne constitue pas un système stable et formé de solutions, mais un ensemble dynamique. Les difficultés inhérentes à l'application des mesures prévues ne peuvent pas, sauf exception, être surmontées par le recours aux techniques préservatrices du régime ni à ses soupapes de sûreté. Elles ne peuvent l'être que par une marche en avant. Supposons, par exemple,

que vienne à être appliquée une législation de contrôle ouvrier de la production et que le patronat ferme ses usines plutôt que de l'accepter. Il ne restent plus que deux possibilités : ou bien renoncer à appliquer le programme et battre en retraite devant l'ultimatum patronal — ce qui entraînerait un recul sur tous les autres plans —, ou bien nationaliser ces usines, en confier aux producteurs non plus le contrôle, mais la gestion, dans le cadre d'un programme d'ensemble national.

Faire confiance à l'action des classes populaires.

Nous en arrivons donc à ce qui constitue la principale différence entre un programme « réformiste » et un programme d'action révolutionnaire. Le premier indique des mesures souhaitables : il ne précise pas qui les réalisera ni comment ; il fait confiance aux organismes d'État pour les appliquer, en contrôler la mise en vigueur et les défendre. Dans ces Conditions, les seules réformes réellement applicables sont celles qui peuvent conduire à l'aménagement du régime ou celles que l'on aménage pour la conservation du régime. Par exemple, l'échelle mobile des salaires pourrait empêcher le patronat, au niveau national, de reprendre par l'augmentation des prix ce que les luttes ouvrières l'auraient contraint de concéder ; ou, du moins, elle pourrait paralyser considérablement ses moyens de récupération. Le Parlement a voté une loi décrétant l'échelle mobile. Seulement, c'est le gouvernement et les services d'État qui déterminent l'indice de référence, surveillent la montée des prix, décident de l'entrée en vigueur de l'augmentation correspondante des salaires. Dans ces conditions, qu'arrive-t-il ? Non seulement l'indice choisi est le plus défavorable aux salariés, mais le gouvernement en fausse le fonctionnement en agissant artificiellement sur le prix de certains articles précis de référence. Il ne pourrait en être autrement que si le choix de l'indice et l'application de la loi étaient soumis aux travailleurs et à leurs organisations, si les travailleurs, d'autre part, étaient assez forts pour imposer le cas échéant par la grève cette application de la loi.

Ces considérations s'imposent davantage encore lorsqu'il s'agit non plus d'une réforme isolée mais d'un programme d'ensemble. Comment espérer que les capitalistes acceptent sans réagir une limitation de leurs bénéfices ou de leur pouvoir ? En fait, leur contre-offensive prendrait la forme non seulement de mesures économiques, mais, probablement, d'une mobilisation de bandes armées.

Dans les conditions actuelles par exemple, les mesures visant à assurer la paix en Algérie — c'est-à-dire le respect du droit du peuple algérien à se gouverner lui-même — entraîneraient de violentes réactions d'une fraction de l'armée et des ligues de type fasciste. Peut-on compter, pour s'y opposer, sur les forces de la police — noyauté par les fascistes — et sur l'état-major lui-même ? Il est évident qu'on ne peut faire réellement confiance qu'aux forces populaires, à leur organisation et à l'esprit démocratique des troupes. Aucun mouvement d'envergure, n'est possible, même pour des réformes, sans la mobilisation et la vigilance du peuple, sans son organisation dans des formations de défense, sans le développement d'organismes qui lui permettent d'agir et de présenter à l'adversaire un front uni.

C'est pourquoi la Nouvelle Gauche n'a jamais séparé sa propagande pour le Front Populaire d'une propagande pour des comités de Front Populaire dans les villes, les villages et les entreprises. La lutte pour un programme d'action conduit toujours, en dernière analyse, à répondre à cette question : quelles forces sociales détiennent effectivement le pouvoir ?

CHAPITRE XVI

ESQUISSE D'UN PROGRAMME D'ACTION

« Chaque liberté n'est assurée que que si l'on y ajoute une autre. La démocratie se protège en étendant ses frontières... Dans les sociétés occidentales, la démocratie industrielle est la contre-partie de la liberté politique. »

Aneurin BEVAN
(« Pour vaincre la peur »).

Pour que les forces populaires puissent résoudre le problème à leur avantage, il est nécessaire qu'elles agissent ensemble ; il est également nécessaire qu'il existe un mouvement révolutionnaire parfaitement conscient des buts poursuivis dans leur ensemble et riche de toutes les expériences du passé. Mais c'est sur des objectifs immédiats et sur un programme d'action que ce mouvement révolutionnaire regroupe ses forces et les éprouve.

Il est donc très positif de voir les regroupements socialistes qui s'effectuent à notre époque mettre l'accent sur le programme d'action. Il n'est pas dans notre propos de nous substituer aux congrès de ces organisations pour proposer un programme. Mais il nous semble impossible de conclure cette étude sans montrer comment le mouvement authentiquement socialiste donne une réponse concrète aux problèmes actuels. Nous aurions pu analyser les programmes votés par les congrès des organisations qui s'y rattachent. Mais, au moment où elles préparent leur unification, il nous a semblé préférable de nous rapporter à l'un des textes essentiels sur lesquels porte la discussion au sein des mouvements engagés dans cette unification : le projet de programme d'action proposé en commun par les instances responsables de la Nouvelle Gauche et du Mouvement de Libération du Peuple. Ce projet sera certainement amélioré au cours de la discussion qui aboutira au Congrès d'Unification. Mais de toute façon notre but n'est pas de l'analyser dans le détail. Il est seulement de montrer, dans ses grandes lignes, comment un programme socialiste correspond aux nécessités de l'heure.

Ce projet de programme s'articule sur quelques axes essentiels : mettre l'économie au service du peuple, garantir l'alliance des travailleurs des villes et des campagnes, défendre et élargir la démocratie ; établir des rapports d'égalité avec les peuples sous-développés colonisés ou anciennement colonisés ; développer les relations internationales au service des travailleurs et de la Paix.

UNE ÉCONOMIE AU SERVICE DU PEUPLE

En quoi consiste une politique économique au service du peuple ? L'idée essentielle en est la suivante : l'expansion économique actuelle (médiocre et constamment remise en question, mais néanmoins réelle) doit profiter non aux trusts et à la grande bourgeoisie,

mais essentiellement à l'ensemble des travailleurs. Il faut, non seulement en maintenir le rythme, mais l'accélérer.

Élever le niveau de vie.

Le premier objectif fondamental, dans le cadre de notre économie actuelle, est le développement du marché intérieur — et, par conséquent, l'élévation du niveau de vie de tous les travailleurs. Les milieux capitalistes réactionnaires prétendent que le niveau de vie actuel est encore trop élevé, et, en limitant les profits, ralentit le rythme des investissements. C'est là une contre-vérité, qui sous-entend que la part du profit, consommée par les capitalistes pour eux-mêmes, ne saurait être restreinte. Nous avons constaté que, d'après les statistiques officielles, le niveau de vie des travailleurs est encore inférieur à celui de 1938, malgré un niveau de production très supérieur. Nous avons vu d'ailleurs que l'expansion économique, par exemple dans les pays scandinaves, est due essentiellement à l'extension des marchés intérieurs, c'est-à-dire à l'élévation du niveau de vie de larges couches de la population sous l'aiguillon des luttes ouvrières.

Pour développer la production, il faut tourner le dos à la politique déflationniste de l'industrie lourde et des industries marginales. Il faut notamment augmenter les salaires et les traitements les plus bas, égaliser ceux des diverses régions, imposer le respect des lois sociales pour les jeunes, les femmes, les travailleurs coloniaux, défendre et étendre la Sécurité Sociale, préparer le retour aux 40 heures sans diminution des revenus. Cela ne peut se faire que par une réduction effective des profits.

Contrôler la gestion capitaliste.

Les patrons prétendent que de telles mesures signifient leur ruine. Nous ne les croyons pas. Les patrons devront ouvrir leurs livres de comptes devant les délégués ouvriers — les livres de comptes réels et non ceux qu'ils utilisent pour le fisc. Les comités d'entreprise — ceux que prévoit la loi ou d'autres, élus sous une forme moins sclérosée — devront prendre à charge la tâche de contrôler cette comptabilité, en accord avec les techniciens. Il est inadmissible que le sacro-saint secret commercial empêche les travailleurs de se renseigner sur l'état des commandes et les bilans qui intéressent au premier chef leur subsistance. Certaines entreprises sont trop mal équipées pour supporter de nouvelles charges. Il n'est pas de l'intérêt de la société dans son ensemble qu'elles survivent sous leur forme actuelle ; elles doivent pouvoir recevoir des crédits d'investissement afin de modifier leur outillage et, au besoin, leur type de production. Et les travailleurs doivent pouvoir prendre en charge les entreprises dont le patron déclarerait forfait.

Pour défendre l'économie nationale, les travailleurs ont encore d'autres armes à leur disposition : la nationalisation des industries comme celle des trusts pharmaceutiques et chimiques, pétroliers et sidérurgiques, qui présentent un intérêt vital pour la collectivité et réalisent des profits de monopole excessifs ; la menace de nationaliser les industries récalcitrantes aux lois sociales ; enfin — mesure décisive — la nationalisation des banques d'affaires et le contrôle des organisations ouvrières sur tout l'appareil nationalisé du crédit. Le contrôle ouvrier permettrait également de vérifier les conditions de l'auto-financement et d'empêcher qu'il ne constitue un camouflage des profits réels.

Le développement de l'industrie nécessaire à la réalisation de ce programme exige, en outre, l'indépendance économique du pays à l'égard des trusts internationaux. Le monopole du commerce extérieur est la condition d'un contrôle sur les sorties de capitaux

et peut empêcher les capitalistes de faire ainsi pression sur les décisions gouvernementales.

Diminuer massivement les dépenses militaires.

L'indépendance à l'égard de la politique américaine et l'arrêt des guerres coloniales rendrait possible une réduction massive des dépenses militaires qui constituent actuellement la majeure partie du budget et près du dixième du revenu national. De nombreuses charges improductives du budget pourraient également être réduites ou supprimées : notamment celles qui concernent la police (en partie destinée actuellement à écraser les grèves), les subventions directes ou indirectes aux trusts privés, etc... Les ressources de l'État pourraient en revanche être augmentées par une réforme démocratique de la fiscalité qui comporterait la réduction des impôts indirects, l'établissement d'un impôt sur le capital et la rénovation de l'impôt progressif sur le revenu.

Investir au service du peuple.

Avec la nationalisation réelle du crédit, cette réforme radicale du budget permettrait d'utiliser les fonds publics non plus pour des objectifs improductifs ou pour augmenter les bénéfices des trusts, mais pour des tâches utiles à la collectivité :

- Travaux d'utilité publique : construction de logements locatifs, d'écoles, d'hôpitaux et d'institutions sociales ; construction de barrages et de centrales nucléaires au lieu de paquebots de luxe, par exemple, qui ne servent qu'au prestige.
- Développement de l'enseignement, notamment de l'enseignement technique, qui permet de former des travailleurs qualifiés, et de la recherche scientifique, de quoi dépend tout le développement industriel ultérieur.
- Soutien des entreprises artisanales par leur modernisation et leur spécialisation, le développement de la coopération, la défense, contre les trusts, des artisans et des petites entreprises quasi « intégrées ».

La répercussion d'une telle politique sur les prix de détail peut être largement freinée par l'assainissement de la distribution : réduction des profits des gros intermédiaires et des grandes sociétés à succursales multiples, développement des coopératives de consommation, etc...

L'ensemble de ces mesures créerait les conditions d'une planification pour les secteurs-clés de l'économie nationale, permettrait l'expansion économique au service du peuple et souderait les diverses couches populaires.

GARANTIR L'ALLIANCE DES TRAVAILLEURS DES VILLES ET DES CAMPAGNES

C'est là une condition essentielle de la victoire des classes populaires, et une préoccupation constante des socialistes de gauche.

La politique des partis réactionnaires et de leurs alliés consiste à renforcer la fortune des gros agrariens et à laisser stagner les quatre cinquièmes des exploitations paysannes. La politique des socialistes de gauche consiste au contraire à retirer aux gros exploitants l'aide de l'État, et à profiter des économies faites sur les charges improductives pour aider les paysans travailleurs à moderniser leurs méthodes de culture et à élever leur niveau de vie.

La première mesure est donc de supprimer les subventions onéreuses et les privilèges accordés aux gros agrariens.

Pour aider les paysans travailleurs à moderniser leur outillage, les socialistes révolutionnaires proposent la réforme du Crédit Agricole dans un sens démocratique, le développement de prêts d'installation et de modernisation à intérêt réduit, le soutien des cultures essentielles et l'aide à la reconversion des cultures qui s'imposent dans les régions pauvres, l'encouragement aux coopératives d'utilisation en commun du matériel, la création de stations de machines agricoles, la vente directe des engrais et des machines pour éviter les bénéfices des intermédiaires.

Dans le même sens, ils préconisent le dégagement de crédits pour l'électrification, l'adduction d'eau, la réfection des chemins ruraux, la vulgarisation de l'enseignement agricole et la création de foyers ruraux.

Il serait possible d'élever les prix des denrées à la production et d'assurer aux travailleurs des campagnes une rémunération égale au salaire moyen interprofessionnel garanti en organisant des coopératives de ramassage, des centres d'usagers, et en développant la vente directe aux centres urbains.

Il est enfin indispensable d'étendre aux paysans travailleurs le bénéfice des lois sociales, et notamment de la Sécurité Sociale, avec les mêmes garanties.

Il faut assurer aux paysans travailleurs la possibilité de diriger les organismes de la Mutualité Agricole en modifiant le mode actuel, réactionnaire, de scrutin.

Enfin il faut amorcer une réforme agraire en limitant (par exemple, à 80 ou 100 hectares) la propriété individuelle et en accélérant le remembrement des parcelles.

DÉFENDRE ET ÉLARGIR LA DÉMOCRATIE

Empêcher l'intervention de la police dans la vie politique.

Il est impossible que l'économie soit mise au service du peuple si l'État lui-même n'est pas démocratique. Or, depuis une dizaine d'années et particulièrement dans la dernière période, nous assistons à une dégradation constante des libertés démocratiques. Alors qu'en Angleterre la découverte de l'existence d'une table d'écoute provoque un scandale parlementaire, le « procès des fuites » révèle que la pratique en est constante en France et passivement acceptée. C'est un symbole de la puissance croissante de la police dans tous les domaines : les pouvoirs spéciaux ont permis la suspension des garanties judiciaires et l'établissement des camps de concentration en Algérie : en France, on peut maintenant empêcher les journaux de paraître, interdire les réunions publiques et les manifestations de masse. L'opposition est bâillonnée, tandis que le gouvernement s'arroge le monopole de la propagande et que les tribunaux militaires sont chargés des délits d'opinion. Enfin, l'extension des lois d'exception à la métropole et l'institution des camps de concentration sur son sol même ajoutent une nouvelle touche à ce sombre tableau : la Quatrième République se transforme en État policier.

Le premier objectif des organisations démocratiques doit être d'en finir avec ces méthodes, d'abolir les pouvoirs des tribunaux militaires, d'imposer la dissolution des organismes de répression anti-ouvrière tels que la D.S.T. et les C.R.S., d'empêcher l'intervention de la police dans la vie privée et dans la vie politique.

Démocratiser les moyens de propagande.

Pour être libre, l'opinion doit être librement informée. Il n'en est pas ainsi aujourd'hui. Les trusts détiennent un quasi monopole de la presse. Sur 4.300.000 exemplaires vendus par les quotidiens parisiens d'information, 3.800.000 au moins sont aux mains des trusts (Boussac, Bloch Dassault, Amaury, Hachette, etc...). La situation est pire pour la presse de province qui tire à 6.400.000.

Il faut arracher aux trusts leur monopole de l'information. Le moyen peut en être la transformation de la presse politique en service public, tel que le proposait Léon Blum en 1928 : « Le service public fournirait les locaux, le matériel d'impression (analogue pour tous), des budgets de rédaction équivalents. Il assurerait le transport, la vente des journaux, toujours sur un pied d'égalité ; il contrôlerait la publicité commerciale... Mais les journaux seraient publiés par les soins et sous la responsabilité des partis. » Cette réforme devrait être étendue à l'ensemble de la presse, et le contrôle financier de ce service public devrait être exercé non par un agent de l'État, comme le proposait Léon Blum, mais par un comité des usagers⁴¹.

La démocratisation de la presse exige également que l'Agence France-Presse, qui diffuse les informations, cesse d'être arbitrairement contrôlée par le gouvernement et dispose d'un statut qui la rende indépendante — sous le contrôle des journalistes qui y travaillent —, de même que la radio et la télévision, qui sont des instruments d'information et de propagande au moins aussi importants que la presse.

Démocratiser l'enseignement.

Il faut abroger les lois anti-laïques qui assurent des subventions à l'enseignement confessionnel et privé. Les fonds publics doivent être réservés à l'enseignement public, qui offre aux enfants la garantie d'un enseignement qualifié.

De même, il importe d'enlever l'apprentissage, l'enseignement agricole et technique, à la mainmise du patronat qui l'utilise pour façonner l'esprit de ses futurs employés. Tout l'enseignement technique doit être contrôlé par les syndicats.

Enfin, il faut élever à 18 ans l'âge de la scolarité, comme dans tous les pays économiquement avancés. Cela suppose la généralisation à tous les jeunes du pré-salaire — actuellement accordé aux étudiants de l'enseignement. L'enseignement secondaire et supérieur doit cesser d'être pratiquement réservé aux enfants de la bourgeoisie et doit être réformé dans l'esprit du projet Vallon-Langevin.

Démocratiser l'armée.

Jamais peut-être la démocratisation de l'armée n'avait été un problème aussi urgent que depuis les guerres coloniales d'Indochine et d'Algérie. Nous voyons se constituer sous nos yeux des troupes prétoriennes prêtes, sous les ordres de chefs ambitieux, à liquider le régime démocratique, tandis que les jeunes générations, au lieu d'apprendre à défendre leur pays, font à l'armée l'apprentissage du racisme et des pires méthodes de répression.

Il faut dissoudre immédiatement les unités mercenaires qui servent essentiellement pour la répression des mouvements coloniaux et serviront demain pour un coup de main militaire.

Il faut réduire le service militaire à son rôle réel : celui de l'apprentissage technique nécessaire à l'utilisation des armes modernes. Cela permettrait facilement de ramener à six mois le temps de présence sous les drapeaux. Un service plus long correspond seulement aux nécessités des guerres coloniales.

Le jeune soldat ne doit pas être un citoyen diminué. Il doit pouvoir s'informer librement, lire ce qu'il veut, participer à la vie politique.

L'armée doit être de plus en plus liée au peuple et à la vie de la nation. Les jeunes doivent y parfaire leurs connaissances techniques, en liaison avec les syndicats de l'enseignement et les syndicats ouvriers. L'armée ne doit pas être utilisée au service du patronat pour briser des grèves. En revanche, elle doit avoir conscience de faire partie de l'ensemble des travailleurs et savoir qu'on peut faire appel à elle chaque fois que travaux urgents le requièrent.

Démocratiser les élections.

Les élections doivent être rendues plus démocratiques par l'extension du droit de vote aux jeunes à partir de dix-huit ans et par l'application de la proportionnelle intégrale.

Il est anti-démocratique qu'une assemblée comme le Sénat, élue à plusieurs degrés, selon un processus destiné à avantager les partis bourgeois et réactionnaires, puisse contrebalancer la volonté populaire exprimée lors des élections au Parlement : il faut supprimer le Sénat. L'assemblée élue au suffrage universel et direct doit assumer seule les responsabilités législatives.

Il faudra également réduire la durée du mandat des députés, obliger ceux-ci à rendre périodiquement compte de leurs actes à leurs électeurs, permettre à ces derniers de révoquer leurs élus et de procéder à de nouvelles élections en cours de législature.

Le peuple doit pouvoir gérer directement les affaires de la commune. Le retour aux anciennes prérogatives municipales, particulièrement en matière de police, et l'extension des pouvoirs des autorités municipales va également dans le sens de la démocratisation. Il est nécessaire notamment de mettre fin au régime de tutelle pour Paris.

Le peuple doit être juge en dernier ressort : des mesures comme le referendum et l'initiative des lois — qui sont instituées notamment en Suisse — lui donneraient le plein exercice de son droit.

RAPPORTS AVEC LES PEUPLES D'OUTRE-MER

Contre les guerres coloniales.

L'application d'un programme économique au service du peuple, l'extension des libertés démocratiques, supposent la renonciation à la politique coloniale de reconquête.

Certes, une guerre coloniale, comme celle qui se déroule en Afrique du Nord, entraîne la généralisation de la violence : arbitraire policier, suspension de toutes les libertés et de toute légalité, incendies, massacres, tortures, camps de concentration. Faire le silence là-dessus équivaldrait à se rendre complice. Mais ce sont là les conséquences inévitables de la guerre, lorsque le colonisateur se heurte à l'ensemble d'un peuple. Cette situation révèle que le système colonial en est arrivé au point de rupture. Il est impossible de combattre les effets du colonialisme sans combattre le colonialisme lui-même et le régime capitaliste dont il est issu.

Car ce combat n'est pas seulement de solidarité humaine. Il est impossible d'envisager des réformes sociales, même de portée limitée, tant que la guerre absorbe les ressources du pays en argent et en hommes. Il est impossible d'envisager l'élargissement ou même le maintien de la démocratie tant qu'outre-mer le régime entretient une dictature de type fasciste, modifie les structures politiques dans le sens fasciste, secrète le venin du racisme et du militarisme, prépare les forces armées de coup d'État. Plus généralement, il est impossible de mettre à la raison la réaction capitaliste tant qu'elle continue à disposer aux

colonies d'une base de repli et d'attaque. Une politique d'envergure concernant les problèmes d'outre-mer est donc le préalable nécessaire à toute politique sociale.

Droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Les principes de cette politique sont clairs. Il faut d'abord reconnaître le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Ce droit est inscrit dans les préambules de la Constitution. L'article 8 de cette même Constitution, qui le contredit, doit être modifié en conséquence. L'association des peuples économiquement sous-développés avec la France, sur un pied d'égalité, serait du reste avantageuse pour les uns et les autres du point de vue économique, politique et social. Mais les moyens doivent être donnés à chacun des peuples d'outre-mer de choisir librement entre l'indépendance et l'association dans l'égalité.

Les socialistes révolutionnaires sont, quant à eux, solidaires des mouvements d'indépendance nationale. Ils se réservent le droit de discuter avec ces derniers, comme avec tous les mouvements ouvriers révolutionnaires, de leur politique et de leur stratégie⁴². Mais les pourparlers qui doivent être menés avec les peuples aujourd'hui dépendants pour établir leur statut futur et le statut de leurs relations avec la France doivent être menés avec les représentants de ces peuples, quels qu'ils soient, sans choix politique préalable des interlocuteurs : c'est aux peuples intéressés de décider quels partis les représentent effectivement.

Au cours de ces pourparlers, les représentants de la France défendront les droits des minorités — notamment des minorités européennes implantées dans le pays —, étant entendu que cette défense ne doit, en aucun cas, s'identifier avec la défense des privilèges acquis et ne doit pas faire obstacle aux efforts de libération sociale des peuples jusqu'ici dépendants (nationalisation, réforme agraire, etc.).

Sur la base de ces principes, on peut immédiatement engager des pourparlers avec les représentants du peuple algérien, sans discrimination, en vue d'un cessez-le-feu, et, après avoir libéré les détenus et rétabli les libertés démocratiques, déterminer avec les représentants élus par les Algériens le statut futur d'un nouvel État et ses relations avec la France.

Ainsi serait rendue possible une coopération économique, culturelle et diplomatique avec les trois pays du Maghreb — comme elle pourrait être rétablie avec la République démocratique du Vietnam. Les mêmes principes peuvent être appliqués, en tenant compte de particularités locales, à l'ensemble des pays actuellement dépendants, comme Madagascar et l'Afrique Noire.

Relations futures.

En fait, il ne pourra être établi de relations réellement égalitaires entre les peuples économiquement arriérés et les peuples des pays industriels que plus tard, sur la base de structures socialistes. L'élimination des classes exploitantes et des formes de propriété capitaliste ne suffit d'ailleurs pas à garantir ces rapports d'égalité. Les peuples sous-développés ont besoin d'énormes investissements pour rattraper leur retard économique. C'est le devoir des pays industrialisés de fournir ces investissements. C'est aussi leur intérêt, car aucun équilibre politique n'est possible dans le monde tant que subsiste l'actuel déséquilibre économique et social. C'est même leur intérêt immédiat, car la mise en exploitation de toutes les ressources économiques et humaines du globe n'entraînera pas seulement l'élévation du niveau de vie du pays qui les détient sur son sol

: elle contribuera à élever le niveau de vie de tous les peuples qui lui sont économiquement liés.

La conscience de cette solidarité a conduit Aneurin Bevan à proposer, il y a quelques années, que la Grande-Bretagne réserve 2 % de ses revenus à l'industrialisation des pays sous-développés. À vrai dire, cette proportion de 2 % est certainement insuffisante : elle ne permettrait qu'un rythme d'industrialisation très lent. Mais ce pourcentage ne constitue que la moitié de ce que la France consacre, par exemple, à la seule guerre d'Algérie.

L'important, c'est que l'ensemble des problèmes puisse être discuté sur la base d'une complète égalité, que les peuples sous-développés n'aient pas le sentiment d'être exploités, ni celui de se voir imposer une politique en échange de crédits. Ces relations socialistes sur un pied d'égalité ne sont possibles que si le pouvoir est réellement détenu par le peuple, et non par une bureaucratie. Elles définissent les rapports que les socialistes révolutionnaires souhaitent promouvoir entre notre pays et les peuples de ses anciennes colonies qui souhaiteront conserver leurs liens avec nous.

POLITIQUE INTERNATIONALE

Le problème de la paix et de la guerre conditionne évidemment de plus haut encore celui du progrès social. La coexistence pacifique n'est pas pour nous seulement une perspective dans laquelle s'inscrit notre lutte. Elle est elle-même une lutte quotidienne. Nous savons qu'il ne pourra être question de paix générale qu'avec le triomphe du socialisme dans les principaux pays avancés. Mais, dans la situation d'équilibre instable où le capitalisme nous contraint de vivre, une lourde responsabilité échoit aux classes laborieuses et à leur parti, pour le maintien de la coexistence pacifique.

Les socialistes révolutionnaires combattent tout ce qui peut contribuer à la mettre en danger : accords militaires (qu'il s'agisse du pacte de Varsovie ou du pacte de l'Atlantique, qui met pratiquement notre pays sous le contrôle des U.S.A.) ; interventions militaires (comme celle de l'U.R.S.S. en Hongrie, comme celle de la France et de l'Angleterre en Egypte) ; expérience atomiques et stockage des engins nucléaires et thermonucléaires ; courses aux armements classiques et atomiques, etc. Ils mènent campagne pour le règlement pacifique des problèmes qui menacent la paix du monde : particulièrement ceux que posent la division de l'Allemagne, poudrière de l'Ouest européen, et les antagonismes du Proche-Orient, poudrière de l'Est.

Un gouvernement populaire devrait inscrire à son programme la renonciation à une politique de sur-armement qui n'offre qu'une fallacieuse sécurité à l'époque des destructions atomiques massives. Il devrait pratiquer une politique de neutralisme actif à l'égard des deux blocs — seule garantie relative de sécurité et seul moyen de consolider la paix mondiale. Il lui faudrait, par conséquent, entretenir des relations culturelles et commerciales, aussi bien avec l'Est qu'avec l'Ouest. Alors seulement, il aurait quelque autorité pour peser — en même temps que l'ensemble des pays neutralistes — en faveur d'un cordon sanitaire d'États neutres, qui comprendrait notamment l'Allemagne unifiée. C'est là le préalable indispensable à un désarmement international progressif. Les économies budgétaires réalisées par le désarmement permettraient ensuite la création d'un fond d'investissement pour l'industrialisation des pays sous-développés — notamment ceux du Proche-Orient.

La petite Europe des trusts.

Le problème de la paix est indissolublement lié à celui de l'unification de l'Europe. Malheureusement, c'est sur ce sujet que la gauche est le plus profondément divisée. C'est sur ce sujet aussi que les socialistes révolutionnaires eux-mêmes se sont montrés le plus hésitants et le plus timides.

Les causes de cette situation sont nombreuses. D'abord il n'est pas possible d'aborder le problème en le séparant de ses implications internationales : l'intégration des forces armées sous une forme ou sous une autre — la C.E.D. ayant été seulement une de ces formes — qui a constitué l'objectif premier des promoteurs de l'Europe unie ; la violente opposition soviétique qui en a découlé, de même que l'inquiétante sollicitude du gouvernement américain. Enfin, il faut tenir compte du contexte politique dans lequel a pris corps l'idée européenne : à savoir la montée de la marée réactionnaire et démochrétienne à travers toute l'Europe.

L'Europe qui a pris naissance dans ces conditions n'est pas l'Europe unie et démocratique voulue de tous temps par les socialistes. C'est une petite Europe limitée à six pays et dans laquelle les trusts germano-américains ont un poids prépondérant. L'initiative, dans chaque pays, reste au capital financier, au monopole de l'industrie lourde et de l'industrie de transformation. Rien d'étonnant, dès lors, si les organismes tels que la C.E.C.A. (Cartel Européen du Charbon et de l'Acier), l'Euratom et ceux du marché commun, ainsi que leurs implications militaires, n'ont servi et ne peuvent actuellement servir que les intérêts capitalistes au détriment des travailleurs.

Il faut avoir une bonne dose de naïveté pour s'imaginer que cette Europe, portée sur les fonts baptismaux par le capital financier, se chargera bénévolement de réduire les contradictions qui existent actuellement entre des pays et des régions de développement inégal, ou bien que l'extension des monopoles à l'échelle des États entraînera l'établissement de prix concurrentiels à l'avantage des consommateurs. L'expérience de l'évolution capitaliste, par exemple en France et en Italie, montre au contraire que les trusts tendront à établir partout des prix de monopole, à écraser les secteurs les plus faibles, à accentuer encore les inégalités de développement entre les pays, les régions et les secteurs économiques, au profit des plus puissants. De même, les trusts intégrés auront tendance, non pas à unifier les lois sociales en alignant les moins avancés sur les plus avancés, mais bien au contraire à jouer sur l'opposition des classes ouvrières entre elles, à utiliser les chômeurs italiens pour faire pression sur le marché du travail, à déplacer la main-d'œuvre d'un pays à l'autre sous prétexte d'aménagements techniques, à réduire les conquêtes sociales sous prétexte d'égaliser les prix de revient. Telles seront inévitablement les conséquences de l'intégration européenne si les trusts et les partis réactionnaires en gardent l'initiative. On comprend facilement que le premier réflexe des travailleurs ait été un réflexe d'opposition et de refus.

Nécessité de l'unité européenne.

Toutefois, une politique négative n'est pas une politique. Il est dérisoire d'opposer à l'Europe que construisent les capitalistes un attachement paradoxal de la classe ouvrière aux nationalismes économiques et aux barrières douanières — voire la fidélité à l'idée abstraite d'une Europe socialiste. L'actuel processus d'intégration européenne n'est pas dû à la seule volonté maléfique de certaines forces politiques et sociales. Il est inscrit dans la logique de l'histoire. Économiquement, l'Europe occidentale forme un tout. Les éléments fondamentaux de son industrie sont répartis de manière complémentaire dans les différents pays qui la composent. L'inter-dépendance est étroite dans les domaines essentiels : énergie, matières premières, produits manufacturés, denrées alimentaires. La répartition de la houille et du fer en est un exemple. Comment maintenir le charbon

allemand, belge ou anglais isolé du minerai de fer français et luxembourgeois ? Pourquoi la métallurgie italienne n'utiliserait-elle pas l'acier de la sidérurgie européenne ?

L'Europe dispose de ressources minières inexploitées en quantité considérable, notamment en ce qui concerne les métaux d'alliage nécessaires à la fabrication des aciers spéciaux tels que le manganèse, le molybdène, le chrome, le nickel et le tungstène. Mais elle doit les importer, car ces ressources sont détenues par des pays médiocrement développés qui ne peuvent les exploiter seuls, ni techniquement, ni financièrement. Les techniques actuelles, par exemple l'utilisation de l'énergie nucléaire, exige d'ailleurs des investissements si importants qu'elles peuvent difficilement être mises en œuvre par des pays d'importance moyenne.

Aucun pays européen ne peut trouver dans ses structures nationales actuelles une solution aux problèmes posés actuellement par l'approvisionnement en matières premières, par la prospection de ressources nouvelles, par l'utilisation rationnelle de la main-d'œuvre en vue du plein emploi, d'une manière générale par les impératifs que posent à l'expansion économique les conditions actuelles de la technique.

La construction de l'Europe va donc dans le sens de l'histoire, pour les mêmes raisons qui poussent l'économie soviétique et celle des pays de l'Est à chercher les voies d'une intégration. Il serait absurde de se refuser à admettre cette réalité, comme il aurait été absurde de se refuser à admettre celle de la concentration industrielle et des trusts. Cette attitude stérile est simplement typique de l'impuissance idéologique actuelle du mouvement ouvrier et de son retard sur les capitalistes en ce qui concerne l'internationalisation des luttes. Il serait autrement utile de trouver les solutions de combat qui permettent de retourner cette évolution contre le capitalisme et la réaction. Au Comité Central du P.C.F., Maurice Thorez expliquait : « Notre lutte contre le marché commun ne signifie nullement que nous renoncions à nos postes au sein des organismes européens dans l'intérêt des travailleurs et dans l'intérêt de notre pays ». N'est-ce pas minimiser tragiquement le problème que de le réduire à une question de « postes » pour les responsables du P.C.F. ?

La lutte à l'échelle de l'Europe.

Aujourd'hui, c'est à l'échelle de l'Europe occidentale, et non plus d'un État isolé, que se déroule la lutte de classes. Pour l'avoir compris plus tôt que les travailleurs et que les révolutionnaires, la grande bourgeoisie européenne a marqué des points importants. Mais son avantage n'a rien de décisif. Depuis plusieurs années, nous assistons dans tous les pays à un lent renversement de la tendance politique qui existait au début du processus d'intégration. Les démo-chrétiens ont perdu la majorité en Belgique. Ils connaissent une crise grave en Italie. En Allemagne, en Autriche et surtout en Grande-Bretagne, les partis socialistes avancent vers le pouvoir, et l'aile gauche progresse en leur sein. En France, il est vrai, le mouvement populaire est freiné par le poids du stalinisme et la politique réactionnaire du parti socialiste, mais il reprendra sa marche en avant.

Écoutons donc Pietro Nenni qui, dans son rapport au congrès du parti communiste italien, pose remarquablement le problème : « Les problèmes de l'intégration économique européenne sont des problèmes techniquement assez compliqués et qui méritent d'être étudiés avec beaucoup d'attention. C'est ce que nous ferons avant de nous prononcer sur les traités que préparent actuellement les ministres des Affaires étrangères des six pays de la « Petite Europe ». Mais ce sont surtout des problèmes *politiques* d'une importance capitale, non seulement en raison de l'orientation générale qu'ils impliquent (il suffit de penser à la corrélation entre l'intégration économique, l'intégration politique et l'intégration militaire), mais aussi en raison de cette question qui, pour nous, se pose à

l'égard de tous les problèmes : « Qui dirige ? Qui contrôle ? Quelles classes ? Quels intérêts ? »

» Sur le terrain de la seconde révolution industrielle et de l'intégration économique européenne se décide désormais l'avenir des travailleurs. Ceux-ci ne peuvent être absents et ils ne peuvent pas davantage faire confiance à la direction du bloc bourgeois-conservateur. En face de ces problèmes, le vieil avertissement lancé par Marx il y a un siècle est toujours valable. Marx montrait comment la révolution qui s'opérait dans les systèmes de production comportait pour le travailleur les risques d'un accroissement de sa misère, d'une diminution de sa dignité humaine, en d'autres termes le risque de la paupérisation, à laquelle les travailleurs ne peuvent se soustraire qu'en organisant et en se développant comme une force autonome dans le processus de production, au lieu de se laisser aller à des révoltes désordonnées contre les machines à vapeur ou plus tard contre les dynamos et les turbines. »

Ce réarmement s'impose sur le plan syndical d'abord. Les organismes économiques européens suscitent, par leur existence, la lutte commune des travailleurs européens. Demain, le marché commun établira un seul front des revendications ouvrières. C'est l'intérêt immédiat des travailleurs français que les lois sociales françaises soient appliquées en Allemagne, que, par exemple, l'égalité des salaires féminins et masculins y soit respectée et que les formes les plus avancées de la Sécurité Sociale y soient adoptées : sinon, ces conquêtes sociales seront menacées en France, en raison même de la communauté du marché du travail. Le salaire annuel garanti devient une défense nécessaire contre les transhumances de main-d'œuvre que voudra imposer le patronat et contre les résultats de l'intervention sur le marché du travail de la masse des chômeurs italiens. C'est donc l'ensemble du programme revendicatif qui doit être repensé en fonction de la situation nouvelle.

Mais la défense ne suffit pas. Il faut passer à la contre-offensive. Il faut intervenir au sein même des organismes européens, exiger la démocratisation des organismes politiques, sur la base d'élections générales. Il faut imposer le contrôle ouvrier dans les organismes économiques tels que la C.E.C.A. et l'Euratom. Ces organismes, dont dépendent le travail et la vie de tous, doivent être enlevés au contrôle des monopoles financiers, être réellement internationalisés et devenir les éléments d'une planification pour les secteurs-clés de l'économie. Cela suppose l'internationalisation, à l'échelle européenne, des industries énergétiques fondamentales, des transports, des produits chimiques, des industries extractives, et, bien entendu, du crédit.

L'Europe ainsi conçue ne resterait plus la chasse gardée de quelques trusts. Elle exercerait une force d'attraction sur ses voisins des pays scandinaves, d'Autriche, de Yougoslavie, sans parler de la Grande-Bretagne. Elle pourrait cesser d'être une dépendance de l'impérialisme américain, adopter une politique internationale de neutralisme actif et peser décisivement en faveur de la coexistence pacifique.

Le nouvel internationalisme.

Nombre de ces éléments de programme sont déjà, dans leur tendance générale, implicitement ou explicitement, ceux de la social-démocratie allemande et du parti socialiste italien de Nenni.

Il est possible que se forme ainsi — en fait, à tout le moins — un vaste courant unitaire de l'ensemble du mouvement ouvrier européen, dont la puissance serait irrésistible. Nous ne sous-estimons pas les difficultés. Mais croit-on que les forces capitalistes européennes ne connaissent pas elles-mêmes de graves oppositions d'intérêts et d'âpres dissensions ?

Pensons seulement à l'aspect nouveau que prendrait, dans le cadre de l'Europe, une guerre coloniale comme celle d'Algérie.

La bataille engagée dès maintenant est ample et complexe. Nous comprenons que les directions communistes ne soient pas pressées de combattre sur ce nouveau terrain, beaucoup plus incertain que le cadre national — encore que le P.C. italien en comprenne déjà la nécessité. Quant aux socialistes révolutionnaires, ils n'ont rien à craindre des conditions nouvelles qui se trouvent imposées aux luttes ouvrières. Il leur est seulement indispensable de nouer entre eux des liens beaucoup plus étroits qu'ils ne l'ont fait jusqu'à présent. Ces liens s'imposent notamment entre la gauche socialiste allemande, la gauche socialiste belge, le parti socialiste italien et la gauche nouvelle française. Il est également nécessaire d'établir des relations étroites avec les formations ouvrières dont les pays ne sont pas intégrés dans le marché commun mais dont la lutte est dominée par le même devenir : la gauche du Labour Party, mais aussi la Ligue communiste yougoslave et l'aile gauche du Parti Ouvrier Unifié de Pologne. L'élaboration d'une stratégie commune, ou parallèle, est vitale pour ces tendances et partis authentiquement socialistes. L'internationalisme, certes, dépasse le cadre de l'Europe, mais, dans le cadre de l'Europe, il revêt désormais une urgence exceptionnelle.

CHAPITRE XVII

L'UNITÉ D'ACTION

Un militant socialiste allemand, enfermé dans un camp de concentration avec un militant communiste, lui dit :

« Notre triste expérience n'aura pas été inutile, les camarades français ont compris. »

Dessin de FUZIER

« Le Populaire » du 13 février 1934.

Socialistes, communistes et unité d'action.

À l'échelle internationale comme à l'échelle nationale se trouve posé le problème de la collaboration avec les partis social-démocrates et stalinien. Ces partis sont ce qu'ils sont, mais ils existent. C'est le cas, par exemple, du Labour Party, en Grande-Bretagne, où le parti communiste, lui, ne représente pas 0,5 % du corps électoral. C'est le cas de la social-démocratie allemande, dix à quinze fois plus forte que le parti communiste désormais réduit à l'illégalité. Mais c'est aussi le cas du parti communiste français, qui représente à peu près le quart du corps électoral.

Il serait vain de vouloir instaurer une politique favorable à la classe ouvrière, dans notre pays, ou une défense efficace contre le fascisme, si on se refuse à collaborer avec les communistes. L'arithmétique a ses lois. Faute d'avoir voulu collaborer avec les communistes au parlement et dans le pays, le parti socialiste a été amené en 1956-1957 à collaborer avec les pires ennemis des travailleurs. Prisonnier d'une telle majorité, ce gouvernement S.F.I.O. ne pouvait que refuser la remise en question des lois cléricales Barangé, s'engager plus avant dans la guerre d'Algérie, offrir aux banques un emprunt indexé à des conditions dont elles n'auraient pas osé rêver sous un gouvernement officiellement réactionnaire, augmenter les impôts indirects et bloquer les salaires. Le prétexte invoqué par les dirigeants S.F.I.O., c'est que les communistes prennent leur mot d'ordre de l'étranger. « Vous n'êtes pas de gauche, mais de l'Est », leur dit Guy Mollet. Mais comment peut-on transformer en théorie ce jeu de mot ? Quand le quart des électeurs — la majorité de la classe ouvrière — suit le Parti communiste, ce n'est évidemment pas en raison des intérêts soviétiques ; c'est pour répondre aux problèmes posés en France par l'exploitation capitaliste. Si les travailleurs font relativement confiance au P.C., c'est surtout parce qu'ils ne trouvent aucun autre parti authentiquement socialiste et suffisamment puissant. Le jeu de mot de Guy Mollet ne permet pas de résoudre le problème. Elle le rend plus insoluble encore en justifiant la division ouvrière et l'union de la S.F.I.O. avec la réaction.

Nulle part cette division n'apparaît aussi clairement que dans les entreprises. Les dirigeants de la G.G.T.-Force Ouvrière (particulièrement l'aile Le Bourre-Lafond) tendent à interdire tout succès revendicatif en s'opposant à l'action commune avec la C.G.T.

De leur côté, certains bons syndicalistes, qui voudraient combattre le cléricisme, la guerre d'Algérie et même le capitalisme, écartent d'emblée toute possibilité d'accord avec les communistes : « Comment, disent-ils, s'entendre avec des gens qui approuvent l'écrasement de la révolution hongroise par les tanks de la bureaucratie russe ? »

Le problème est mal posé. Nous réprouvons, certes, l'intervention russe en Hongrie. Si demain le parti communiste veut imposer en France les méthodes de Rakosi, il se peut qu'alors il devienne pour nous l'ennemi principal. Mais, pour le moment, ce n'est pas le parti communiste qui mène la guerre en Algérie, qui, dans les usines, s'oppose aux revendications des travailleurs, qui, dans les administrations, empêche les augmentations de traitements. Ce n'est pas lui qui nous menace aujourd'hui d'une dictature militaire.

À ceux qui s'interdisent toute action commune avec les communistes, nous rappelons la tragédie allemande d'avant 1933. Si les nazis ont pu s'emparer du pouvoir, ils l'ont dû à l'aveuglement des sociaux-démocrates et des staliniens. « Comment pourrions-nous, disaient les premiers, nous allier aux agents de Moscou ? » A quoi les seconds, invoquant les paroles de Staline : « Social-démocratie et fascisme sont frères jumeaux », répliquaient : « Comment pourrions-nous faire alliance avec l'un de ces partis fascistes contre l'autre ? » Dans leurs camps de concentration, les survivants ont eu le temps de méditer à loisir la valeur de ces cas de conscience.

En fait, la nécessité de l'unité d'action contre l'ennemi commun est un principe intangible. Il faut être prêts à réaliser cette unité avec les travailleurs sociaux-démocrates, avec les partis socialiste et communiste tels qu'ils sont, simplement parce que beaucoup de travailleurs leur font confiance.

Nous pouvons la pratiquer dans bien des domaines, qu'il s'agisse de s'opposer aux violences fascistes dans la rue, aux manœuvres cléricales dans les associations scolaires, aux pressions patronales dans les entreprises, qu'il s'agisse d'élections ou de luttes ouvrières. Nous devons nous efforcer de préparer cette unité d'action à tous les échelons, et, demain, l'unité syndicale dans le respect de la démocratie pour tous les courants de pensée.

Bien entendu, cela ne signifie en aucune manière que la gauche nouvelle doive renoncer à son propre programme, ou abdiquer son droit de critique à l'égard des autres partis, pas plus qu'elle ne demande aux autres d'abandonner leur droit de critique à son égard. L'unité d'action ne peut se faire qu'en toute clarté. C'est pourquoi nous ne pouvons être d'accord lorsque, par exemple, au nom de l'unité d'action avec la S.F.I.O., le parti communiste vote les pleins pouvoirs au gouvernement Mollet pour la guerre d'Algérie, lui signant ainsi un chèque en blanc. Une telle politique, loin de servir l'unité d'action, désarme et désoriente les adversaires de la guerre d'Algérie — y compris au sein du parti socialiste.

Faillite des gouvernements de gauche.

C'est un fait que la gauche française, aujourd'hui, est déçue et démoralisée. Mais l'expérience montre qu'après chaque période de démoralisation et de division elle retrouve son unité et sa puissance. Après le 6 janvier 1935 et le gouvernement pro-fasciste de Doumergue appuyé sur les Croix-de-Feu, la gauche s'est reprise ; le Front Populaire s'est formé ; les travailleurs ont occupé les usines et imposé en 1936 la plus profonde transformation sociale de notre époque. De même, dans les sombres jours de 1939, les communistes avaient approuvé le pacte von Ribbentrop-Molotov ; les socialistes avaient contribué à jeter dans l'illégalité le parti communiste et la C.G.T. Mais, devant les résultats de cette politique — la guerre, l'invasion, la dictature de Pétain —, la gauche s'est à nouveau ressaisie dans la résistance et a formé un front commun en 1943. Malheureusement, cette fois encore, pour maintenir le régime capitaliste.

Une fois de plus, la gauche s'est trouvée en 1947 déchirée et impuissante. Les gouvernements S.F.I.O. ont ouvert la voie à d'autres gouvernements officiellement

réactionnaires, tandis que la scission syndicale facilitait la tâche du patronat. Mais, en 1953, quatre millions de travailleurs, fonctionnaires en tête, entraient dans l'action ; de nouvelles grèves — unitaires — déferlaient à travers le pays pour arracher une augmentation de 50 Frs de l'heure. En janvier 1956, une majorité de 11 millions d'électeurs se déclarait pour la paix en Algérie et une politique de progrès social. La trahison de ces espoirs électoraux, non plus que la division des travailleurs, approfondie par les événements de Hongrie, ne doivent pas permettre à la réaction de chanter victoire.

En effet, les salariés ne peuvent pas rester longtemps passifs devant l'aggravation de leurs conditions d'existence et il leur est impossible de réagir sans ressouder leurs rangs. De même, il est clair que l'action militaire en Algérie est engagée dans une impasse. Et peut-être, avec elle, le régime tout entier. Il faudra choisir alors entre une dictature réactionnaire ou un vigoureux coup de barre à gauche.

Le Front Populaire.

Nous ne nous faisons pas d'illusions. Les travailleurs suivent encore, dans leur grande majorité, les partis traditionnels ; sans enthousiasme et sans beaucoup de confiance, mais ils les suivent. Lors de la prochaine montée des forces ouvrières, ce sont encore ces partis qu'ils pousseront en avant, et nous, socialistes révolutionnaires, nous serons en minorité. Nous pensons que le programme de ces partis n'est pas adapté à la situation, qu'il ne le sera pas davantage demain. Nous pensons même qu'ils seront amenés à trahir leur propre programme, comme ils ont toujours fait dans le passé. Mais nous devons tenir compte des rapports de forces tels qu'ils restent. Non point nous seulement, mais les autres partis aussi, dont aucun ne peut par ses seules forces faire obstacle à la réaction et réaliser sa politique. Or les travailleurs, quel que soit le parti qu'ils soutiennent, veulent effectivement barrer la route à la réaction et s'engager sur la voie du progrès social. Dans les divers programmes de ces partis, on peut donc trouver des points communs ou, au moins, des possibilités d'accord partiel. Nous devons faire tout ce qui dépend de nous pour amener les partis se réclamant des travailleurs à s'unir, sans pour cela renoncer à l'expression de leurs opinions divergentes, et à prendre ensemble les responsabilités du pouvoir. Nous leur demandons de se mettre d'accord entre eux et avec nous sur un programme d'action. Bien entendu, nous croyons que notre programme d'action immédiate est le plus cohérent, et nous le proposerons comme base d'accord. Mais nous sommes prêts à nous entendre au besoin sur un programme plus limité, pourvu qu'il aille dans le même sens que le nôtre. Nous sommes prêts à appuyer loyalement, de toutes nos forces, l'application de ce programme, même s'il n'est pas le nôtre. Mais nous exigerons des partis majoritaires qu'ils appliquent leur programme et tiennent leurs promesses.

Bien plus. Nous avons dit ce que nous pensons des formations libérales du type radical-jacobin. Mais nous constatons qu'il existe entre elles et le mouvement ouvrier une possibilité d'entente, non pas seulement en raison de la pression qu'exerce sur la direction leur base relativement populaire, mais même en raison de la conjonction provisoire d'intérêts qui peut exister entre la classe ouvrière et certaines couches de la bourgeoisie. De fait, le programme et l'action de ces radicaux ne les classent pas plus à droite que la S.F.I.O. Or, l'expérience montre qu'une telle coalition peut être assurée de la majorité parlementaire. Cela était vrai en 1956 en dépit des divisions violentes de la gauche. Cela serait vrai bien davantage en cas d'action commune. Dans ces conditions — tout en réservant l'avenir —, nous sommes prêts à soutenir la formation d'une alliance, déclarée ou tacite, de type Front Populaire.

On objectera qu'une telle alliance n'est plus à l'ordre du jour, surtout après les événements de Hongrie et la guerre d'Algérie. C'est vrai. Et cela même mesure les responsabilités des partis socialiste et communiste. Mais les travailleurs, engagés ensemble dans la lutte économique, comme, de leur côté, les bandes fascistes intervenant par la violence, finiront bien par forcer un jour les communistes et les socialistes à réagir ensemble.

L'alliance du Front Populaire est inscrite dans la réalité profonde de notre pays.

Vigilance nécessaire.

Nous ne savons pas comment se réalisera demain la coalition des forces de gauche ni ce qu'elle sera. Nous travaillerons à ce qu'elle se fasse dans la plus grande clarté possible et avec le programme le plus net. De toutes façons, nous n'attendrons pas de miracle d'un tel gouvernement de coalition. Il ne pourra pas résoudre l'ensemble des contradictions auxquelles notre pays se trouve confronté, puisqu'il sera lui-même, quel qu'il soit, formé de tendances contradictoires.

C'est pourquoi le facteur le plus important demeure la vigilance des électeurs et des travailleurs. Ils devront ne pas s'en remettre à des mandants qui ont tant de fois trahi leurs promesses. Ils devront surveiller pas à pas l'exécution du programme et exercer leur contrôle sur le pouvoir d'État lui-même, enfin d'empêcher qu'il ne soit, comme d'habitude, finalement utilisé contre eux. Ils devront avoir constamment à l'esprit l'alternative inexorable de l'histoire. Ou bien ils relâcheront leur vigilance, le gouvernement fera la « pause » et cèdera aux puissances capitalistes, et alors le balancier ramènera comme en 1947 et en 1937 la réaction ou le fascisme. Ou bien, sous la pression continue du peuple, les résistances capitalistes seront brisées, la marche en avant continuera et le pays évoluera dans le sens du socialisme.

CHAPITRE XVIII

VERS UN PARTI SOCIALISTE RÉVOLUTIONNAIRE ET DEMOCRATIQUE

*« Le Parti vivra plus intensément
la vie de la classe ouvrière, il
pourra former le mieux sa conscience
lorsque l'énorme majorité
des militants conscients se trouvera
avec les ouvriers dans leurs ateliers.
Il convient également d'assurer un
contrôle approprié des instances
du Parti sur l'activité de l'appareil
du Parti, en commençant par l'appareil
central. »*

Rapport de GOMULKA au Comité Central
du Parti Ouvrier Polonais (Octobre 1956)

Nous avons essayé de montrer non seulement que le socialisme est la seule issue pour l'humanité, mais que la conjoncture lui est éminemment favorable dans les pays avancés de développement économique moyen. Analysant les formes qu'il revêtirait dans ces pays, nous avons vu qu'elles ne seraient en rien semblables à celles que les conditions économiques défavorables ont imposées aux premiers pays engagés dans la voie de la révolution anti-capitaliste. Nous avons analysé les forces sur lesquelles pouvaient s'appuyer la révolution socialiste dans ces pays industriels et particulièrement en France, et les voies qu'elle pouvait emprunter. Nous nous sommes enfin efforcé de déterminer dans ses grandes lignes le programme d'action qui pouvait être mis en œuvre dans l'immédiat au service des masses populaires. La question qui se pose est désormais la suivante : Existe-t-il aujourd'hui un mouvement socialiste capable de mettre en œuvre un tel programme ? Existera-t-il, au moment des luttes décisives, une force socialiste suffisamment consciente pour éclairer les travailleurs, suffisamment puissante pour influencer efficacement sur l'événement ?

Peut-on réformer le parti socialiste ?

D'où peut venir une telle force socialiste ? Évidemment pas du parti radical. Même si demain il doit se scinder de nouveau, chacun des partis qui naîtra de cette scission conservera une idéologie non socialiste et non révolutionnaire. Son aile jacobine est certes radicale-socialiste au meilleur sens du terme, imprégnée d'idées socialisantes et capable de courage. Mais son « socialisme » se limite à quelques prises de position « généreuses », à un réformisme sans perspectives générales. Son idéologie ne dépasse guère le républicanisme vaguement social de 1848. Il est probable que quelques centaines

d'hommes — surtout parmi les jeunes — voudront sortir de cette impuissance dont le parti radical a donné récemment tant de preuves, et qu'ils chercheront la voie du socialisme. Mais ils cesseront, par là même, d'être des radicaux.

Si aucun révolutionnaire n'a jamais pensé que la rénovation du socialisme puisse venir du parti radical, nombreux sont ceux qui l'ont espérée du parti socialiste S.F.I.O. Après la Libération encore, des dizaines de milliers de travailleurs révolutionnaires lui ont fait confiance, comptant sur son apparente démocratie intérieure pour s'y exprimer, rêvant d'y voir un jour l'aile gauche l'emporter. Aujourd'hui, ces espoirs appartiennent au passé. Les jeunes, les révolutionnaires, en ont été exclus ou l'ont quitté. Ses effectifs ont fondu, passant de 350.000 en 1945 à 80.000 en 1956. Ceux qui lui sont restés constituent essentiellement une clientèle municipale et parlementaire. Les sections se sont muées en comités électoraux de type radical. Dès lors, l'appareil de direction a pu aisément s'élever au-dessus du parti, en devenir pratiquement indépendant. Nous avons assisté à la formation d'une bureaucratie pratiquement inexpugnable — échappant au contrôle de la base, à laquelle elle impose au contraire sa politique : les moyens de domination de cette bureaucratie sont en partie empruntés au stalinisme, comme l'interdiction des tendances, le mécanisme des exclusions, l'interdiction d'exprimer une opinion hérétique, même dans la presse socialiste internationale — voire le culte de la personnalité. Pour l'essentiel, à vrai dire, elle est d'une autre nature. Elle est basée sur la puissance des grands électeurs que sont les bastions principaux du Nord et du Pas-de-Calais, où la démocratie est presque inexistante. Quant au reste du parti, il peut se dépenser en discours dans les congrès, à condition de laisser les mains libres à la bureaucratie.

En fait, la S.F.I.O. a cessé d'être ce qu'il était il y a quelques années encore : un parti socialiste réformiste, appuyé sur une aristocratie ouvrière, cherchant l'alliance de la bourgeoisie de gauche pour apporter des améliorations partielles au sort de la classe ouvrière. Il n'est plus guère ouvrier que par son titre, quelques traditions de langage, une partie de sa clientèle électorale, enfin par la centrale syndicale qu'il contrôle, mais dont la bureaucratie dirigeante semble avoir pour préoccupation essentielle de paralyser l'action contre le patronat et l'État-patron. Il a pris la relève du vieux parti radical, prêt à s'allier aux forces réactionnaires de la bourgeoisie. En face de cette politique, la faible aile gauche, bâillonnée et paralysée, n'ose pas rompre la discipline et ne le peut d'ailleurs pas sans être exclue. Elle reste muette et à peu près impuissante.

Peut-on réformer le parti communiste ?

La question se pose en d'autres termes pour le parti communiste. Les partis communistes se sont développés au cours de dures luttes ouvrières ; en dépit des embardées politiques commandées par la politique extérieure soviétique, la ligne générale de ces partis s'opposait au capitalisme, comme la politique extérieure soviétique s'oppose, dans sa tendance générale, aux États capitalistes. Alors que dans les pays industriels voisins, comme la Grande-Bretagne ou la Scandinavie, les partis communistes perdaient toute audience, le mouvement ouvrier étant représenté par des partis sociaux-démocrates réellement réformistes qui influent la grosse majorité des travailleurs, en France et en Italie, ils ont conservé leur crédit et, jusqu'à une période récente, ils l'ont élargi. Cela s'explique en partie par les traits de sous-développement qui caractérisent, comme nous l'avons vu, l'économie de ces pays par rapport aux autres pays industriels d'Europe occidentale : la marge des réformes accordées par les capitalistes y est nécessairement plus étroite ; la lutte de classe y revêt une forme plus brutale. Il est intéressant à ce sujet de remarquer que le bastion du P.C. italien n'est pas le Nord

industrialisé, mais le Sud sous-développé. Il ne faut pas oublier du reste qu'en Italie le parti socialiste de Nenni dispute au P.C., presque à égalité, l'influence sur la classe ouvrière. En France, au contraire, la seule force que le P.C. ait trouvée devant lui, c'est un parti socialiste évoluant vers la droite et menant une politique de plus en plus réactionnaire. Les travailleurs n'ont eu à choisir qu'entre le P.C. et le P.S. Aussi le P.C.F. garde-t-il une forte influence sur la majorité des ouvriers de ce pays. S'il n'arrive plus guère à les mobiliser, faute d'une confiance suffisante, il obtient encore leurs voix contre les partis bourgeois et la S.F.I.O.

Le P.C.F. a perdu plus des deux tiers de ses effectifs depuis dix ans — passant officiellement d'un million à 280.000. Mais il conserve encore des dizaines et des dizaines de milliers de militants ouvriers dévoués. Il est impossible de penser à un développement révolutionnaire en France sans que les militants communistes y jouent un rôle essentiel, d'une manière ou d'une autre.

Au sein des partis communistes, et notamment du P.C.F., un grand nombre de militants commencent à se poser des problèmes, à critiquer l'orientation politique de la direction. À la suite du XX^e congrès du P.C. de l'Union Soviétique et du rapport Khrouchtchev sur les crimes de Staline, bon nombre d'entre eux ont compris que le stalinisme représente, non la voie révolutionnaire, mais un poison mortel pour le socialisme et le communisme, surtout en Occident. Un incontestable courant s'est, pour la première fois, dessiné dans le sens de la démocratie intérieure et d'un changement de politique.

Est-il possible que le parti communiste fasse peau neuve, retrouve une structure et des mœurs démocratiques, détermine librement sa ligne d'action ? Sûrement pas. Le parti communiste n'est pas un parti démocratique. Dans le parti bolchevik russe, avant Staline, des débats passionnés se déroulaient en permanence sur les problèmes essentiels, malgré les dangers et les difficultés. Lénine ne faisait triompher son opinion qu'après de longues discussions et, souvent, il se trouvait en minorité. Dans le parti de Thorez, attaquer l'orientation de la direction, c'est « se démasquer comme ennemi du parti ». Monolithique, le parti est ramifié de haut en bas, avec un appareil tout-puissant, formant ses cadres pratiquement par cooptation et sélection, disposant d'une armée de permanents et de ressources financières considérables, faisant circuler ses directives dans un seul sens : de haut en bas. Dans ces conditions, l'opposition ne peut guère dépasser le cadre de la cellule, et jamais celui de la section.

Pour briser la toute-puissance de cet appareil, il faut des circonstances exceptionnelles. C'est ce qui s'est passé en Allemagne, où se trouvait naguère le plus fort parti de l'Internationale en dehors de l'U.R.S.S. Ce parti ne fut pas seulement écrasé par l'arrivée au pouvoir de Hitler — la social-démocratie le fut aussi — : il fut discrédité par sa politique puis par le contact des travailleurs avec les Russes en U.R.S.S. et en Allemagne Orientale. Encore la conséquence n'en fut-elle pas le redressement, mais l'éclatement : dans l'Allemagne de l'Ouest, il ne représente plus 2 % du corps électoral, la social-démocratie retrouvant le quasi-monopole de la classe ouvrière. Une rupture s'est également opérée, mais en sens inverse, en Pologne et en Hongrie à la suite des soulèvements ouvriers de Poznan et de Budapest contre la bureaucratie, à la faveur desquels les opposants, jusqu'alors pourchassés ou emprisonnés, ont pu prendre la direction du Parti — pour quelques jours seulement, en ce qui concerne Nagy. En France, il faudrait des événements considérables, ou que se répercutent les ondes profondes des bouleversements qui secouent probablement bientôt le monde soviétique.

En attendant de pareils événements, l'élaboration d'une politique socialiste et révolutionnaire ne peut se faire qu'en dehors du P.C.F., par la discussion ouverte et démocratique.

Les socialistes de gauche et les communistes démocrates.

Un grand nombre de militants socialistes et communistes ne peuvent pas rester au sein du P.C.F. et de la S.F.I.O. La plupart, déçus, découragés, désorientés, sont rentrés chez eux : un million d'hommes et de femmes depuis dix ans, auxquels il faut redonner confiance en l'avenir de la gauche et du socialisme.

D'autres ont rompu délibérément avec leur parti, pour continuer la lutte sous une autre forme. Malheureusement, ils ne sont pas encore polarisés par une formation puissante et restent le plus souvent dispersés.

Dans la S.F.I.O., on a assisté dans le passé à la rupture de courants à l'échelle nationale. Tel a été le cas, en 1947, de la Jeunesse Socialiste et de l'Action Socialiste Révolutionnaire, par exemple. Mais c'était alors la période qui précédait la rébellion de Tito, une des plus confuses au sein du mouvement ouvrier. Le mouvement se débanda, se décomposa dans le « Rassemblement Démocratique Révolutionnaire » qui s'efforçait alors de se constituer « au-dessus des classes sociales », et finalement il n'en resta plus que quelques groupes ou fédérations autonomes, isolés, menant le combat en province et que nous retrouverons parmi les fondateurs de la Nouvelle Gauche.

Un autre courant, plus proche du P.C., quitta à la même époque le parti socialiste pour former le « Parti Socialiste Unitaire ». Celui-ci connut de violentes crises intérieures. Il a pratiquement disparu, l'essentiel de ses militants se retrouvant également à la Nouvelle Gauche.

Depuis lors, les ruptures dans la S.F.I.O. ne se sont effectuées qu'à l'échelle locale ou fédérale. La structure du parti est, en effet, décentralisée : la bureaucratie centrale est relayée par les directions fédérales, qui dépendent le plus souvent des élus locaux et départementaux. Dans ces conditions, la crise générale du parti se répercute dans chaque fédération et s'y trouve directement ressentie. C'est ainsi, par exemple, que contre le député Le Bail, dans la vieille fédération de la Haute-Vienne, près de la moitié des adhérents se sont retrouvés dans une fédération socialiste indépendante. Un autre exemple significatif est celui des Ardennes, où une fédération indépendante s'est également constituée avec la militante socialiste chevronnée qu'est Andrée Viennot. Ici du moins, cette fédération a gardé le contact avec les militants socialistes de gauche à travers le parti et est entrée en liaison avec la gauche nouvelle. Il est certain, en effet, que si de telles formations ne retrouvaient pas la voie d'une organisation nationale, elles seraient rapidement condamnées à végéter dans le « localisme » et à dépérir.

Les communistes d'opposition.

L'éparpillement est plus grand encore pour les militants qui se sont séparés du parti communiste sans rejoindre la gauche nouvelle. Il ne s'agit pas d'un courant politique homogène. Jadis, on a vu se détacher de ce parti, selon les tendances de sa ligne générale, tantôt un groupe qui voulait poursuivre la politique municipaliste et ne suivait plus lors d'un tournant « à gauche » (Parti d'Unité Proletarienne), tantôt un groupe qui voulait poursuivre la politique nationaliste et partait à la dérive lors d'un tournant « défaitiste » (Gitton et les députés qui sont ensuite devenus collaborateurs), tantôt de petits groupes qui voulaient s'opposer à la « bolchevisation » (Souvarine), au sabotage de la révolution chinoise (Treint), à la suprématie du stalinisme et à une politique opportuniste (de petites fractions trotskystes à divers moments). Or, depuis la guerre, nous n'avons plus rien vu de tel dans le parti communiste. Lors de la crise yougoslave, par exemple, des militants

ont été exclus ou sont partis. Mais aucun courant « titiste » ne s'est constitué à l'intérieur du parti. De même, aujourd'hui, les militants qui en sortent, s'ils ne sont pas découragés ou s'ils n'adhèrent pas directement à la gauche nouvelle, se trouvent complètement isolés. Ils essayent de se regrouper entre eux mais s'aperçoivent alors que leurs idées ne sont point les mêmes. Ils s'efforcent de trouver un langage commun, mais les mots auxquels ils se raccrochent sont des coquilles vides. Ils ont cela de commun d'être marxistes, mais qui n'est pas marxiste P Maurice Thorez prétend l'être. Guy Mollet aussi. Par contre, Bevan ne se dit pas marxiste et sa méthode d'analyse est en effet pragmatique ; pourtant il a su donner confiance aux travailleurs et tracer la voie de redressement en Grande-Bretagne. En fait, le marxisme a été à ce point appauvri, déformé, torturé, qu'il faut l'effort d'une nouvelle génération pour lui redonner sa trempe et son tranchant. Se réclamer du marxisme a moins de sens que de travailler patiemment à lui redonner vie, en empoignant à bras-le-corps la réalité nouvelle.

Les communistes qui ont quitté le parti sont obligés désormais de penser par eux-mêmes et doivent trouver leur propre voie. Au sein d'une organisation militante comme la Nouvelle Gauche, ou le parti socialiste révolutionnaire de demain, ils participent à l'élaboration collective. Mais, quand ils se retrouvent entre eux, sur la base d'un petit groupe, ils sont soumis à toutes les pressions extérieures, notamment celle de la social-démocratie. C'est ainsi qu'on a vu une revue comme *La Nation Socialiste*, qui groupe pourtant un certain nombre de bons militants ouvriers, courir des bordées dans le sens du paternalisme colonial et de l'absolution donnée à la S.F.I.O., abandonner le principe d'unité d'action et recourir contre la Nouvelle Gauche à des calomnies du type stalinien, quitte à demander le lendemain son admission à cette organisation, sans explication politique, et sans même faire le point de ses accusations. Comment la Nouvelle Gauche pouvait-elle ne pas manifester une certaine circonspection à l'égard de cette évolution sinieuse ?

Les communistes internationalistes.

L'isolement pèse également sur les petites formations de militants dévoués qui se réclament du « Communisme internationaliste ». Ce sont là des organisations anciennes (elles ont près de trente ans d'existence) qui continuent le courant trotskyste. Il serait injuste d'oublier que ce mouvement a courageusement combattu contre le capitalisme (maintenant encore, ses journaux sont constamment saisis et interdits pour leur opposition à la guerre d'Algérie), contre le réformisme et contre les mystifications staliniennes. Les staliniens ont répandu contre eux d'innombrables calomnies, que les révélations de Khrouchtchev sur les crimes de Staline éclairent d'un jour nouveau, aux yeux mêmes des militants communistes. Mais, au lieu de se développer, ces organisations se sont amenuisées, divisées et sclérosées politiquement. Leurs idées, leurs analyses sont souvent intéressantes et vigoureuses, mais elles ont transformé en dogmes la politique de Trotsky et des quatre premiers Congrès de l'Internationale Communiste. Or, la situation s'est profondément modifiée depuis lors. Faute de repenser les problèmes de la révolution socialiste à la lumière de l'expérience, ces formations vivent dans une atmosphère irréaliste, lancent des mots d'ordre sans efficacité et se fractionnent en petits groupes hostiles. Ces militants ne peuvent retrouver une optique réaliste et agir effectivement que dans les pays où ils militent avec des courants socialistes larges et vivants.

La Jeune République.

À côté des formations issues du mouvement socialiste et communiste, nous trouvons deux organisations d'origine chrétienne : la Jeune République et le Mouvement de Libération du Peuple. Ces deux organisations déjà anciennes ont ceci de commun qu'elles se sont développées à partir du socialisme chrétien et qu'elles ont progressivement abandonné leur caractère semi-confessionnel pour se laïciser.

La Jeune République est née du « Sillon », de Marc Sangnier, il y a un demi-siècle. C'est à partir d'elle, en somme, qu'ont essaimé tous les courants démocratiques et sociaux du christianisme comme « Esprit » et « Témoignage Chrétien ». Quant au parti lui-même, il s'est engagé dans l'action politique aux côtés de toute la gauche. Il a participé en 1936 à l'expérience du Front Populaire. Après la guerre, il a poursuivi son évolution, non sans crises, non sans avoir récemment encore subi la pression social-démocrate, puis la pression mendésiste ; il s'est progressivement rapproché de positions socialistes révolutionnaires.

Dans de nombreux départements, il représente une tradition et des positions sérieusement implantées.

Le Mouvement de Libération du Peuple.

Une brochure populaire du M.L.P. résume ainsi les origines du mouvement :

« La plupart des militants qui ont fondé le Mouvement de Libération du Peuple sont issus des aînés de la J.O.C. A l'origine, comme ils avaient très peu d'idées politiques a priori, leur volonté de transformation prit surtout la forme d'une simple bonne volonté. Ils entreprirent des actions d'entraide pour pallier les difficultés qu'ils constataient. Ainsi, pendant les années de pénurie alimentaire, agirent-ils sur le ravitaillement ; dans les années suivantes, ce fut surtout le problème du logement qui attira leur attention : ils provoquèrent de nombreux « squattages ». Dès ce moment, la logique de leur action les amenait à mettre le doigt sur les inégalités de la société bourgeoise : en occupant les logements scandaleusement inutilisés, ils s'attaquaient aux abus de la propriété privée. Pendant cette période, le Mouvement s'appelait « Mouvement Populaire des Familles ».

A la suite de ces premières actions, l'attention des militants se porta de plus en plus vers les problèmes de structure sociale et politique. A combattre les injustices particulières, ils apprirent à constater l'injustice sociale dans son ensemble. En même temps ils trouvaient devant eux l'administration et la police dans la mesure où ils troublaient l'ordre public bourgeois. A travers la répression dont ils étaient l'objet, ils réalisaient leur appartenance à la classe des travailleurs à une époque où les gouvernements voyaient dans chaque grève une tentative de subversion. D'autre part, positivement, ils sentaient de mieux en mieux leur solidarité avec tous ceux qui combattaient pour l'émancipation ouvrière, de quelque tendance philosophique qu'ils fussent...

C'est au Congrès de Villeurbanne, en 1949, qu'ils tirèrent les conséquences de ces expériences en proclamant le caractère laïque de leur Mouvement (qui prit le nom de M.L.P. en 1950) et en lui assignant comme but essentiel l'action politique et sociale pour une révolution économique.

Par suite de cette nouvelle orientation, une fraction de l'ancien M.P.F. se détacha du M.L.P., préférant rester sur le terrain de l'action sociale, et fonda un autre groupement [le Mouvement de Libération Ouvrière]. A l'opposé, quelques militants ne virent plus l'originalité du M.L.P. par rapport aux autres organisations politiques de la classe ouvrière, et surtout par rapport au parti communiste avec lequel il avait nombre d'attitudes politiques communes.

Mais la majorité des militants suivirent l'évolution du Mouvement devenu politiquement majeur. Ils le jugèrent en raison de la manière progressive, empirique et ouverte dont il a rejoint les éléments conscients de la classe ouvrière, porteur d'une riche expérience qu'il importait de sauvegarder. Les Congrès de Tours, de Saint-Ouen, et de Paris, en 1952, 1953 et 1954 se donnèrent pour tâche de définir les caractères originaux du M.L.P. et sa place dans la lutte ouvrière ; ils jetèrent les bases d'un élargissement vers d'autres catégories sociales.

En adoptant un rapport sur les « Options fondamentales du M.L.P. » au Congrès de novembre 1954, le Mouvement entendait donner une référence à son action, justifier ses méthodes et son organisation. »

Bien entendu, comme tous les autres mouvements, le M.L.P. conserve de nombreuses marques de son évolution : une majorité de travailleurs chrétiens (quoiqu'en général membres de la C.G.T.), une certaine timidité, parfois, dans les prises de position politiques, — voire, chez certains de ces militants, un complexe d'infériorité à l'égard du parti communiste. De ce fait, le retentissement de son action est souvent inférieur à ce que pourraient permettre le nombre et le dévouement de ces militants. En revanche, cette évolution explique sa composition sociale essentiellement ouvrière ; elle explique également le sérieux, la continuité de son action militante, sa rigueur d'organisation, son souci permanent de rester lié aux problèmes élémentaires auxquels se trouvent confrontés les travailleurs.

C'est la logique de sa lutte qui l'a amené à faire l'expérience du stalinisme et à prendre à son égard une attitude sans équivoque. C'est la logique de sa lutte qui l'a amené à comprendre la nécessité d'une rigueur théorique dans son programme et ses principes, qui l'a conduit à converger — dans la pensée et dans la pratique — avec le courant marxiste non stalinien.

D'origine chrétienne, comprenant encore dans leur sein une majorité de chrétiens, le M.L.P. et la Jeune République sont profondément laïques. Ils n'hésitent pas à combattre le cléricalisme et les tendances réactionnaires de l'Église. Le M.L.P. notamment mène cette lutte avec d'autant plus de vigueur qu'il a subi les attaques fréquentes de la Hiérarchie.

Ce n'est pas un hasard si le mouvement ouvrier et socialiste d'origine chrétienne, s'orientant vers la révolution socialiste, tourne le dos à la social-démocratie colonialiste et au stalinisme anti-démocratique pour retrouver la voie authentique du socialisme. Il se trouve confronté aux mêmes problèmes que le mouvement ouvrier de tradition matérialiste.

La Nouvelle Gauche.

La plus récente des organisations révolutionnaires est la Nouvelle Gauche. Son congrès de constitution s'est tenu à la fin de 1955. Elle était, il est vrai, en gestation depuis plus de deux ans. Ce n'est pas, en effet, une formation artificielle comme le Rassemblement Démocratique Révolutionnaire. Ce dernier était dû à l'initiative d'un groupe d'intellectuels qui, dans une période de recul et de confusion, imaginèrent de rassembler des militants désorientés venus de tous les horizons, en leur demandant de leur faire confiance pour repenser tous les problèmes à partir d'un néant idéologique. Cette organisation de « mandarins », pour reprendre l'expression de Simone de Beauvoir, était le signe du désarroi socialiste, qu'elle augmentait encore par sa propre confusion. Elle ne pouvait avoir qu'une existence éphémère.

La Nouvelle Gauche s'est constituée d'une manière rigoureusement inverse, à partir des exigences de la lutte socialiste. Elle a vu le jour dans les villes de province, imposée par le

coude-à-coude de l'action quotidienne. Ce sont ces militants de province qui ont conduit à se rapprocher diverses petites formations : le Centre d'Action des Gauches Indépendantes, avec Bourdet et Dechezelles, l'Union Progressiste avec Gilles Martinet, Stibbe et Duret, l'Union Démocratique du Travail avec Bridier, un courant de la Jeune République, avec Nantet ; finalement, elle s'est formée avec des militants venus d'horizons divers : socialistes de gauche, communistes démocrates, trotskystes, progressistes, anciens résistants et chrétiens socialistes — sans compter une quantité de militants qui s'engageaient pour la première fois dans l'action. Les staliniens et les sociaux-démocrates ont violemment attaqué cette diversité d'origine qui caractérise la Nouvelle Gauche. Ils ont affecté d'y voir un signe d'hétérogénéité, d'impuissance et de proche décomposition. C'est le contraire qui se vérifie. Des militants ayant connu toutes les expériences du mouvement ouvrier ont senti le besoin de se regrouper précisément parce qu'ils en avaient tiré les mêmes conclusions d'ensemble ; parce que, dans une situation encore difficile mais déjà moins confuse, ils comprenaient la nécessité et la possibilité d'une même lutte. Leur rapprochement a été une confrontation fructueuse d'expériences dépassées, pour une synthèse révolutionnaire et réaliste.

C'est pourquoi la Nouvelle Gauche, constituée dans la perspective d'un prochain Front Populaire, ne s'est nullement effritée quand cette perspective a été brutalement éloignée par la politique du parti socialiste. Bien au contraire, sous la poussée quasi-unanime de ses militants, elle a raffermi ses structures, accusé son caractère de combat et précisé l'orientation socialiste et révolutionnaire de son programme. Aussi a-t-elle pu résister à la déception générale des forces de gauche, et, malgré les campagnes de calomnie menées par la réaction, les sociaux-démocrates et les staliniens, faire face aux violentes attaques des bandes fascistes, créer et renforcer ses moyens d'expression publique, intervenir dans la vie publique, multiplier les actions contre la guerre d'Algérie, apparaître dans la plupart des départements et commencer à s'implanter dans les entreprises.

Il est certain que la manière même dont s'est constituée la Nouvelle Gauche explique certaines de ses insuffisances. Elle est née d'expériences politiques diverses, des leçons tirées de ces expériences — c'est-à-dire à partir « d'idées ». C'est pourquoi elle a eu d'abord tendance à se développer surtout dans les milieux intellectuels. Il lui a fallu un gros effort pour commencer à s'implanter dans les milieux ouvriers. C'est pourquoi aussi ses militants et ses responsables ont souvent tendance à se préoccuper essentiellement des prises de position politiques, en négligeant parfois l'aspect technique des choses, les problèmes d'organisation et l'implantation patiente dans les organisations de masse. En revanche, son évolution explique aussi ce qui fait sa force.

Grâce à ses origines, la Nouvelle Gauche n'est pas une secte, mais un mouvement largement ouvert. Elle n'est point figée dans un dogmatisme, mais veut assimiler les leçons des expériences comme tout ce qui reste valable dans la pensée des théoriciens socialistes et communistes. Ses militants ne s'enferment pas dans un système d'idées toutes faites ; ils sont désireux de confronter avec tous les autres militants leurs idées et les leçons des luttes. Ils ne se confinent pas dans l'analyse scolastique des textes, mais ils comprennent l'importance de la théorie pour l'action, et veulent une pensée rigoureuse. La Nouvelle Gauche n'est pas « ouvriériste », mais elle est délibérément orientée vers la classe ouvrière et les classes populaires. Profondément démocratique dans sa structure, elle entend faire respecter en son sein la discipline librement consentie indispensable à l'efficacité.

Sociaux-démocrates et staliniens tournent en dérision la relative faiblesse numérique de la Nouvelle Gauche. Mais n'est-il pas paradoxal de consacrer des pages entières d'innombrables publications à expliquer qu'on s'attaque à un adversaire négligeable ?

L'argument a fait long feu. On s'efforce maintenant de dresser les uns contre les autres les militants de diverses origines. C'est que la Nouvelle Gauche s'est définitivement affirmée.

Progression des socialistes révolutionnaires.

Il n'est plus possible maintenant de dauber sur la faiblesse des organisations socialistes indépendantes. Même dans l'état de division où elles se présentaient jusqu'à présent, elles commencent à jouer un rôle certain dans les milieux populaires et dans l'action publique. Il est significatif d'analyser à cet égard les résultats des élections partielles qui se sont déroulées au début de 1957.

Celle du premier secteur de la Seine, en janvier, donne des indications particulièrement précieuses : par l'importance du corps électoral, sa variété sociologique, la correspondance habituelle de ses votes avec la moyenne dans le pays, elle était considérée comme une élection-test représentative du corps électoral. Aussi tous les partis utilisèrent-ils à cette occasion tous les moyens dont ils disposaient. La Nouvelle Gauche présentait son secrétaire général, Claude Bourdet : il recueillit 12.660 voix — soit 4,1 % des voix. Certains ont fait semblant de prendre de haut ce résultat. Mais chacun sait que, contrairement à ce qui se passe pour le centre et la droite, les déplacements des voix sont très lents dans le camp ouvrier. Les travailleurs ne comptent pas sur un homme « providentiel ». Ils jugent un mouvement à ses actes et à son efficacité. En attendant, ils croient « voter utile » en apportant leur vote à l'un des partis traditionnels, même s'ils n'ont pas entièrement confiance en lui. C'est pourquoi il est remarquable que dans une élection-test comme celle du premier secteur de Paris, les suffrages de la Nouvelle Gauche atteignent déjà 20 % des voix du P.C.F., 40 % de ceux de la S.F.I.O., approchent de ceux du Parti Radical et équivalent à ceux du M.R.P. Si l'on additionne à celles de la Nouvelle Gauche les voix du « communiste national » et des « communistes internationalistes », on constate que le nombre des électeurs qui s'affirment sans équivoque pour un renouveau du mouvement ouvrier s'élève dès maintenant aux deux tiers de celui des électeurs socialistes, au tiers de celui des électeurs communistes.

Ces résultats à Paris ne sont pas isolés. Les élections partielles de province ont montré une implantation du même ordre — un peu plus faible dans un département rural comme l'Ain, à peu près équivalente dans le Rhône où Georges Tamburini, responsable du Mouvement de Libération du Peuple, était représenté par le M.L.P. et la Nouvelle Gauche.

Il est bien évident qu'il y a place dans notre pays pour un courant ouvrier indépendant des appareils réformiste et stalinien. Ce que confirme d'ailleurs l'éclatant succès du courageux hebdomadaire *France-Observateur*, dont le tirage dépasse déjà 100.000 malgré l'implacable persécution à laquelle il est en butte de la part de nos gouvernements.

L'unification des socialistes démocrates et révolutionnaires.

En Angleterre, la place des socialistes de gauche est évidemment au sein du Labour Party, qui rassemble pratiquement les militants politiques et syndicaux de tout le mouvement ouvrier, et au sein duquel tous les courants peuvent s'exprimer. En France, la situation est bien différente. Il n'existe aucune possibilité d'œuvrer comme courant au sein d'un parti de masse démocratique. Le mouvement ouvrier est divisé et il est encore moins question de rassembler dans un mouvement « travailliste » les tendances politiques et les syndicats ouvriers. Aucun des deux partis traditionnels, bureaucratisés, ne représente sérieusement les intérêts des travailleurs et du socialisme. Aucun des deux

n'est démocratique ni ne peut être régénéré de l'intérieur. La tâche est donc de jeter les bases d'un mouvement socialiste qui représente vraiment les travailleurs.

Ce grand mouvement n'existe pas encore. Il faudra attendre des années et traverser de dures épreuves pour voir prendre corps dans notre pays un parti révolutionnaire représentant la majorité des travailleurs et armé d'une doctrine éprouvée. Nous sommes certains que nous y retrouverons alors beaucoup d'éléments des partis communiste et socialiste actuels. Pour le moment, ce qui importe, c'est de faire tout ce qui est en notre pouvoir pour avancer sur cette voie.

Or, au moment où nous écrivons, un pas important est franchi dans cette direction. Les trois organisations socialistes qui ont une importance en dehors des partis traditionnels ont surmonté les incompréhensions et les problèmes secondaires et se sont engagés dans la voie de leur unification. L'Action Socialiste, issue de la gauche S.F.I.O. s'est jointe aux travaux d'unification du M.L.P., de la Jeune République et de la Nouvelle Gauche. L'Union Progressiste (qui compte quelques fédérations et plusieurs députés) suit ces travaux également, mais en observateur. Le mouvement unifié sera largement ouvert à toutes les tendances qui se séparent du réformisme et du stalinisme, à tous les militants syndicaux qui animent les minorités des centrales dans le sens de la démocratie, de l'action ouvrière et de l'unité. Nul doute qu'il polarisera pratiquement tous les groupes qui refusent de s'intégrer aux partis traditionnels, tous les socialistes révolutionnaires et les communistes démocrates isolés, tous les jeunes qui jusqu'ici ne voyaient pas la possibilité d'agir efficacement.

D'autre part, la mise en commun de l'expérience des uns et des autres, de leur acquis, permettra aux organisations unifiées de multiplier, leurs moyens et d'accroître leur rayonnement. Nous avons vu qu'elles sont complémentaires dans leur composition sociale et leurs qualités.

De cette unification ne sortira naturellement pas encore un parti comparable en effectifs au parti de Nenni en Italie. Mais, pour la première fois en France, il existera alors un fort mouvement authentiquement socialiste, liée à d'importants secteurs de la classe ouvrière et représentant un courant profond.

Les bureaucraties social-démocrate et stalinienne sentent le danger. Aussi multiplient-elles les efforts et les intrigues.

Les uns et les autres qui, depuis des années, ont introduit dans le mouvement ouvrier non seulement la division, mais les méthodes de calomnies et de violences, accusent les artisans du nouveau mouvement de vouloir diviser les rangs des travailleurs parce qu'ils veulent exister en dehors d'eux. Disons-le nettement : le Parti Socialiste Révolutionnaire n'a pas à se donner pour tâche la désagrégation des partis existants. Leurs propres fautes politiques s'en chargeront : les centaines de milliers de militants qui n'ont plus confiance en leur direction, les générations nouvelles qui refusent de joindre leurs rangs, voilà les signes avérés de leur décrépitude.

L'organisation socialiste révolutionnaire aura, au contraire, parmi ses objectifs essentiels, celui de ressouder le front unique de la classe ouvrière et de la gauche. Elle sera prête à l'action commune chaque fois qu'il sera possible, tout en critiquant objectivement toutes les lâchetés et toutes les trahisons des intérêts populaires. Par là, certes, elle exercera une influence certaine sur l'évolution des partis traditionnels. Certains de leurs dirigeants peuvent le craindre. Nous savons que de nombreux militants socialistes et communistes s'en féliciteront.

Construire un parti socialiste démocratique et révolutionnaire.

Il ne nous appartient pas d'annoncer d'avance ce que sera le programme du futur mouvement. Les projets étudiés par les organismes responsables montrent une incontestable volonté de rigueur politique en même temps qu'ils évitent le dogmatisme et ouvrent largement la porte à la collaboration de tous les courants sincèrement socialistes.

Ils représentent la mise en commun des idées, des programmes et des expériences des mouvements participants, leur convergence et leur synthèse. Ils constituent donc une base sérieuse de discussion pour la formation du parti unifié.

Programme, principes, statuts, protocoles d'accord seront largement débattus au sein des mouvements, et les diverses propositions librement confrontées, ainsi qu'il est nécessaire dans des organisations démocratiques. De toutes façons, c'est progressivement, au cours de l'action, que le mouvement unifié précisera sa doctrine. L'expérience est la seule voie qui permette de déterminer une doctrine conforme à la réalité sociale.

Ce qui est nécessaire avant tout, c'est que l'organisation nouvelle soit à la fois disciplinée et démocratique. Disciplinée, parce que sans une organisation ferme, militante, où chacun prenne conscience de ses responsabilités, il n'existe aucune possibilité d'action réelle. Démocratique, parce que la discipline librement consentie exige la participation de chaque militant à l'orientation du mouvement, la libre élection des organismes responsables, le contrôle permanent de la base sur ses dirigeants. Démocratique, parce que si les dirigeants pouvaient imposer leur politique par en haut et s'ils n'étaient pas révocables par l'organisme représentatif dont ils émanent, une bureaucratie se formerait inévitablement. Démocratique enfin, parce que, sans libre et large confrontation des idées, aucune élaboration n'est possible à partir de l'expérience.

Il ne s'agit pas seulement d'une question intérieure de statuts. C'est tout le caractère du parti ouvrier qui est en question et le caractère de ses rapports avec la classe ouvrière. Le rôle du parti révolutionnaire n'est pas de s'élever sur les épaules des travailleurs, de les utiliser pour ses buts propres (à plus forte raison pour des buts qui lui sont étrangers, comme les objectifs diplomatiques de la bureaucratie russe). Il lui faut identifier ses aspirations à celles des classes populaires, les exprimer sous leur forme la plus dynamique, celle qui permet la plus grande unité et la plus grande efficacité, aider les couches retardataires à rattraper les plus avancées, éclairer la route pour permettre aux couches populaires de faire un pas en avant, les appeler à la vigilance et à l'action pour la sauvegarde des positions acquises, les mettre en garde contre les illusions et les découragements, proposer les solutions capables de briser les offensives réactionnaires.

Le parti révolutionnaire veut être la fraction la plus consciente des classes populaires dans la lutte qui mène à leur émancipation et à la victoire du socialisme.

APPENDICE

Nous croyons utile de mettre sous les yeux du lecteur un des documents soumis à la discussion en vue de l'unification des mouvements socialistes. Il s'agit du projet de charte d'unité présenté par les organismes responsables du M.L.P. et de la Nouvelle Gauche. Une autre rédaction, due à la direction de la Jeune République, doit être également soumise aux organisations participantes.

Nous rappelons encore qu'il ne s'agit là que d'un projet qui peut être modifié. Son caractère intérieur ne nous semble pas un obstacle à sa vulgarisation, puisque les divers mouvements en voie d'unification soulignent le caractère public de la discussion, à laquelle ils convient l'ensemble des militants sincèrement socialistes.

PROJET DE CHARTE D'UNITE

(PREAMBULE DES STATUTS)

I. — NATURE ET BUTS DU PARTI

1) *Parti des travailleurs*, le Parti entend exprimer la volonté profonde des classes populaires en lutte contre le système économique, social et politique du capitalisme.

Il vise à promouvoir les travailleurs, en tant que classe, à la gestion économique et politique de la société.

2) *Le parti a pour but le socialisme* : Son but est l'abolition du système d'exploitation capitaliste et l'instauration d'une société socialiste : la socialisation des moyens de production, la planification de l'économie dans l'intérêt de l'ensemble des producteurs et des travailleurs — sous leur contrôle démocratique — constituent la condition essentielle d'une libération progressive de l'homme par la disparition de l'exploitation capitaliste et de la domination étatique.

3) *Le parti s'adresse* à la classe ouvrière, à l'ensemble des travailleurs salariés, à leurs alliés de la paysannerie et de la classe moyenne, à tous ceux qui vivent de leur travail et ont conscience de leur solidarité en face des exploités.

Il fait appel à tous les hommes et femmes qui, indépendamment de leurs convictions philosophiques et religieuses, entendent mener la lutte pour le socialisme dans les perspectives définies par sa charte et son programme.

II. — PRINCIPES DU PARTI

1) Révolutionnaire.

Tout en luttant pour l'amélioration immédiate des conditions de vie et de travail pour les réformes sociales et politiques et pour la paix, le parti ne perd pas de vue son objectif révolutionnaire : la disparition du régime capitaliste, sans laquelle il ne peut y avoir de libération des travailleurs ni d'émancipation humaine.

Les conditions qui rendent possibles l'instauration d'une société socialiste mûrissent au sein même de la société capitaliste. Mais cette évolution ne peut être confondue avec la rupture qui résultera du changement des assises économiques de la société et ne sera rendue possible que par les luttes des travailleurs et le pouvoir populaire.

Le Parti est conscient que la lutte des classes domine la société actuelle et que l'État est aux mains des classes capitalistes : il refuse la pratique de la collaboration des classes.

2) Démocratique.

La société qui sera issue de cette révolution sociale sera celle d'un pays industriel. Elle rendra effectives l'ensemble des libertés politiques, syndicales et humaines conquises par le peuple, qui restent formelles et ne peuvent pas être une garantie de manière durable en régime capitaliste.

Le but de la démocratie socialiste est d'assurer, au moyen d'institutions nouvelles, un contrôle étroit de l'orientation politique et économique par les travailleurs, considérés en tant que producteurs, usagers et citoyens et leur participation directe à l'élaboration et à la gestion de l'économie planifiée.

Dans la mesure où demeurera nécessaire un appareil d'État, la distinction des organismes de gestion économique, des syndicats et du pouvoir politique doit permettre à tous les échelons l'expression des revendications et des projets de la base et garantir le respect le plus strict du droit de contrôle et de critique des travailleurs. La nécessaire prédominance de l'intérêt général du peuple sera assurée, en dernier ressort, par les organismes politiques démocratiquement désignés.

Le parti lutte contre toute dictature exercée sur la société par une bureaucratie ou une technocratie il fait pour cela confiance à l'initiative du peuple, à ses organismes propres, à l'élection par eux de tous les fonctionnaires détenteurs du pouvoir économique, politique et juridique.

3) Laïque.

L'État socialiste sera laïque. Il s'interdira toute intrusion dans les convictions privées des citoyens et leurs manifestations. Il n'établira aucun monopole sur l'orientation idéologique des sciences, des lettres et des arts.

La laïcité est dès maintenant un des principes essentiels du parti : elle vise à garantir l'école, l'éducation et la recherche, l'information et le développement intellectuel de toute subordination aux églises et aux philosophies.

4) Indépendant.

Le parti affirme son indépendance absolue à l'égard de toute bureaucratie, de tout État et de tout bloc d'États. Il mène la lutte pour la paix internationale nécessaire à la victoire de la révolution démocratique.

De même, sur le plan national, il est indépendant à l'égard de toutes les autres forces, partis ou groupes de toute nature. Il détermine librement son idéologie et son action, sa politique intérieure et extérieure et, en fonction de ses objectifs propres, ses alliances éventuelles avec d'autres forces politiques.

5) Internationaliste.

Le Parti ne sépare pas la lutte socialiste de celle des autres peuples du monde. Il s'efforce de nouer des relations de collaboration avec tous les mouvements socialistes, révolutionnaires et démocratiques, notamment avec ceux de l'Europe et des pays sous-développés, dont le rapproche une étroite solidarité.

La volonté d'indépendance et de libération de tous les peuples, le mouvement d'émancipation des peuples coloniaux s'inscrivent dans toute perspective socialiste. Ce sont les conditions premières de l'internationalisme prolétarien.

III. — ACTION DU PARTI

1) *Concrète.*

Le Parti ne se borne pas à une propagande générale pour ses principes. Il s'efforce d'adapter ces principes aux conditions concrètes du moment et aux luttes des classes populaires. Il détermine sa lutte quotidienne dans le cadre d'un programme d'action et de transition décidé ou adapté par ses congrès.

Il utilise toutes les possibilités de propagande et d'action que lui offrent les institutions, notamment la tribune des élections et du parlement, sans tomber dans les combinaisons électoralistes. Ses élus sont au service du mouvement et du peuple ; non l'inverse ; ils sont soumis à la même discipline que les autres militants.

2) *Unitaire.*

Le Parti n'a pas d'intérêts propres qui le séparent de l'ensemble des classes populaires. Il ne cherche pas à modeler le mouvement sur des principes sectaires.

En conséquence, il s'efforce de souder l'ensemble de la classe ouvrière et des classes populaires contre la bourgeoisie. Ses militants travaillent à réaliser l'unité des travailleurs au sein de leurs organisations de masse, en particulier sur le plan syndical et social, le respect de la démocratie dans ces organisations étant la condition fondamentale de cette unité.

La recherche de l'unité d'action entre les organisations se réclamant de la classe ouvrière est un principe essentiel de sa stratégie. Il tend à réaliser, quand c'est possible, l'union de toutes les forces démocratiques contre la réaction.

Cela n'exclut pas mais exige une critique implacable contre ceux qui divisent les travailleurs, les opposent aux travailleurs des colonies ou des autres pays ou veulent les entraîner à servir des intérêts qui ne sont pas les leurs.

*

L'organisation du parti est garante de ses principes.

Le Parti est démocratique par son organisation et sa méthode. Il recherche l'accession des travailleurs à tous les échelons de sa direction politique. Dans son sein, il est permis à chaque courant de s'exprimer. Sa direction est constamment placée sous le contrôle de sa base militante.

Pour un socialisme vivant.

Le Parti est convaincu que le socialisme trouvera son chemin propre dans notre pays continuant les traditions révolutionnaires et démocratiques de notre pays, enrichi des expériences et des enseignements du socialisme français et international, adapté aux réalités économiques et sociales des pays économiquement avancés et de la France, respectueux des droits fondamentaux de l'homme et du droit de tous les peuples à disposer librement d'eux-mêmes.

Notes

1

On estime que le niveau de vie variait, il y a dix ans, de 1 (Chine de Tchang Kai Tchek) à 10 (France) et à 25 (U.S.A). Il est intéressant de comparer ces rapports avec ceux des forces énergétiques au service des divers pays. Ceux-ci varient en chevaux-vapeur de 0,0012 CV par tête dans les pays sous-développés à 0,50 CV aux U. S.A. (1950) ; c'est-à-dire de 1 à 400, la moyenne mondiale étant de 66. Pour la dépense en charbon, l'écart va également de 1 à 400, l'Europe atteignant la cote 110. (*Courrier de l'UNESCO*). Ces chiffres illustrent la disproportion entre le développement industriel et le niveau de vie des pays industrialisés et des pays sous-développés.

2

Aux U.S.A., moins de 0,2 % des compagnies manufacturières et minières emploient 50 % du personnel. Dans chaque branche, trois à cinq trusts dominent le marché.

3

Cette définition est celle de Lénine dans « L'Impérialisme, dernière étape du capitalisme ».

4

57 % sont fils d'hommes d'affaires, 14 % d'hommes pratiquant des professions libérales, 15 % de *farmers*.

5

En 1950, sur 556 postes d'administration des 25 principales sociétés américaines, 105 étaient occupés par 48 hommes.

6

L'automatisation s'effectue en trois directions : transfert automatique d'une machine à l'autre, commande automatique en utilisant un circuit de *feedback*, substitution de machines électroniques au cerveau humain dans les tâches de direction et d'organisation.

7

Une étude présentée en 1955 à l'Université de Chicago et portant sur 12 cas d'automatisation met en évidence des accroissements variant de 14 % à 1320 %, avec une moyenne de 382 % (*La Nef*, mai 1957).

8

Franco Mugliano (*Arguments*, N° 2, février-mars 1957, Ed. de Minuit).

9

Frederick Pollock. « L'Automatisation. Ses conséquences économiques et sociales ». (Paris, 1957, éd. de Minuit).

10

Frederick Pollock, op. cit.

11

Un exemple en est donné par la construction aux frais de l'État du barrage d'Edéa, au Camérout, pour permettre au trust Péchiney-Ugine d'aller ensuite y transformer à un prix dérisoire l'alumine française en aluminium.

[12](#)

Ce sont les chiffres auxquels aboutit une étude de la revue *Économie et Politique*. Bien entendu, les profits en question comprennent les investissements privés, qui constituent un accroissement de la propriété capitaliste.

[13](#)

En 1956, d'après la Commission des Comptes de la Nation, la fiscalité représentait 90 % des recettes de l'État. Là-dessus, 77,5 % provenaient des impôts indirects, c'est-à-dire payés par les consommateurs, quel que soit leur revenu, et 22,2 % des impôts directs. Les salariés ont en outre payé 47 % de l'impôt progressif sur le revenu (56 % en 1954).

[14](#)

« ...Les vingt-six départements les plus riches renferment la moitié de la population, produisent, reçoivent ou dépensent les deux tiers des revenus du pays, et distribuent les trois quarts de la masse des salaires. Mais, au sud de la Loire, la jeunesse a fui, l'âge moyen est considérablement plus élevé qu'ailleurs, le revenu par habitant n'atteint pas les deux tiers du revenu national moyen, les services publics (routes, écoles, hôpitaux) sont à la fois insuffisants et trop coûteux pour une économie qui baisse, les paysans surimposés et mal desservis abandonnent des terres qui pourraient être prospères, l'artisanat et le commerce sont en pleine crise. Récession généralisée, qui explique la grave flambée de colère, malheureusement peu éclairée, qui s'exprime dans le poujadisme. » (« Pour le Renouveau du Socialisme », M.L.P.).

[15](#)

Les raisons de cette expansionnisme ne sont pas les mêmes pour le système capitaliste et le système soviétique. Le premier cherche à s'assurer des débouchés pour ses marchandises et pour ses capitaux. Il est poussé par le jeu de la concurrence internationale et par la baisse tendancielle du taux du profit dans les pays hautement industrialisés : c'est ce qui constitue l'« impérialisme », au sens marxiste du terme. Il n'existe pas d'impératif semblable dans les pays qui se sont débarrassés de la structure capitaliste. L'exploitation économique des pays satellites y joue un rôle secondaire. Ce sont les préoccupations militaires et diplomatiques qui sont ici déterminantes.

[16](#)

Ils traitaient alors les nationalistes (notamment Ferrat Abbas qui venait de reconnaître la nécessité de l'indépendance algérienne) d'« hitléro-fascistes ».

[17](#)

Le seul organisme international qui existe encore comme « direction mondiale » est la IV^e Internationale fondée par Trotsky. Mais elle ne réunit que des groupes numériquement très faibles et sans grande influence, sauf à Ceylan.

[18](#)

Dans la revue yougoslave *Questions actuelles du Socialisme*, J. Stanovnik cite une série de tableaux statistiques impressionnants à ce sujet, en particulier celui des exportations anglaises de capitaux de 1870 à 1913. (Voir note page 73).

<i>années</i>	Moyennes annuelles des exportations de capitaux outremer, en millions de Livres	Revenu annuel moyen provenant des investissements outre-mer
1870-75	55	48
1876-80	55	48
1881-93	48	75
1894-1904	24	100
1905-1913	143	155
Pour les années 1920-1928 (du <i>Royal Institute for international Affairs</i>)		
1920	60	200
1923	136	200
1925	88	250
1927	139	250
1928	143	250

Quant aux U.S.A., la revue *Indian economic Re view* (février 1956) établit que les investissements privés américains depuis la guerre se sont élevés, dans les pays sous-développés, à 4.800 millions de dollars qui ont rapporté 6.500 millions de dollars et, dans les pays industrialisés, à 4.800 millions de dollars également, qui ont rapporté 2.800 millions de dollars.

[19](#)

L'indépendance entraîne une modification de structure dans les marchés entre pays sous-développés et industriels : ces derniers doivent vendre des produits d'équipement au lieu de produits manufacturés. En outre, le pays indépendant obtient dans les contrats des conditions moins inégales.

[20](#)

L'exploitation économique du pays satellite s'effectue notamment par le moyen de sociétés « à capital mixte », où l'apport de l'U.R.S.S. est fictif, et qui assurent le versement d'une partie importante du sur-produit.

[21](#)

Cinq groupes sidérurgiques produisent les 3/4 de l'acier ; cinq sociétés de pétrole assurent 90 % de notre raffinage ; Ugine produit seule tout notre aluminium, trois entreprises, se partagent toute notre production de zinc, trois autres cuisent les 3/4 de notre ciment, trois encore fabriquent les 3/4 de nos tracteurs ; deux sociétés se partagent le marché des lampes de radio ; trois groupes contrôlent 90 % de la production de pneus, trois enfin fabriquent 85 % du papier journal. (« Pour un Renouveau du Socialisme D — M.L.P.).

[22](#)

Le seul syndicat national de l'Enseignement secondaire se subdivise en quelque vingt-deux syndicats de catégorie !

[23](#)

Lors de la crise de 1929-30, les U.S.A. ont connu 20 millions de chômeurs, l'Allemagne 6 millions.

24

« Le Capital », tome I, chapitre 23.

25

« Le Capital » lui-même en fournit des centaines d'exemples dans le tableau qu'il trace de l'Angleterre d'alors. Citons au hasard la loi de 1845, qui a provoqué la colère des capitalistes : elle fixait la journée de travail, pour les femmes et les enfants de 8 à 13 ans, à 16 heures, de 6 heures du matin à 10 heures au soir, sans le moindre répit légal pour les repas (1, 2, p. 169, Ed. Costes). Lisons ce qu'il dit des taudis ouvriers (1, 4) : « Les lits — et ce n'est bien souvent qu'une poignée de copeaux ou un tas de chiffons malpropres — abritent parfois six personnes chacun. Beaucoup d'individus dorment tout habillés sur le sol nu, hommes et femmes, mariés et célibataires pêle-mêle ». Les statistiques qu'il cite indiquent que chaque chambre ou cave contient « de 6 à 26 personnes ». Quant à la mortalité, il montre comment la durée moyenne de vie descend pour la classe ouvrière de certaines villes jusqu'à 18 ans. Il cite un journal tory de 1866 qui, parlant des chômeurs de l'est de Londres, reconnaît : « Ils sont 40.000 à mourir de faim ». De même, en France, la durée de travail pour les canuts de Lyon, en 1831, allait de 16 à 18 heures par jour (soit 125 heures par semaine), y compris pour les enfants, qu'on réveillait à coup de barres de fer.

26

Une enquête officielle de l'Institut de Statistique donne pour 1955 les coefficients suivants d'augmentation des salaires directs (y compris les allocations familiales) et indirects (y compris les prestations sociales), par rapport à 1938 :

	1938 (pour 39 heures de travail en moyenne)	1955 (pour 45 heures de travail en moyenne)		coefficient d'augmentation de l'indice des prix de détail
		gain direct	gain indirect	
<i>Célibataire</i>				
Paris :				
professionnel	1	19,7	22	26
manœuvre	1	19,6	22,5	26
Province :				
professionnel	1	23,8	27,5	28
manœuvre	1	24	27,7	28
<i>Père de 2 enfants</i>				
Paris :				
professionnel	1	24,5	27,7	26
manœuvre	1	25,6	30	26
Province :				
professionnel	1	30,3	35,4	28
manœuvre	1	32	37	28

27

Les dirigeants du Parti Communiste, qui font de la « paupérisation absolue » le fondement d'une action révolutionnaire, empruntent en fait cette doctrine non à Marx, mais à Lassalle et à sa « loi d'airain des salaires », que Marx n'a pas cessé de combattre. Lassalle l'exprime ainsi : « Le salaire moyen reste toujours réduit à la subsistance nécessaire (aux moyens de subsistance nécessaires) qui est indispensable à l'existence et à la procréation de l'ouvrier selon les coutumes d'un peuple déterminé ». Lassalle justifie d'ailleurs sa loi par des arguments tirés des théories de Malthus.

28

Voir : Naville « Le développement de l'Automatisation et le Travail des Ouvriers d'entretien » (*Droit social* — février 1957).

29

Bien entendu, cette analyse sommaire ne fait qu'effleurer le problème. Le salaire que s'octroient certains directeurs de société camoufle une fraction des profits capitalistes. De même, certains salaires d'employés supérieurs ou de maîtrise constituent en partie une ristourne que leur verse le patronat pour qu'ils l'aident à augmenter non la production mais la part du profit.

30

Les ouvriers agricoles gagnent en moyenne 15.000 francs par mois, avantages en nature compris. Une enquête récente de la J.A.C.F. (Jeunesse agricole chrétienne féminine), établit même que, pour la plupart des ouvriers agricoles, « les salaires oscillent autour de 4.000 à 6.000 francs par mois et atteignent rarement 8.000 ou 9.000 francs ». « Pour un Renouveau du Socialisme », qui cite ces chiffres, analyse excellemment, avec l'exemple du marché de la viande, le mécanisme de la dîme prélevée sur les producteurs paysans, comme sur les consommateurs par les féodalités capitalistes.

31

Il tombe au-dessous de 25 fr. dans certaines fermes du Finistère, d'après Chombard de Lauwe, au-dessous de 10 fr. dans certaines fermes de l'Ardèche, d'après René Dumont.

32

Les pommes de terre, payées 6 fr. au producteur, sont vendues 20 fr. à la ville voisine, le lait, payé 20 à 22 fr., est revendu 45 fr., etc...

33

Dans ces secteurs sous-développés, des contradictions secondaires (opposition de certaines couches paysannes, de petits commerçants, etc. au développement du capitalisme moderne) présentent naturellement des aspects plus directement explosifs, qui peuvent évoluer soit vers le socialisme (alliance des couches marginales avec le prolétariat) soit vers le fascisme (utilisation des couches marginales par le grand capital).

34

Sur ce point, de nombreuses polémiques ont opposé à Lénine des socialistes révolutionnaires comme Rosa Luxembourg. Celle-ci craignait qu'un parti constitué selon les conceptions de Lénine se transformât en organisme de domination sur les masses ouvrières au lieu de les représenter, qu'il restât incapable de profiter du dynamisme de leur lutte spontanée. La discussion avait sans doute le tort de se dérouler dans l'absolu. Dans un pays économiquement arriéré — l'expérience l'a montré —, seul un parti doté d'une discipline quasi militaire pourrait faire face aux difficultés énormes de la situation. Au contraire, dans un pays économiquement avancé, la qualité première du parti révolutionnaire est d'exprimer démocratiquement les aspirations des classes populaires : le danger principal est celui d'un appareil bureaucratique.

35

Nous ne parlons que pour mémoire de la voie « parlementaire » en Europe orientale. Khrouchtchev lui-même se bornait à citer l'exemple de la Tchécoslovaquie. En fait, dans tous ces pays, les formes parlementaires ont seulement servi de couverture au transfert bureaucratique du pouvoir aux partis communistes.

36

Le programme du Front Populaire, écrit R. Millet dans son « Bilan du Communisme », était « réduit à des têtes de chapitre, à des revendications plus modérées que ne le désirait l'aile gauche du rassemblement populaire... Il nous faut surtout préciser, ajoute-t-il, que cette aile gauche n'était pas du tout le P.C., car le P.C. avait voulu un programme modeste, et c'est par sa volonté ferme que les nationalisations des banques et des industries avaient été écartées ». La première partie du programme était « consacrée à la défense de la liberté et (prévoyait) notamment l'amnistie, la dissolution des ligues fascistes, la réforme du régime financier de la presse et du statut de la Radiodiffusion ». (Danos et Gibelin : « Juin 36 »). La seconde partie comprenait la nationalisation des industries de guerre et des formules générales sur la paix. Seule, la troisième partie était plus précise.

[37](#)

C'est ainsi que les transports et l'énergie sont vendus par l'État aux grands utilisateurs industriels très en dessous de leur prix de revient, ce qui constitue en fait une subvention déguisée. Les réactionnaires font ainsi d'une pierre deux coups : d'une part, ils assurent la rentabilité du secteur capitaliste ; d'autre part, ils « démontrent » la non-rentabilité du système nationalisé.

[38](#)

C'est pourquoi, après la Libération, le parti communiste considérait comme une trahison toute grève organisée par les mineurs ou par les ouvriers de chez Renault pour défendre leurs salaires. D'une manière générale, les mots d'ordre étaient alors : « Retroussons nos manches » et « La grève est l'arme des trusts ». Il en résulta une grave détérioration du niveau de vie des travailleurs.

[39](#)

En 1954, sur 255.758 membres des conseils ouvriers d'entreprises en Yougoslavie, 76,8 % travaillent directement à la production. Cette proportion est en augmentation relative et absolue, puisqu'en 1950 il y avait un total de 155.166 membres de conseils ouvriers, dont 75 % participaient directement à la production (S. Popovitch. « Questions actuelles du Socialisme » N° 36-37).

[40](#)

Contrôlant le crédit et les industries-clés, le pouvoir populaire dispose, en effet, de moyens non négligeables, comme le mécanisme des investissements, l'aide technique, la concurrence du secteur socialisé et le système des prix. Ces instruments ont, sur la contrainte administrative, l'immense avantage de respecter l'efficacité des entreprises et de ne pas amener de régressions.

[41](#)

Cf. la brochure du M.L.P. : « Les Maîtres de la Presse ».

[42](#)

Dans ces discussions les socialistes révolutionnaires des pays industrialisés doivent éviter avec soin l'attitude « paternaliste », y compris ce « paternaliste du frère aîné » qu'Aimé Césaire dénonce à juste titre dans le comportement du Parti Communiste.

IL A ÉTÉ TIRÉ DE CET OUVRAGE DIX EXEMPLAIRES SUR PAPIER ALFAMA NUMÉROTÉS DE 1 à 10.
PLUS CINQ EXEMPLAIRES HORS-COMMERCE NUMÉROTÉS DE — H.C. I A H.C. 5 —

© 1957 by Les EDITIONS DE MINUIT

7, rue Bernard-Palissy - Paris VI^e

Tous droits réservés pour tous pays

Participant d'une démarche de transmission de fictions ou de savoirs rendus difficiles d'accès par le temps, cette édition numérique redonne vie à une œuvre existant jusqu'alors uniquement sur un support imprimé, conformément à la loi n° 2012-287 du 1^{er} mars 2012 relative à l'exploitation des Livres Indisponibles du XX^e siècle.

Cette édition numérique a été réalisée à partir d'un support physique parfois ancien conservé au sein des collections de la Bibliothèque nationale de France, notamment au titre du dépôt légal. Elle peut donc reproduire, au-delà du texte lui-même, des éléments propres à l'exemplaire qui a servi à la numérisation.

Cette édition numérique a été initialement fabriquée par la société FeniXX au format ePub (ISBN 9782402299916) le 05 novembre 2018.

La couverture reproduit celle du livre original conservé au sein des collections de la Bibliothèque nationale de France, notamment au titre du dépôt légal.

*

La société FeniXX diffuse cette édition numérique en vertu d'une licence confiée par la Sofia – Société Française des Intérêts des Auteurs de l'Écrit – dans le cadre de la loi n° 2012-287 du 1^{er} mars 2012.

